

La Question des Maladies professionnelles

ET LA LOI DU 25 OCTOBRE 1919

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 29 novembre 1920, à 3 heures 1/2

PAR

Louis GRANDSERT

Président : M. JAY, professeur.

Suffragants { *M. ALLIX, professeur.*
 { *M. GERMAIN MARTIN, agrégé.*

PARIS

JOUE & C^{ie}, ÉDITEURS

15, Rue Racine, 15

—
1920

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

La Question des Maladies professionnelles

ET LA LOI DU 25 OCTOBRE 1919

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Lundi 29 novembre 1920, à 3 heures 1/2

PAR

Louis GRANDSERT



Président : M. JAY, professeur.

Suffragants { *M. ALLIX, professeur.*
 { *M. GERMAIN MARTIN, agrégé.*

PARIS

JOUBE & C^{ie}, ÉDITEURS

15 Rue Racine, 15

—
1920

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

La Question des Maladies professionnelles

ET LA LOI DU 25 OCTOBRE 1919

INTRODUCTION

Des principales nations de l'Europe, la France est le pays où la législation industrielle est la plus arriérée. A l'approche des périodes électorales, le besoin s'en faisant sentir, les parlementaires ont fait des efforts pour augmenter nos codes de lois que la presse et des groupements corporatifs réclamaient à grands cris ; ils sont malgré cela, restés au deçà de ce qu'un grand pays industriel était en droit d'attendre de ses représentants.

Jusqu'en 1898 point de protection légale du travailleur contre l'accident qui le guette, le blesse ou le tue et le laisse avec sa famille à la charité de l'Assistance publique.

Jusqu'en 1906 à quelques exceptions près, point de repos hebdomadaire. En 1910 arrivent les retraites ouvrières. En 1915, une timide loi sur le minimum de salaires. En 1917, l'actionnariat ouvrier. En 1919

la loi de huit heures applicable au commerce et à l'industrie.

Notre législation ouvrière ne se borne pas heureusement à cette énumération ; ce n'est qu'un récapitulatif des textes les plus importants.

Et pourtant d'autres nations de l'Europe et même du Nouveau-Monde, nous avaient montré le chemin. L'Angleterre, l'Allemagne, la Suisse, les Etats-Unis et l'Australie, connaissaient bien avant nous le droit à la réparation pécuniaire des accidents ou des maladies causés par le travail ; le repos dominical ; l'assistance aux ouvriers infirmes, les minimums de salaire ou la participation aux bénéfices.

Mais si nous sommes en retard au point de vue de la législation ouvrière sur certaines nations, il faut bien dire que notre parlement n'est pas seul responsable ; la classe ouvrière a sa part de responsabilité dans cette lente évolution des lois protectrices du travail. Les syndicats n'ont pas vu venir se grouper autour de leurs drapeaux tous ceux dont la faiblesse faisait la proie de l'insécurité du lendemain, de la maladie ou de la mort. Il faut bien reconnaître que c'est par la puissance des organisations ouvrières que la plupart des pays ont conquis les lois sociales qui tendent à mettre le capital et le travail sur un pied d'égalité et qui donnent au salaire par le droit, ce qu'il n'obtenait que par charité.

Il semble pourtant que notre parlement sous

diverses influences veuille faire rattraper à notre législation ouvrière le niveau des Etats voisins. Malgré la guerre effroyable que nous venons de subir, il est à l'honneur des Chambres d'avoir songé aux futurs artisans de la paix en même temps qu'à ses soldats et d'avoir pris le temps d'examiner et de voter en même temps que des budgets formidables, des lois protectrices du travail qui doivent aider le pays à gagner la paix après avoir gagné la guerre.

La loi du 10 juillet 1915 sur le minimum de salaires des ouvriers travaillant à domicile et celle du 26 avril 1917 sur l'actionnariat ouvrier pour ne parler que des plus marquantes, furent votées alors que les Allemands étaient encore à Noyon.

Il y a à peine six mois, le 25 octobre 1919, la Chambre des Députés et le Sénat votaient une loi étendant aux maladies d'origine professionnelle, la loi du 9 avril 1898.

Cette dernière qui instituait un régime spécial de réparation des accidents dont sont victimes les ouvriers dans l'accomplissement de leur travail, laissait complètement de côté les maladies, suites de maladies ou les décès qui survenaient par suite de lésions internes provenant d'une intoxication lente du fait de la profession. S'il pouvait y avoir doute sur l'intention du législateur de l'époque, les travaux préparatoires de la loi et une circulaire du ministre de la Justice, l'enlèverait bien vite. « L'accident, disait

la circulaire, tel qu'il faut l'entendre dans notre matière consiste dans une lésion corporelle provenant de l'action soudaine d'une cause extérieure, — mais il ajoutait — : la distinction non douteuse en théorie ne laissera pas d'être souvent fort délicate dans la pratique. Ce sera une question d'espèce. »

« La loi ne s'applique pas aux maladies professionnelles provenant d'une cause lente et durable telle que l'air vicié des locaux où s'effectue le travail, la manipulation des substances vénéneuses, l'absorption des poussières nuisibles à la santé. »

Deux mois plus tard le ministre du Commerce disait que la loi « se restreignait aux accidents proprement dits, conséquence immédiate d'un événement soudain ; qu'elle ne s'étendait pas aux maladies professionnelles qu'entraîne l'exercice prolongé de certaines professions insalubres ».

Pour M. Léon Bourgeois (1), la caractéristique de l'accident de travail, c'est d'avoir pour cause un « événement soudain et violent à l'inverse de la maladie qui est au contraire un état continu et durable né d'une cause également continue et durable ».

L'interprétation de la loi du 9 avril 1898 et les avis des ministres que nous venons de rappeler cadreraient complètement avec la définition des maladies professionnelles telle que l'entendait la médecine. Au

1. Séance de la Chambre des Députés, 18 oct. 1897, 2216, col. 2.

congrès de Liège en 1905 le D^r Thiébaud disait : « Toute perturbation primitive de l'organisme qui, par le fait du travail ou à l'occasion du travail est produite par une cause extérieure quelconque d'ordre mécanique, physique ou chimique, dont l'action ne se répète pas, détermine au point de vue médico-légal, un accident du travail. Pour M. Sachat, l'accident est une atteinte au corps humain provenant de l'action soudaine et violente d'une force extérieure.

L'accident du travail est donc un fait anormal, imprévu et étranger au cours du travail ; s'il occasionne des lésions corporelles, la réparation en est due. La maladie professionnelle au contraire est un fait presque prévu et inhérent à l'exécution du travail.

L'exclusion formelle de la réparation des dommages causés par les maladies professionnelles des textes alors en vigueur, c'était ouvrir une voie au législateur : Il ne tarda pas à s'y engager.

CHAPITRE PREMIER

De la nécessité d'une législation indemnisant les lésions causées par les maladies dites professionnelles

La loi du 9 avril 1898 a laissé volontairement dans l'ombre la réparation du dommage causé par les maladies professionnelles ; la jurisprudence dégagée des considérations politiques du législateur sentit la nécessité d'une protection légale de la santé publique et tenta d'y remédier dans la mesure du possible. C'est du reste un fait qui a déjà été remarqué, sous l'influence du besoin, la jurisprudence est généralement amenée à concilier, à adapter les textes anciens aux nécessités nouvelles, à rétablir l'équilibre entre la législation et le développement économique et social. C'est en ce sens que l'on a pu dire qu'elle ouvrait le chemin au législateur.

La Cour de cassation dans un arrêt du 3 novembre 1903 distingue entre les maladies déterminées par l'exercice habituel d'une certaine industrie et les affections pathologiques accidentelles contractées

dans l'accomplissement d'un travail, mais prenant leur origine et leur cause dans un fait déterminé ne rentrant pas dans les conditions normales de l'exercice de la profession. Le droit à indemnité dépend donc des modalités, des circonstances, il exige avant tout, suivant la loi du 9 avril 1898, un événement brusque ; il entraîne forcément l'arbitraire inhérent à l'appréciation personnelle. La nécessité d'une réforme se faisait sentir, elle est venue par les tribunaux.

Des théoriciens ingénieux ont bien essayé de poser le principe de la responsabilité des maladies professionnelles en se basant sur la loi du 9 avril 1898. Le *Journal de thérapeutique* de 1902 rapporte l'argumentation suivante du professeur Lewin, de Berlin. « Dans l'intoxication professionnelle dit-il, le trouble fonctionnel provoqué par l'accumulation des poisons, représente soit l'effet totalisé d'accidents distincts semblables ou dissemblables, provoqués par une ou plusieurs causes dans une étendue de temps limité, soit l'action isolée d'une cause unique développant ses effets dans l'organisme, suivant cette loi, qu'un trouble fonctionnel une fois produit, ne tend pas à se corriger, mais à s'aggraver. »

« Quand les toxiques ont agi non pas une fois, mais des centaines de fois, des milliers de fois sur les ouvriers et ont amené une réduction de leur capacité de travail, l'opinion courante voit dans l'issue

finale la conséquence d'une action continue du toxique, tandis que cette issue finale représente une série d'accidents accumulés dont chacun engendre une prédisposition croissante donnant chaque fois plus de prise aux actions subséquentes. »

« En effet, quand un décapeur de cuivre ou de bronze par exemple, a laissé pénétrer dans ses poumons des vapeurs d'acide hypoazotique, c'est là, sans aucun doute, un accident qui diminue dans une certaine mesure l'intégrité de l'organe. La seconde aspiration qui suit de près la première augmente le dommage, jusqu'à ce qu'enfin une aspiration ultérieure entraîne une hémorragie résultant de la corrosion des vaisseaux sanguins attaqués par les accidents précédents. »

D'après cette explication, il faudrait que l'ouvrier fasse constater, chaque jour par exemple, l'intoxication spontanée qui s'est produite dans l'exercice de son travail et intente une demande en indemnité.

C'est là quelque chose d'irréalisable. En admettant même que l'on puisse constater l'intoxication spontanée journalière, de graves difficultés naîtraient au sujet de l'indemnité due par chacune de ces intoxications qui, prises une à une, peuvent à la rigueur être considérées comme des accidents du travail, mais qui n'en présentent plus les caractères dès l'instant où elles sont réunies.

Avant la loi du 25 octobre 1919, la jurisprudence considérait comme accidents de travail.

1° Les maladies de nature syphilitiques lorsqu'elles sont déterminées par un traumatisme consécutif à un accident ou lorsque dans les opérations de soufflage de verre, c'est l'instrument de travail qui a été l'agent de propagation du virus. — Tribunal civil de Lyon du 7 août 1902 ;

2° L'intoxication éthylique lorsque l'accident, l'ébranlement physique et moral qu'il occasionne, l'inaction à laquelle il condamne la victime ont pour cause des manipulations. — Cour d'appel de Paris, 7 novembre 1902.

3° L'inoculation accidentelle du charbon en manipulant des peaux contaminées dans l'usine du Patron. — Rennes. Tribunal civil, 8 mars 1901. Cour d'appel, 13 janvier 1902 (Cassation, 5 novembre 1903).

4° L'intoxication saturnine soudaine par des émanations méphitiques et nocives de vapeurs se dégageant des fours industriels (Tribunal civil de Vienne, 24 janvier 1903).

5° La pleurésie dans certaines circonstances particulières (Tribunal civil de Gannat, 20 juillet 1904).

6° Le durillon forcé (Cour d'appel de Limoges, 23 juillet 1904).

7° La variole quand elle a été communiquée à l'ouvrier par des matériaux imprégnés du contagio varioleux (Cour d'appel de Paris le 4 mai 1906).

Cette petite brèche de la jurisprudence, s'il y a brèche, ne pouvait rester qu'à l'état de tendance. La loi de 1898 est du reste strictement observée dans les arrêts que nous venons de citer ; il n'en pouvait être autrement.

Il faut avouer pourtant qu'au point de vue social, l'ouvrier arrêté dans son travail par un accident ou une maladie professionnelle, les résultats sont les mêmes. L'ouvrier voit ses économies s'épuiser ; c'est la misère à bref délai. S'il ne fait pas partie d'une institution de Prévoyance, il devient à la charge de l'Assistance publique.

On peut même prétendre que les conséquences des maladies professionnelles sont plus graves que celles causées par un accident parce qu'elles produisent leurs effets sur la durée de l'existence. Alors que l'ouvrier accidenté, s'il n'a pas été trop grièvement atteint, reprend son travail après guérison avec un pouvoir de production équivalent à celui qu'il avait auparavant ; la maladie professionnelle rend l'ouvrier plus faible, diminue sa production, partant son salaire. Et fait plus grave encore, laisse transmissible à sa postérité les germes de sa dégénérescence physique ou tout au moins une aptitude diminuée à la lutte contre la maladie. La natalité ouvrière est concluante à ce sujet.

Le Dr Lewin, dont nous avons déjà parlé, publia dans le *Bulletin de l'Inspection du Travail* de 1904,

page 35, un rapport où il montrait d'une façon saisissante, quels effets peuvent avoir sur la descendance l'une des plus terribles maladies professionnelles.

Sur 123 grossesses dont le procréateur seul était atteint de saturnine, le D^r Lewin constata :

64 avortements ;

4 naissances avant terme ;

5 enfants mort-nés.

Parmi les enfants vivants :

14 seulement survécurent ;

20 moururent dans la première année ;

8 dans la seconde ;

7 dans la troisième ;

1 dans une période un peu plus longue.

En plus de ces maladies dont l'origine ne peut être contestée, il faut également reconnaître que le travail pratiqué dans des conditions insalubres détruit lentement l'organisme et que les conséquences, pour être moins apparentes, n'en sont pas moins néfastes. L'ouvrier qui a acquis une certaine habileté dans une profession ne peut en changer facilement quand il s'est aperçu que les conditions d'exercice de son métier ne conviennent pas à sa santé. En outre, s'il s'est acquis par son ancienneté certains avantages pécuniaires, il hésitera à quitter son poste pour aller travailler dans une autre usine. On peut donc dire qu'il existe dans une certaine mesure une contrainte pour l'ouvrier à ne pas quitter l'emploi

qu'il tient pour la seule raison que son employeur a des locaux de travail moins en rapport avec l'hygiène moderne que son concurrent.

Notre législation n'était pourtant pas dépourvue de toute protection des travailleurs contre l'insalubrité des locaux dans lesquels ils exercent leur travail. Il existe depuis longtemps des textes qui sont des mesures de sécurité industrielle. Malheureusement ces textes généraux qui ne tiennent pas compte des différences qui existent entre la grande, la moyenne et la petite industrie s'adaptent difficilement à la réalité. Il est tout naturel et de première nécessité de protéger la main-d'œuvre, mais il ne faut pas pour cela oublier que concilier la sécurité du personnel et la prospérité de l'usine, c'est une chose au moins aussi importante.

Puisque le fait existe, puisque l'Inspecteur du travail peut être obligé de fermer un peu les yeux, à cause des circonstances présentes, qui nécessitent une grande production, n'est-il pas du devoir de la Société d'exiger la réparation du dommage causé à un de ses membres. La loi du 25 octobre 1919 a du reste senti la légitimité d'une responsabilité augmentée dans les cas où un employeur a commis une faute inexcusable ayant pu avoir une répercussion sur la santé de l'ouvrier. Le tribunal se basant sur l'article 3 de la dite loi, peut augmenter la part de responsabilité.

CHAPITRE II

Pourquoi la maladie professionnelle n'a-t-elle pas été assimilée en 1898 aux accidents du travail.

L'assimilation pure et simple des maladies professionnelles aux accidents du travail, semble *a priori* devoir être une vérité évidente, il n'en est pourtant pas ainsi.

Un examen un peu minutieux de la question fait surgir de nombreuses difficultés et il est presque compréhensible que la législation ait hésité à déterminer des responsabilités qui devaient dans certains cas être basées sur l'arbitraire.

En effet, l'origine d'une maladie professionnelle est souvent difficile à déterminer et il est de première justice que le patron soit seulement responsable de celles que la production de son usine a occasionnées ou aggravées. Autrement dit, il doit exister entre la maladie constatée et l'occupation de la victime un lieu de cause à effet. Or, malgré les progrès de la

médecine, il est bien difficile de déterminer dans tous les cas l'origine d'une lésion interne. Le Dr Fauquet écrivait dans *la Revue socialiste*, en 1904, « qu'il n'est pour ainsi dire pas de maladies professionnelles qui s'observent exclusivement chez les ouvriers d'une profession déterminée et qui ne puissent s'observer, quoique plus rarement, chez d'autres personnes. Par suite, dans chaque cas, le lieu de cause à effet entre la maladie et l'occupation de la victime pourrait être discuté ».

Dans le compte rendu du 8 juin 1907 de la Société de législation mutualiste, M. Paulet, ancien directeur de l'Assurance et de la prévoyance sociale, disait : « J'ai causé avec beaucoup de médecins des maladies professionnelles et je vous assure que tous ceux qui en parlent sincèrement avouent hautement leur doute profond sur la possibilité de déterminer l'origine et le caractère de la plupart des maladies professionnelles. »

La paralysie des avant-bras qui est une des caractéristiques les plus remarquables de l'intoxication saturnine permettra, d'une façon à peu près certaine, d'établir le diagnostic de la maladie et la preuve de son origine professionnelle. Mais, par contre, le saturnisme a pour autre caractéristique le tremblement et ce tremblement peut bien venir d'une autre cause que d'un empoisonnement par le plomb : de l'alcoolisme par exemple. Comment alors en déterminer

l'origine quand il y a coexistence sur le même individu, du saturnisme et de l'alcoolisme.

Le D^r Thoinot, professeur agrégé, dans son rapport à la Commission d'hygiène industrielle, déclarait que le diagnostic de ces manifestations sont des plus épineuses, qu'elles ressemblent aux manifestations rhumatismales vulgaires et qu'il n'y a guère de signes permettant une définition sérieuse et absolue.

On peut encore compliquer la question en supposant les intoxications professionnelles dont les désordres sur l'organisme sont à peine connus. Comment, dès lors, trouver le lieu de cause à effet nécessaire à l'établissement d'une responsabilité.

Il y a une autre difficulté à résoudre. La responsabilité de la loi du 9 avril 1898 pèse sur l'employeur présent, c'est-à-dire celui pour le compte duquel l'ouvrier travaillait quand l'accident est arrivé.

Cette détermination simple à établir quand il s'agit d'un accident, rencontre au contraire de graves difficultés quand il s'agit d'une maladie professionnelle.

L'ouvrier souffrant d'un malaise attribué à l'usage de telle ou telle matière nocive dont la manipulation est nécessaire pour l'accomplissement de la besogne journalière ne peut toujours incriminer son présent employeur. Par définition même, la maladie professionnelle est lente, le point de départ souvent incertain. L'ouvrier ayant travaillé dans plusieurs usines,

il est difficile de déterminer la part de responsabilité de chaque patron.

Cette difficulté ne se rencontre pas quand il s'agit d'un accident, parce que c'est un événement brusque.

La maladie professionnelle suit une progression continue pour aboutir à l'incapacité de travail, à l'invalidité ou à la mort. En outre, l'ouvrier guéri d'une première indisposition reste prédisposé aux attaques futures ; les rechutes sont fatales et de plus en plus graves.

Parlant de l'intoxication par le plomb, feu le professeur Brouardel (1) s'exprime ainsi : « Le plomb se fixe dans les organismes à l'état d'albuminate de plomb. Une fois sous cette forme il séjourne dans les organes pendant un temps indéfini. Alors que les individus ont cessé de pouvoir être intoxiqués par des préparations à base de plomb, et cela pendant plusieurs années, sous une influence que l'on ne peut encore déterminer il peut se faire que cet albuminate resté en embuscade et redevenu nocif, donne naissance à des accidents même aigus. Quatre ou cinq ans après que l'individu a subi l'intoxication saturnine, on rencontre encore du plomb dans ses organes et à certains moments lorsqu'il y a longtemps que cet individu a subi cette intoxication, éclatent de nouveaux accidents. Le plomb qui était

1. Déposition du 17 janvier 1906. Rapport de M. Treille.

à l'état insoluble, redevenu soluble, produit de nouvelles intoxications ».

A partir du moment où un individu est intoxiqué par le plomb, toute son économie, foie, reins, moelle, cœur, artères, tout est pris.

Il y a toute une série d'intoxications qui portent sur l'individu et sur sa descendance et qui témoignent bien qu'un trouble profond est causé par le plomb dans la physiologie de cet individu.

La loi du 25 octobre 1919 assimile les maladies professionnelles causées par le plomb et le mercure à la loi du 9 avril 1898. Nous avons examiné les difficultés de détermination de responsabilités relatives aux maladies causées par le plomb, voyons celles relatives au mercure.

Le Dr Josias, (1) dans son rapport à la Commission d'hygiène industrielle s'exprime ainsi: « les accidents mercuriels et surtout les tremblements peuvent persister longtemps après la cessation du travail, de sorte qu'il peut être difficile de rattacher les accidents à leur vraie cause. »

Dans l'hydrargyrisme comme dans le saturnisme, les tremblements sont très voisins de ceux de l'alcoolisme.

Des remarques semblables peuvent être faites pour des maladies professionnelles ayant une autre

1. J.-L. Breton. Rapport n° 19, Chambre des Députés, 1905.

origine que le plomb ou le mercure et leurs composés.

L'albuminurie par néphrite chronique, les pneumoconioses et les tuberculoses conséquentes apparaissent longtemps après que l'ouvrier a cessé le métier qui l'a rendu malade.

Il arrive même que devant certains caractères essentiels d'une intoxication professionnelle, on ne puisse établir le diagnostic de l'intoxication d'une façon absolue et spécifique.

Ainsi dans les intoxications arsenicales on peut retrouver de l'arsenic dans les urines, dans les selles diarrhéiques ou les matières vomies, sans pour cela pouvoir affirmer d'une façon absolue qu'il provient de lésions internes occasionnées par l'exercice de la profession. L'arsenic peut provenir d'un traitement médical par exemple. Certains accidents pris isolément ne permettent pas d'établir d'une façon évidente l'origine des troubles constatés par suite de leur ressemblance avec d'autres symptômes. L'opinion ne peut être formée que par la réunion de plusieurs manifestations indicatrices et surtout par l'accentuation ou la diminution des troubles consécutifs à la reprise ou à la cessation du travail.

Assimiler purement et simplement les maladies professionnelles aux accidents du travail, en ce qui concerne la responsabilité du patron, c'est une entreprise téméraire qui ne peut mener qu'à des pré-

somptions légales erronées, allant même jusqu'à l'injustice.

Pour éviter ces injustices il faut dresser un tableau des matières réputées toxiques, étudier les maladies susceptibles d'être engendrées par elles, déterminer les professions qui font usage de ces matières toxiques et fixer le délai de responsabilité de l'employeur quand l'ouvrier a quitté l'usine. C'est ce qu'avaient fait certaines propositions antérieures à la loi du 25 octobre 1919, c'est ce qui a été fait pour les maladies causées par le plomb, le mercure et leurs composés, par le nouveau texte qui vient d'être voté.

Lors de la discussion de la loi du 8 avril 1898, le parlement s'était bien rendu compte que ne pas assimiler les maladies professionnelles aux accidents du travail, cela constituait une anomalie, parce que la maladie professionnelle comme l'accident met l'ouvrier dans l'impossibilité de gagner sa vie et de subvenir aux besoins de sa famille.

Mais la réforme projetée depuis longtemps passionnait l'opinion publique — dans des sens opposés d'ailleurs — la date des élections législatives était proche et de nombreux députés voulaient se servir de la nouvelle loi comme d'un tremplin électoral. Vouloir assimiler à ce moment les maladies professionnelles aux accidents du travail, c'était étendre la discussion et retarder le vote de la loi ; on courut au plus pressé et l'examen de la question des mala-

dies professionnelles fut différé malgré une tentative de Julien Goujon, député de la Seine-Inférieure, du 28 octobre 1897, qui tentait d'introduire dans la loi toutes les intoxications quel que fût leur caractère (1).

La Chambre ajourna l'assimilation du risque maladie au risque accident, mais elle se proposait de rédiger plus tard le texte qui réparerait cette injustice quand les oppositions parlementaires et extra-parlementaires seraient aplanies ; quand les intéressés patrons et ouvriers auraient compris et constaté qu'ils n'avaient l'un et l'autre, que des avantages à retirer d'une législation nouvelle, qui réalisait un pas en avant dans les réformes sociales indispensables au développement industriel du pays.

Pourtant en examinant les propositions antérieures à la loi du 8 avril 1898 on s'aperçoit que ce n'est pas le temps qui avait manqué.

Dès 1888 le cri d'alarme avait été jeté à la tribune de la Chambre, le 18 juin, le député Camille Raspail disait que parmi les ouvriers exposés à des accidents, il en existe un plus grand nombre qui sont plus à plaindre que les travailleurs des grandes manufactures et il montrait d'une façon saisissante, les ouvriers cérusiers en proie aux maladies saturnines. Félix Faure tout en reconnaissant la différence qui

1. *Journal Officiel*. Chambre des députés, débats du 28 septembre 1897.

existe entre une maladie professionnelle et un accident professionnel, montrait qu'il était du devoir du parlement de rendre responsables les industriels du préjudice causé aux ouvriers par les maladies graves contractées dans l'exercice de leur profession.

Un peu plus tard à la séance du 3 juin 1893 le député Fairé proposait l'adjonction à la loi sur les accidents du travail d'un article ainsi conçu : « Il en est de même de l'incapacité de travail et des décès causés par les maladies professionnelles.

Pour ne pas retarder le vote de la loi qu'on croyait très proche, M. Guieyesse, député, président de la Commission qui examinait la proposition, fit repousser l'adjonction, parce qu'elle devait entraîner de longues discussions. A la législature suivante le vote de la loi n'était pas encore un fait accompli ; la réforme ne fut réalisée que le 9 avril 1898.

La question d'urgence ne se posant dès lors plus, le 3 juin 1900, M. Vaillant déposait un amendement ainsi conçu à la première proposition Breton : « Les maladies professionnelles sont comprises dans les accidents du travail et visées comme tels par la présente loi ; la tuberculose de l'ouvrier ou de l'employé est tenue pour maladie professionnelle. »

M. Mirmann fit aussitôt remarquer qu'il y a une grosse différenciation entre un accident et une maladie, que ce n'est pas forcément chez le dernier employeur que la maladie s'est déclarée, qu'il ne peut

donc en être seul responsable. Qu'en toute justice les industries insalubres où l'ouvrier a travaillé doivent répondre, chacune en ce qui les concerne, du dommage qu'elles ont causé.

Des questions très délicates surgirent alors :

Pendant combien de temps après le départ de l'ouvrier les industries insalubres doivent-elles être tenues responsables des maladies professionnelles qui peuvent se déclarer chez leurs anciens employés ?

Quelle sera la responsabilité de chaque employeur envers l'ancien ouvrier, eu égard au laps de temps écoulé depuis le départ de l'usine et au temps qu'il y a séjourné ?

Des efforts sérieux devaient être faits par M. Breton en 1901, 1903, 1906 et 1910. Nous reviendrons plus tard sur la proposition du 9 juin 1910 et sur le projet élaboré par la Commission d'hygiène et de prévoyance devant la Chambre des Députés le 23 décembre 1910, parce qu'ils touchent de très près à la loi enfin votée le 25 octobre 1919.

La cause de l'insuccès ne peut être imputée qu'à l'état d'esprit du moment.

Il ne faut pas oublier qu'une grande loi réformatrice pour qu'elle soit désirée, il faut que l'intelligence populaire y soit préparée souvent à grand bruit, par des campagnes de presse ou des conférences publiques. Mais par contre, il est du devoir du législateur, dans un pays où le mandat impératif est inter-

dit et où le référendum populaire n'est pas en usage, de forcer le peuple à accepter une réforme faite dans son intérêt, même si son état d'esprit routinier l'empêche d'en comprendre et d'en reconnaître tous les bienfaits futurs qu'il peut en retirer.

CHAPITRE III

Sur quoi doit reposer la responsabilité de la maladie professionnelle

Avant la loi du 9 avril 1898 l'ouvrier blessé pour obtenir la réparation du préjudice que lui avait causé l'accident survenu au cours de son travail, n'avait que le texte général de l'article 1382.

Il fallait que l'ouvrier puisse prouver que son patron était en faute, qu'il avait participé d'une façon inconsciente à l'accident parce qu'il avait négligé de faire prendre telle ou telle mesure de précaution.

C'est ainsi que l'on a vu un tribunal condamner un industriel à réparer le dommage causé par un accident à un apprenti, parce que le patron avait négligé de mettre en garde son jeune employé contre la légèreté et l'étourderie qui s'attachent au jeune âge. Aujourd'hui d'après l'article 1^{er} de la loi du 9 avril 1898 « les accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail, donnent droit au profit de la victime ou de ses représentants à une indemnité à la

charge du chef d'entreprise ». « Est écartée, la preuve par l'ouvrier de la faute du patron ». C'est le principe du risque professionnel qui s'applique entièrement.

Il faut seulement prouver que l'on est bien dans un des cas visés par la loi pour que ses conséquences tombent d'elles-mêmes.

Ce texte d'application générale qu'est l'article 1382 du Code civil, régissait jusqu'à la loi 25 octobre 1919 les actions susceptibles d'être intentées par des ouvriers victimes des maladies de leur profession. Même depuis la dite loi, son application reste encore à l'ordre du jour puisque nous n'avons jusqu'à présent que le saturnisme et l'hydrargyrisme qui soient assimilés aux accidents du travail. Le champ d'extension est largement ouvert pour l'arsenic, le cyanogène, le phosphore, le sulfate de carbone, l'aniline, les gaz irrespirables, etc. Ce sera peut-être l'objet de la législation de demain; il tarde à toute conscience éprise d'humanité et de justice, que ces espérances soient bientôt des réalités.

La date d'application de la loi du 25 octobre 1919 étant reculée jusqu'au 26 janvier 1921, il importe de connaître comment usqu'à cette date, les ouvriers atteints par les maladies professionnelles assimilées à la loi du 9 avril 1898, peuvent actionner leurs patrons devant les tribunaux et comment les maladies professionnelles, non encore assimilées à la dite loi, peuvent trouver un droit à la réparation du

dommage qui leur a été causé, dans les textes en vigueur. Nous venons de voir que leur situation est la même que celle des ouvriers victimes des accidents du travail avant la loi du 9 avril 1898 : il faut prouver la faute du patron suivant les termes de l'article 1382.

C'est ainsi qu'un arrêté du Tribunal de Nantes du 6 juillet 1891, confirmée par un arrêt de la Cour de Rennes, en date du 25 avril 1892, a condamné un patron à payer 2.000 francs de dommages et intérêts à la veuve d'un ouvrier et 1.000 francs à chacun de ses enfants, parce que cet ouvrier avait succombé à une pneumonie aiguë, causée par l'inhalation des poussières de scories, alors qu'il travaillait dans une usine où, selon les experts, les conditions d'hygiène étaient déplorables.

Dans un même ordre d'idées, la cinquième Chambre du Tribunal civil de la Seine a condamné un patron à 8.000 francs de dommages et intérêts envers un ouvrier qui travaillait depuis trois mois dans un atelier de préparation de couleurs et qui fut atteint d'une intoxication saturnine.

L'ouvrier avait vu sa valeur professionnelle réduite aux trois quarts, alors qu'il avait auparavant, pendant deux années consécutives, exercé le métier de paveur qui nécessite une forte constitution, sans qu'aucune affection ait troublé son organisme.

Entré à l'usine le 8 juillet 1901, il fut subitement

pris de coliques de plomb avec stigmates saturnins, le 11 novembre suivant.

Dans un des attendus, le Tribunal Civil de la Seine explique d'une façon très claire, l'évolution des idées qui a déplacé la responsabilité.

« Attendu, dit-il, que si la seule infraction aux règlements constitue une faute au point de vue pénal et civil, l'observation de ces mêmes règlements ne suffit pas à elle seule pour dégager nécessairement la responsabilité du patron ; que les règlements administratifs se modifient au fur et à mesure des transformations de l'industrie et l'apparition des dangers qu'elle comporte ; que le fait de n'avoir point entouré l'ouvrier de toutes les précautions pratiquement réalisables et susceptibles de réduire au minimum les dangers qui le menacent, constitue une faute suffisante pour entraîner la responsabilité civile du patron. »

D'après le Tribunal civil de la Seine « la faute » réside dans la non adoption de mesures de précaution que rien n'imposait au chef d'industrie ; le droit de l'ouvrier naît de ce que le patron est obligé de rendre son usine salubre. En embauchant, le patron contracte une « dette de sécurité et d'intégrité corporelle ».

Malgré l'évolution de la jurisprudence qui tend de plus en plus à accorder des indemnités à raison des maladies professionnelles, la loi écrite ne peut-être

méconnue et malgré tout, l'ouvrier hésite à intenter une action contre son patron, qui peut fort bien ne pas tourner à son avantage. La question qui se pose en justice est en effet très délicate : Comment un patron dans l'exercice de sa profession peut-il être l'objet d'une action en responsabilité, puisqu'il ne fait qu'user d'un droit reconnu. Tant que le législateur ou le pouvoir réglementaire n'a point déterminé certaines conditions d'exercice d'une profession, la question de restriction ou de réparation des dommages est toujours délicate à trancher et il n'est point certain qu'un tribunal accordera une indemnité parce qu'un autre tribunal a cru devoir le faire.

Il faut pourtant bien reconnaître que, si ne pas se conformer à un règlement est une faute légale, ne pas faire tout ce qui est possible pour protéger ses semblables qui travaillent sous vos ordres, c'est commettre une faute sociale.

Le mouvement d'opinion qui réclame une indemnité au profit de l'ouvrier dont la capacité de travail est amoindrie, en dehors de toute faute du patron, est un mouvement juste et raisonnable et l'on peut dire que c'est lui qui est le créateur du droit.

En 1902 M. le Doyen Larnaude écrivait : « L'évolution du droit est concomitante à celle des phénomènes moraux, économiques, politiques, religieux ; le droit n'est rien sans ces derniers. Il n'est qu'une forme, une enveloppe puissante, d'autant plus par-

faite qu'elle se moule mieux sur l'ensemble de ces phénomènes sociaux. Mais ces phénomènes changeant, il doit changer aussi. Il faut même dire que souvent il est une forme vide et que son adaptation aux faits ayant cessé, les faits le laissent de côté... N'oublions pas de mettre constamment nos institutions juridiques et politiques en regard des faits de tout ordre, économiques, moraux, religieux, dont elles ne sont que le reflet, car comme dit Hering : c'est au droit de suivre les faits. »

Les fautes indiquées par les juges du tribunal de la Seine à la charge du patron de l'ouvrier devenu saturnin, après trois mois d'exercice de sa nouvelle profession, étaient des fautes engageant sa responsabilité parce qu'elles étaient « un manquement à la loi de solidarité naturelle qui existe au-dessus de nous, autour de nous, nous enserme de toute manière, dont nous ne pouvons nous dégager ».

La théorie de la faute trop vieille s'est transformée. Aujourd'hui, malgré l'absence de faute du patron, il doit courir des risques et assurer des charges qu'il fera rentrer dans le coût de production de ses produits ; il y a responsabilité de l'industrie par le fait de sa marche normale.

Ce serait une erreur de croire que la théorie de la faute doit être bannie de notre droit ; il faut seulement qu'à côté d'elle, subsiste la responsabilité du fait des choses ; les deux idées doivent se compléter

l'une l'autre. C'est le développement de l'industrie, l'essor des idées démocratiques et sociales qui sont les facteurs du mouvement juridique contemporain.

La jurisprudence est entrée dans cette voie puisqu'elle a substitué la notion du risque professionnel à la notion de faute.

Elle l'a fait sous l'influence de la transformation de l'industrie et de l'évolution des idées. Il est inconteste que les problèmes qui se posent aujourd'hui pour le patron et l'ouvrier sont bien différents de ce qu'ils étaient il y a seulement vingt-cinq ans.

Si l'homme reste toujours « la machine mère », comme disait Bianqui, l'utilisation des forces a transformé l'industrie et la notion de faute du patron ou de l'ouvrier s'efface devant le procédé industriel, présumé la cause de l'accident ou de la maladie.

C'est ce qui a permis de dire à M. Saleilles dans une conférence au Collège Libre des Sciences Sociales, que « les changements économiques et sociaux sont le fond et la raison d'être de toute l'évolution juridique ; le droit est fait pour traduire en dispositions positives et impératives, toute l'évolution sociale. On ne peut se refuser à interpréter le droit lui-même dans le sens des conceptions sociales qui tendent à se généraliser et à s'imposer ».

Mais, dira-t-on, pourquoi la transformation du machinisme entraîne-t-elle un renversement de preuve qui se traduit en somme par un changement de res-

ponsabilité ? C'est parce que dans l'organisation du travail, dans les modes de production, le patron a une part prépondérante.

Le développement de sa culture intellectuelle et sa connaissance supposée des procédés techniques employés dans son usine le mettent à même de juger mieux que l'ouvrier de l'action nocive résultant de la manipulation des produits fabriqués, des émanations dégagées ou des contacts contaminés. Il doit être le meilleur juge des mesures préventives à prendre pour éviter les accidents ; il est donc logique et juste que le risque soit, pour la plus grande part à sa charge.

Il est peut-être courant dans certaines industries de ne pas prendre les précautions même indispensables, on ne pourra jamais dire que cela est normal.

Pour simplifier l'action et la rendre plus certaine, le tribunal civil de Bordeaux, dans une affaire qui lui était soumise en 1911, écarta *ultra petita* l'article 1382 du Code civil sur lequel on fonderait le procès, pour appliquer l'article 1384. La faute du patron n'est plus la raison d'être de sa responsabilité, c'est la garde de la chose, cause du dommage qui la fonde et la légitime.

Il s'agissait d'un employé, le sieur Ardoïn, qui était mort victime d'une intoxication saturnine causée par une batterie d'accumulateurs à laquelle il était attaché.

La Compagnie de tramways qui l'employait prétendait bien que l'article 1384 § I, ne devait pas recevoir d'application parce que la chose, cause du dommage, se trouvait dans son fonctionnement normal. Mais le tribunal et en appel la Cour, jugèrent au contraire que la disposition de la loi ne comporte aucune distinction et qu'elle subordonne la responsabilité, uniquement à la garde de la chose ; qu'il n'est pas douteux que par ses ingénieurs ou chefs d'atelier, la Compagnie des tramways et Omnibus de Bordeaux, avait la garde et la surveillance des divers organes de la batterie d'accumulateurs, notamment les vases de plomb qu'Ardoïn était chargé de manipuler et de nettoyer. La Cour de Bordeaux reconnaissait que « le gardien d'une chose qui a commis un dommage n'a le pouvoir de s'exonérer de la responsabilité que la loi fait peser sur lui, qu'en prouvant le cas fortuit, la faute majeure ou la faute d'autrui.

On est amené à déclarer qu'il ne lui suffirait pas de prouver qu'il n'a personnellement commis aucune faute et même qu'il a pris les précautions nécessaires pour éviter le dommage ».

C'est la garde de la chose cause du dommage qui fonde la légitimité de la responsabilité du patron. En somme, dans cette affaire, la Cour de Bordeaux a eu surtout en vue de subordonner des principes acquis à des fins sociales, pour assurer une réparation à la

victime dont elle a voulu améliorer le sort presque malgré elle.

Il faut pourtant signaler que, dans une affaire identique, le même tribunal de Bordeaux fidèle à sa jurisprudence voulut encore « *ultra petita* » substituer l'article 1384 du Code civil à l'article 1382 qui était la base de l'action, mais la Cour suprême cassa la décision disant que « les juges du fond ne peuvent modifier d'office ni l'objet, ni la cause de la demande et doivent statuer dans les limites fixées par les conclusions des parties ».

Aussi, lorsqu'un défendeur est assigné en dommages et intérêts par application des articles 1382 et 1383... le juge ne peut, en écartant ces articles, déclarer le défendeur responsable en vertu de l'article 1384 du Code civil à raison de la présomption de faute édicté par ce dernier contre celui qui a les choses sous sa garde. « Alors que sur cette demande aucune des parties n'avait conclu et n'avait été mise en demeure de plaider. »

La Cour de cassation en employant l'expression de l'article 1384 § I « sous sa garde » entend non une garde matérielle, mais une garde de surveillance.

Ce n'est pas la garde réelle, parce que celui qui est chargé de cette garde peut être la victime à laquelle on ne peut refuser un recours.

En ce qui concerne les matières nocives qui provoquent les maladies professionnelles on peut dire

qu'elles sont affectées d'un vice que ne peut éviter malgré les dispositions que peut prendre celui qui les manipule ou qui les garde. L'industrie est responsable des dommages parce qu'elles les a créés.

Il est pourtant juste de reconnaître que la substitution de l'article 1384 § I, du Code civil à l'article 1382 ne peut être admise « *ultra petita* », parce qu'on ne peut jeter par-dessus bord les principes directeurs du droit. Sous l'influence de l'évolution des idées, des réformes sociales deviennent nécessaires. A des sentiments très louables de générosité et de charité viennent se substituer des sentiments de solidarité mieux en harmonie avec la conscience moderne de plus en plus éprise des conceptions démocratiques.

Mais le risque de l'ouvrier ne doit pas être exclu. Il serait illogique que le travailleur ne fut pas intéressé pécuniairement à conserver son entière capacité de travail ; injuste et choquant qu'il pût impunément braver les accidents, ne prendre aucune mesure de précaution, sûr qu'il serait d'avoir pendant son incapacité temporaire ou permanente de travail, l'intégrité de son salaire assuré.

Si à cela on ajoute les secours divers qui peuvent venir des Sociétés de Secours Mutuels ou d'assistance, dont l'ouvrier fait généralement partie, on comprendra aisément que l'inaction serait plus pro-

ductive que le labeur des longues journées. Le remède serait pire que le mal.

Nous entendons bien que l'ouvrier ne se fera pas blesser seulement dans la perspective de vivre en rentier, le risque serait trop grand ; mais il ne faut pas qu'il puisse négliger certaines mesures de prudence qui font partie intégrante de tous les actes accomplis par un être pensant.

La loi du 9 avril 1898 a tourné la difficulté. L'ouvrier accidenté d'après l'article 3 de la loi sur les accidents du travail ne reçoit qu'une indemnité égale à la moitié de son salaire. Les ouvriers dont les maladies professionnelles sont assimilables à la dite loi reçoivent la même indemnité. Ils ont donc intérêt autant que le patron à conserver l'entière disposition de leurs moyens de production, à éviter les accidents ou les intoxications dont ils peuvent être victimes journellement, par des mesures de prudence et de prophylaxie. Leur santé et leurs économies sont en jeu, la subsistance de leurs familles compromise s'ils ne veulent prendre garde à eux-mêmes. L'ouvrier recevra, dans tous les cas, à moins qu'il n'ait provoqué intentionnellement l'accident, que son demi-salaire. En outre, s'il y a faute inexcusable de l'ouvrier, sa pension peut être diminuée ; mais c'est au patron à démontrer la malveillance ou la faute grave de l'ouvrier ; c'est le système de la preuve renversée.

Avant de terminer ce chapitre, il faut faire remarquer que le patron pourra être exonéré de toute responsabilité, s'il peut prouver que l'accident ou l'intoxication sont la conséquence d'un cas fortuit, d'une force majeure ou de la faute d'autrui.

La Cour de Paris dans un arrêt du 26 février 1909 disait que par la preuve d'un cas fortuit, de la force majeure ou de l'inexistence de toute faute, la présomption de la faute ne pouvait être imputée à celui qui a la garde de la chose.

En ce qui concerne les maladies professionnelles, le cas fortuit, la force majeure, ne peuvent guère être mis en question parce que le cas fortuit et la force majeure sont des effets brusques, alors que les maladies ne peuvent apparaître en dehors de l'exercice prolongé de la profession. Les prédispositions ou les abus que la victime a pu commettre antérieurement ne pèseront guère aux yeux des juges pour conclure à l'irresponsabilité du patron par cas fortuit ou force majeure. Il faudrait pourtant, à notre avis, pour que la justice fût respectée dans son intégrité, que l'on permit au patron de faire la preuve contraire, de montrer que la maladie dont se plaint l'ouvrier, c'est le résultat de son état de santé antérieur, le résultat de sa propre faute.

Cela, la loi ne l'a pas permis !

CHAPITRE IV

De la réglementation générale et spéciale de certaines industries insalubres

S'il est équitable de réparer les dommages causés par l'exercice d'une profession, il est beaucoup plus rationnel de les prévenir. Le patron doit assurer une certaine hygiène et une certaine sécurité à ses ouvriers. S'ils ne se soumet pas aux lois ou aux réglementations qui ont été prises en vue d'empêcher l'éclosion et le développement de certaines maladies ou en vue d'éviter les accidents, il sera responsable non seulement au point de vue pénal mais encore pécuniairement en vertu de sa faute.

Le principe c'est que le patron doit prendre des mesures pour éviter et enrayer l'apparition des maladies et des accidents dus aux conditions du travail.

Le court exposé que nous allons faire au point de vue de la réglementation générale et spéciale de certaines industries insalubre tire son intérêt, pour notre étude, de ce qu'elle nous permettra de mieux

connaître les conditions d'existence de la faute base de l'action en responsabilité de l'article 1382 du Code civil.

Le 12 juin 1893 était promulguée une loi qui fut modifiée le 11 juillet 1903. Elle imposait aux patrons certaines dispositions concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, tant pour éviter les maladies que pour éviter les accidents du travail. Etaient soumis à cette loi :

ARTICLE PREMIER. — Les fabriques, usines, chantiers, ateliers, laboratoires, cuisines, caves et chaix, magasins, boutiques, bureaux, entreprises de chargement et de déchargement et leurs dépendances de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance. Seuls sont exceptés les établissements où ne sont employés que les membres de la famille, sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

Néanmoins, si le travail s'y fait à l'aide de chaudières à vapeur ou de moteur mécanique ou si l'industrie exercée est classée au nombre des établissements dangereux ou insalubres, l'inspecteur aura le droit de prescrire les mesures de sécurité et de salubrité à prendre conformément aux dispositions de la présente loi.

ART. 2. — Les établissements visés à l'article 1^{er}

doivent être tenus dans un état constant de propreté et présenter les conditions d'hygiène et de salubrité nécessaires à la santé du personnel.

ART. 3. — Des règlements d'administration publique rendus après avis du comité consultatif des arts et manufactures détermineront :

1° Les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisance, l'évacuation des poussières, les précautions à prendre contre les incendies, le couchage du personnel, etc. ;

2° Au fur et à mesure des nécessités constatées les prescriptions particulières relatives soit à certaines professions, soit à certains modes de travail. Ces dispositions ont été modifiées et complétées par la loi du 31 décembre 1912. Elles sont aujourd'hui incorporées au Code du Travail, Livre II, titre 2, chapitre I^{er}, articles 65-66-67.

En vertu des articles 3 et 4 de la loi du 26 novembre 1912, le décret du 10 juillet de 1913 relatif à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, résultat des décrets du 29 novembre 1904, 6 août 1905, 22 mars 1906, 11 juillet 1907, 7 décembre 1907, 4 avril 1910 et 2 juin 1911, aujourd'hui abrogés, précise les obligations des employeurs.

Les locaux doivent être tenus très propres, le

cubage d'air ne doit pas être inférieur à 5 mètres, article 5. Les poussières, buées, gaz, vapeurs doivent être évacués directement au dehors au moyen de hottes avec cheminées d'appel ou tout autre appareil d'élimination efficace, article 6.

Les vapeurs, les gaz incommodes et insalubres doivent être détruits ou condensés.

Les ouvriers ne peuvent prendre leur repas à l'usine sauf les dérogations accordées par l'Inspecteur divisionnaire du travail. Des lavabos et des vestiaires doivent être mis à la disposition du personnel en même temps que l'eau de bonne qualité pour la boisson, article 8.

Ces mesures dont l'effet ne peut être contesté jouissent de certaines tolérances pour les usines anciennes dont les installations tout en n'étant pas malsaines, ne répondent pas aux exigences modernes.

En outre des prescriptions générales que nous venons de voir des prescriptions spéciales ont été édictées pour certaines matières dont l'action nocive sur l'organisme est particulièrement dangereuse.

L'usage du plomb et de ses composés malgré ses effets désastreux sur les organes vitaux n'ont été réglementés qu'à une date relativement récente.

Ce n'est que le 18 juillet 1902 que l'usage en fut reconnu dangereux. A partir de cette date l'emploi du blanc de céruse fut réglementée dans l'industrie de la peinture en bâtiment. Le blanc de céruse ne put

alors être employé qu'à l'état de pâte, le grattage à la main et le ponçage à sec furent interdits, les industries qui faisaient emploi de céruse durent fournir des surtouts à leurs ouvriers. Cette dernière obligation fut étendue à tous les travaux de peinture par le décret du 15 juillet 904.

Un peu plus tard la loi du 22 juillet 909 est venue dire qu'à l'expiration de la cinquième année qui suivra la promulgation de la présente loi, l'emploi de la céruse, de l'huile de lin plombique et de tout produit spécialisé renfermant la céruse sera interdit dans tous les travaux de peinture de quelque nature qu'ils soient, exécutés par les ouvriers peintres tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des bâtiments. Depuis le 1^{er} janvier 1915 cette loi est applicable. Elle est incorporée au Code du Travail, livre II, article 79. En exécution des dispositions de l'article 80 du même livre, les décrets du 1^{er} août 1913, portant règlement d'administration publique indiquent les mesures particulières d'hygiène applicables dans les industries où le personnel est exposé à l'intoxication saturnine.

La conséquence de cette loi et du décret du 1^{er} octobre 1913 c'est que les décrets dont nous venons de parler sont devenus inutiles. Mais quoique la céruse soit le produit qui provoque le plus d'intoxication saturnine, il y a encore aujourd'hui des entrepreneurs de peinture qui s'obstinent à ne pas vouloir la remplacer par le blanc de zinc sous prétexte qu'il

couvre moins. Il est regrettable que certains ouvriers, plaçant leur amour-propre dans la qualité des travaux qu'ils exécutent, consentent encore à se servir de cette peinture qui ruine leur santé.

Le décret du 23 avril 1908 impose toute une série de mesures dans les usines susceptibles de provoquer l'intoxication saturnine, le décret du 28 décembre 1909 organise dans ces usines un service médical. Mais une réglementation même sévère ne doit pas être tracassière. C'est ce que n'ont pas compris les auteurs du décret du 1^{er} octobre 1913 résumé des décrets du 23 avril 1908 et du 28 décembre 1909, qui prescrit trop de mesures pour éviter l'intoxication saturnine. Ces auteurs se sont rendus involontairement responsables de l'abandon de certaines mesures de prudence.

Les nouvelles industries qui travaillent le plomb et ses composés doivent être munies de puissants ventilateurs qui chassent les fumées provenant des chaudières de fusion quand on ne peut les travailler dans des appareils clos.

Les ouvriers s'ils consentent parfois à revêtir leurs masques respiratoires et à gantier leurs mains de caoutchouc ; comment veiller à l'interdiction qui leur est faite de n'apporter aucune boisson ni aucun aliment dans l'atelier, et comment s'assurer qu'ils se sont nettoyés les narines, la bouche et les mains avant de prendre leur repas (prescription de l'article 12).

En admettant que les précautions que nous venons de signaler fussent prises au début, petit à petit, les ouvriers se font à l'idée de vivre avec les dangers qui les menacent, ils abandonnent les mesures de prophylaxie qui leur sont recommandées parce qu'ils les jugent ennuyeuses.

Alors une question délicate se pose. Quelle est la responsabilité du patron dans le cas d'une maladie professionnelle que la victime a peut-être provoquée. Est-elle diminuée, peut-elle devenir nulle ? Quelles difficultés rencontrera l'ouvrier pour établir la responsabilité du dernier employeur et quels obstacles rencontrera le dernier employeur pour faire supporter s'il y a lieu par ceux qui ont précédemment occupé l'ouvrier malade, une partie de la responsabilité en proportion de leur faute ? Les mesures dont nous venons de nous occuper, prescrites par le décret du 1^{er} octobre 1913 s'appliquent aux industries fabriquant ou usant des composés du plomb, elles ne s'appliquent pas aux corps de métier qui emploient les substances toxiques.

La question qui se pose maintenant est la suivante. L'article 1^{er} du décret du 1^{er} octobre 1913 donne une énumération limitative des industries soumises à ses sanctions pénales ; mais les corps de métier qui n'y sont pas énumérés vont-ils devoir s'astreindre d'eux mêmes à faire prendre à leur personnel les mesures

préventives du décret sous peine de voir leur responsabilité pécuniaire reconnue ?

Cette question se posera jusqu'à l'application de la loi du 25 octobre 1919. Ensuite les tableaux annexés à la dite loi qui donnent une énumération des maladies professionnelles, assujetties à la responsabilité de la loi du 9 avril 1898 joueront d'eux-mêmes. Pour les autres maladies que celles considérées comme professionnelles par la loi du 25 octobre 1919 il ne peut être question de réparation de droit.

Sauf l'énumération de l'article 1^{er} du décret du 1^{er} octobre 1913, les industries ou corps de métier non visés par lui, ne sont pas responsables pénalement de l'inobservation de telle ou telle réglementation tracassière à laquelle ils ne sont soumis par aucun texte.

En ce qui concerne l'application du décret du 1^{er} octobre 1913 peut-on réaliser pratiquement qu'un médecin désigné par le chef d'établissement examine les ouvriers avant l'embauchage et se prononce sur l'existence d'une intoxication saturnine ou des maladies susceptibles d'être aggravées par elle (art. 15). Que le certificat lui permettant de travailler à tel poste lui soit renouvelé un mois après l'embauchage et ensuite une fois par trimestre. La tenue du registre spécial dont il est question dans l'article 17 du décret oblige l'entrepreneur à des prescriptions délicates et

minutieuses qui ne peuvent manquer d'être mises de côté. Ainsi on n'inscrira pas sur ce registre :

1° Les dates et durées d'absence pour cause de maladie quelconque ;

2° Les dates des certificats présentés pour justifier de ces absences, les indications d'ordre médical qu'ils contiennent et la mention du médecin qui les a délivrés ;

3° Les avis donnés par le médecin de l'établissement qui doivent être mis constamment à jour et tenus à la disposition de l'Inspecteur du travail par application des articles 15 à 16.

Parmi les composés du plomb il n'y a pas que la céruse qui soit capable de provoquer des intoxications, aussi deux réglementations vinrent compléter les dispositions précédentes. Le décret du 21 novembre 1902 interdit l'opération dite de pompage, qui consiste à aspirer avec la bouche à l'intérieur des pièces creuses pour s'assurer de leur étanchéité, dans l'industrie de la poterie d'étain.

Relativement aux maladies causées par le mercure nous allons dire quelques mots du décret du 1^{er} octobre 1913 abolissant le décret du 2 juin 1911 en exécution des articles 3 et 4 de la loi du 26 novembre 1912. Ce décret prescrit des mesures particulières d'hygiène concernant les travaux de chapellerie, et d'une manière plus générale tous ceux où la coupe rie des poils est pratiquée. Le décret de 1911 comme

celui de 1909 relatif aux maladies du plomb impose la visite médicale, la tenue de registre, l'organisation de lavabos et de vestiaires, la fourniture de blouses et de couvre têtes. L'industrie des composés du plomb et des composés du mercure n'étant pas semblables il s'ensuit certaines dispositions particulières à l'intoxication mercurielle : Ainsi la préparation du nitrate acide de mercure doit être assurée de telle façon que l'ouvrier chargé de ce travail ne respire pas de vapeur nitreuses (article 4).

L'étuve de sécrétage doit être disposée de façon qu'elle ne laisse dégager dans l'atelier ni gaz, ni vapeur, ni poussière même quand la porte de l'étuve est ouverte. L'étuve doit être pourvue d'un dispositif tel que l'ouvrier ne soit plus obligé d'y pénétrer pour introduire ou retirer les peaux sécrétées (article 5).

Le brossage des peaux sécrétées, le coupage et la soufflerie des poils doivent être effectués en appareil clos ou à l'aide d'un dispositif s'opposant efficacement à la dissémination des poussières (art. 6).

Aucun ouvrier ne doit être admis au travail du sécrétage s'il n'a les bras et les mains efficacement protégés au moyen d'un tissu ou enduit approprié (art. 8).

Cette réglementation minutieuse que nous venons d'examiner n'a pas la prétention, malgré toutes les précautions qu'on a pu prendre d'enrayer à leur source tous les accidents. En outre, les précautions

prescrites, et suivies, peuvent bien ne plus être en harmonie avec les progrès de la science et le patron qui ne se sera pas tenu au courant de la technique industrielle et qui aura une installation devenue défectueuse par comparaison à certaines autres, quoiqu'en règle avec les décrets, sera très vraisemblablement considéré en faute par la jurisprudence.

Le seront également, ceux qui se seront crus à l'abri par le fait de notre législation en retard sur celle des pays voisins. En faute encore, celui qui n'aura pas pris certaines précautions évidentes qui s'imposait en dehors de toute réglementation et aurait pu ainsi empêcher l'éclosion de la maladie.

Tel est le résultat de la jurisprudence qui a cherché à étendre l'idée de faute jusque dans des conséquences très lointaines. Cette faute sera difficilement partagée malgré la prévention insuffisante de l'ouvrier, parce que la première cause, celle dont résulte le mal, c'est le produit toxique, et les conséquences de sa manipulation doivent retomber sur le patron.

Pour terminer ce chapitre disons quelques mots des réglementations spéciales qui imposent certaines mesures de précaution pour l'usage de produits toxiques susceptibles de provoquer des maladies professionnelles mais que le législateur n'a pas encore voulu assimiler à la loi du 9 avril 1898.

Arsenic. — Décret du 1^{er} octobre 1913 qui impose aux patrons de tenir humides et propres les locaux

et les cuves où se fait la précipitation et le filtrage de Schweinfurt. Les appareils d'ébullition et les étuves de séchage doivent être clos sans hottes ou tuyaux d'aération (art. 3 et 4). Des masques, gants vêtements, etc., doivent protéger les parties du corps particulièrement aptes à l'absorption des poussières (article 6). Le décret du 29 juin 1895, réglementant le travail dans les fabriques de vert de Schweinfurt à base d'arsenic est abrogé par le décret du 1^{er} octobre 1913.

Ciment. — Le décret du 1^{er} octobre 1913 visant les ciments à prise rapide dit que des dispositifs divers tel que brassières-enduits aptes à s'opposer à l'action du ciment, lunettes pour les travaux exécutés sous plafond, moyens pour assurer la propreté corporelle doivent être mis à la disposition des ouvriers sur le chantier.

Le décret du 22 août 1910 relatif à l'intoxication charbonneuse ; et le décret du 8 octobre 1911 relatif au soufflage à bouche dans les verreries abrogés par les décrets du 1^{er} octobre 1913, relatifs aux mêmes matières doivent être laissés de côté parce qu'ils sont rangés parmi les accidents de travail. Signalons enfin que les mines ont un régime particulier.

CHAPITRE V

Les législations étrangères

Afin de mieux comprendre la législation française et pour faire mieux apparaître les origines de la loi du 25 octobre 1919, nous allons étudier d'une manière brève les législations étrangères qui nous ont devancé dans la réparation des maladies professionnelles.

Nous commencerons par la Suisse parce que c'est dans ce pays que nous rencontrerons le plus d'analogie avec ce qui avait été proposé et ce qui existe maintenant en France. Ce pays qui s'est occupé depuis longtemps des maladies professionnelles a été sur le point de les assimiler complètement aux accidents du travail par le projet de loi du 9 octobre 1899.

La loi fédérale du 23 mars 1877 rendait le propriétaire de la fabrique responsable des maladies professionnelles occasionnées par son établissement sans qu'il y ait faute spéciale de ses mandataires à moins qu'il ne trouvât que l'accident provenait d'un cas

de force majeure ou qu'il eût été amené par la faute de la victime. Le système c'est la faute présumée du patron.

L'article 5 lettre D, de la loi de 1877 disposait que « le conseil fédéral désignerait celles des industries dont l'exercice suffit à engendrer certaines maladies graves auxquelles s'étendrait la responsabilité prévue par les accidents ». D'autre part la loi du 25 juin 1881 précise dans son article 3 que dans les industries que le conseil fédéral, en exécution de l'article 5 lettre D, de la loi sur le travail dans les fabriques, désignera comme engendrant les maladies graves, le fabricant est en outre responsable du dommage causé à un employé ou à un ouvrier par une de ces maladies lorsqu'il est constaté qu'elle a exclusivement pour cause l'exploitation de la fabrique.

Pour que l'ouvrier ait droit à indemnité il faut :

1° Que l'ouvrier soit employé dans une usine déterminée par décret ;

2° Qu'il soit atteint d'une affection spéciale ;

3° Qu'il établisse en outre que la maladie dont il est atteint a pour cause exclusive le travail.

Par deux arrêtés le Conseil fédéral usant du pouvoir réglementaire que lui donnait la loi déterminait non les industries responsables des maladies professionnelles comme il y était invité, mais une énumération de substances toxiques dont l'emploi entraîne la responsabilité de la loi. Le premier, en date du

19 décembre 1887 énumère article 1^{er}, 11 substances toxiques, le second du 18 janvier 1901 en énumère 34 « désignées comme suffisantes à engendrer certaines maladies graves ».

La loi suisse impose au patron :

- 1° Le traitement gratuit de la maladie de l'ouvrier ;
- 2° Le paiement de la journée de travail pendant toute la maladie.

Malheureusement la disposition qui oblige les ouvriers à établir que leurs maladies ont pour cause exclusive le travail met le plus souvent obstacle à leurs réclamations. Ils préfèrent s'arranger avec le patron plutôt que de plaider. Ce n'est là qu'un palliatif d'une loi trop timide.

La législation suisse n'est plus qu'un pis aller puisque le patron pour être responsable doit avoir un concours de circonstances assez difficiles à réunir. Il faut en effet que les industries produisent ou emploient les substances réglementairement déterminées que les affections en résultant soient des maladies graves et que la maladie soit provoquée par les matières toxiques d'une façon certaine et absolue.

Cela ressort nettement de l'arrêté du Conseil fédéral du 19 décembre 1887, article 2 : « Les intoxications désignées à l'article précédent (liste des 11 substances toxiques), sont soumises à la responsabilité civile pour les maladies déterminées ou dangereuses qui sont reconnues comme engendrées exclusive-

ment et certainement par l'emploi ou la production des substances qui y sont dénommées dans le sens de l'article 3 de la loi fédérale du 25 juin 1881 sur la responsabilité civile des fabricants et de l'article 1^{er} de celle du 26 avril 1887 concernant l'extension de la responsabilité civile. »

Mais la loi fédérale sur l'assurance en cas d'accidents et de maladies du 13 juin 1911 a modifié le principe pour arriver au forfait. A l'article 68, on a introduit l'adverbe « essentiellement », ce qui a obligé à laisser de côté les circonstances d'ordre secondaire, telle que le mauvais état de santé, qui pouvaient diminuer ou supprimer la responsabilité et l'on est arrivé au texte suivant.

Le Conseil fédéral dresse un état des substances dont la production ou l'emploi engendre certaines maladies graves.

Est assimilé à un accident de travail... au sens de la présente loi, toute maladie *exclusivement* — ceci reproduit la loi de 1887 ou *essentiellement* — c'est l'addition de 1911 due à l'action d'une de ces substances dans une entreprise soumise à l'assurance.

La loi suisse actuelle arrive donc à l'idée de forfait. Elle ne pose aucune présomption d'origine puisqu'elle exige au contraire que l'origine de la maladie soit certaine.

Remarquons que la loi suisse a laissé de côté la recherche du lieu et l'époque de l'intoxication. C'est

sur le dernier patron que pèsera seul la responsabilité. Au fond le véritable résultat c'est les mesures préventives que les patrons ont pris d'eux-mêmes pour éviter les maladies professionnelles de se propager.

LÉGISLATION ANGLAISE

Dans la législation anglaise, à la différence de la législation suisse, la présomption de la faute est en faveur de l'ouvrier et le fardeau de la preuve est à la charge du patron. Si ce dernier prouve que la maladie n'a pas pour cause le travail de l'atelier il ne sera pas tenu à une indemnité.

Jusqu'au 22 décembre 1906 il n'existait pas en Angleterre de loi sur les maladies professionnelles. Les industries employant l'arsenic, le plomb, le phosphore étaient seulement obligées de prendre certaines précautions.

Pour la détermination du caractère professionnel de la maladie un tableau annexé à la loi contient d'une part, la nomenclature des maladies reconnues professionnelles, et d'autre part les professions qui sont visées. Si la nature de la profession de l'ouvrier ne comporte pas par elle-même la maladie dont il se plaint, ce sera à lui à faire la preuve de l'origine de sa maladie. Si l'ouvrier a volontairement désobéi aux règlements établis et que cette désobéissance ait

réellement amené la maladie, il ne lui est dû aucune indemnité.

Le reproche que l'on peut faire à cette loi, c'est que ses tableaux ne sont pas assez précis ; les maladies et les industries assujetties sont désignées par des termes très vagues. Exemple :

Intoxications causées par le plomb et ses dérivés.....	{	Fabrique comportant l'emploi du plomb, ses préparations et ses mélanges.
Empoisonnement par le mercure et ses dérivés.....	{	Fabrication comportant l'emploi du mercure, ses préparations et ses amalgames.
Empoisonnement par l'arsenic et ses dérivés.....	{	Fabrication comportant l'emploi de l'arsenic, ses préparations ou ses dérivés.

Par contre en procédant ainsi on peut agrandir le cadre des intoxications sans avoir recours à des remaniements continuels.

Le secrétaire d'Etat peut étendre par un simple décret la liste des maladies qui seront dorénavant considérées comme professionnelles, si un rapport présenté par la commission officiellement chargée de faire les enquêtes conclut à l'extension de la loi à telle ou telle affection.

Le système appliqué par la loi anglaise est caractérisé par ce fait que l'ouvrier n'a pas besoin d'établir que le trouble ressenti par lui est la conséquence de sa profession ; il a droit à une indemnité si le

médecin certificateur atteste que l'ouvrier est atteint d'une des maladies énumérées dans la troisième cédula annexée à la loi et que cette maladie le rend incapable de gagner ensuite un salaire normal (art. 8). Pour que l'ouvrier puisse se prévaloir de la loi de 1906 il faut que la maladie pour laquelle il réclame une indemnité soit reconnue par le médecin certificateur comme une conséquence de la manipulation des matières toxiques énumérées dans la loi ; il faut en outre qu'elle ait duré plus de douze mois. Si l'ouvrier a travaillé moins d'un an dans des usines où il est fait usage des toxiques légaux, il n'a droit à aucune indemnité (art. 8, al. 3). — Or d'après l'avis des médecins, certaines maladies telles que les intoxications saturnines, demandent bien un an d'exercice de la profession avant de provoquer des troubles. Mais il faut bien admettre que dans la plupart des autres cas, l'apparition en est beaucoup plus courte.

Si un patron ne veut être tenu entièrement responsable d'une intoxication professionnelle, il lui appartient de prouver qu'elle n'a pas pris naissance chez lui mais pendant que l'ouvrier était employé dans une autre entreprise. En ce cas l'ancien patron participe à l'indemnité allouée à l'ouvrier. S'il y a contestation le concours pécuniaire des deux employeurs est fixé par l'arbitrage. Ce qui vient d'être dit pour deux employeurs est applicable à tous ceux qui ont employé l'ouvrier pendant les douze mois qui ont

précédé la reconnaissance de la maladie par le médecin certificateur.

Mais il faut que l'interruption de travail ait duré plus de huit jours, pour que l'ouvrier ait droit à une indemnité. Le montant est calculé d'après le salaire de l'ouvrier chez le dernier patron qui l'occupait avant sa maladie.

A l'embauchage l'ouvrier est astreint à certaines petites formalités : il doit déclarer par écrit s'il n'a pas déjà été atteint d'une maladie susceptible d'être engendrée par la profession qu'il exerce. En cas d'inexacte déclaration il perd son indemnité. Ce rigorisme est fâcheux parce qu'il peut priver d'un emploi, quelqu'un qui a déjà été victime d'une intoxication professionnelle.

Un patron hésitera à embaucher un ouvrier ayant déjà subi une première atteinte de maladie, parce que l'organisme présente d'autant moins de résistance qu'il a été atteint antérieurement.

En ce qui concerne la procédure, la législation anglaise présente des traits tout à fait caractéristiques, l'article premier et suivants de la deuxième cédula annexée à la loi anglaise du 21 décembre 1906 précise que la connaissance des litiges est soustraite aux juridictions ordinaires. Le différend est soumis sauf opposition des parties à une commission représentant l'employeur et ses ouvriers. S'il y a opposition des parties, le litige est jugé par un ar-

bitre agréé par les parties ou à défaut d'accord par le juge de la Cour du Comté.

Signalons pour terminer que la loi anglaise établit dans certains cas l'assurance obligatoire : Si au cours d'une enquête... il résulte qu'une société mutuelle ou une compagnie d'assurances répond des risques de cette industrie et si la majorité des employeurs de cette industrie est assurée contre ces risques le secrétaire d'Etat pourra ordonner à tous les employeurs de la dite industrie de s'assurer à la dite société ou compagnie, si elle y consent.

LÉGISLATION ALLEMANDE

En Allemagne le principe appliqué est celui de l'assurance obligatoire, ayant à sa base la solidarité.

L'assurance contre la maladie coexiste avec l'assurance contre les accidents et l'assurance contre l'invalidité de la vieillesse. La première organisée par la loi du 15 juin 1883, dont le champ fut étendu par la loi du 10 avril 1892, et la seconde par la loi du 13 juillet 1889.

L'obligation de l'assurance n'existe que pour les ouvriers et employés gagnant moins de 2.000 marks par an. Les domestiques, les ouvriers agricoles, ceux qui travaillent pour leur propre compte et ceux qui

gagnent plus de 2.000 marks par an ne sont pas assujettis à la loi mais ils peuvent y adhérer volontairement.

Le principe de la solidarité réside en ce fait que l'assurance est contractée par les intéressés eux-mêmes groupés en caisses professionnelles. En cas de maladie, l'assuré reçoit pendant au moins 26 semaines un secours efficace qui varie entre la moitié et les trois quarts du salaire. Quand la maladie dure plus de 26 semaines, ce n'est plus l'assurance contre la maladie qui fonctionne, mais l'assurance contre l'invalidité. La rente versée est alors beaucoup plus faible, elle varie entre 146 marks et 600 marks. En cas de décès l'assurance ne donne rien. La rente n'est du reste versée qu'autant que l'ouvrier a fait 100 versements hebdomadaires et que sa capacité de travail est réduite de $\frac{2}{3}$ au moins.

L'assurance contre la maladie est essentiellement locale la plupart des cas étant peu importants, il faut que les secours arrivent très vite.

A côté des caisses volontaires il y a des caisses locales pour les différentes branches d'industries de l'endroit, des caisses de fabriques pour les grandes industries, des caisses de construction pour les entrepreneurs et des caisses minières. Quand le besoin s'en fait sentir les communes doivent organiser des assurances communales qui englobent toutes les personnes soumises à l'assurance qui n'appartiennent

ni à une caisse obligatoire ni à une caisse libre.

Dans les caisses communales, les cotisations fournies par les ouvriers ne peuvent excéder 1 ou 2 o/o du salaire journalier moyen d'un manœuvre ordinaire ; dans les caisses libres 3 ou 4 o/o du salaire moyen d'un ouvrier de la profession. En outre les patrons doivent payer une cotisation égale à la moitié de celle versée par les ouvriers, au moment du versement des cotisations de leurs ouvriers. Les frais de gestion sont payés par la caisse sauf dans l'assurance communale où les frais sont supportés par les communes.

Ce que nous venons de voir fonctionne pour tous les genres de maladie que les ouvriers sont susceptibles d'attraper ; mais quand une profession cause des risques particuliers les patrons peuvent être tenus de créer une caisse de fabrique.

Le grave reproche que l'on peut faire à la législation allemande c'est qu'elle n'a pas fait de distinction entre les maladies professionnelles et les maladies ordinaires. Les patrons ne sont pas tenus à verser une prime plus forte, quand en outre des maladies courantes leurs ouvriers peuvent être atteints d'affections particulières à l'exercice de la profession.

En juillet 1911 quand l'Allemagne sous le nom de code impérial des assurances codifia toutes ses lois d'assurance ouvrière, on introduisit une disposition

permettant au Conseil Fédéral d'étendre l'assurance des accidents à des maladies professionnelles déterminées.

Le résultat de la non distinction c'est que ces industriels ne prennent pas toujours les mesures préventives qui s'imposent parce qu'à quelques exceptions près, leur responsabilité est la même quel que soit le genre de maladie de leurs ouvriers. A condition toutefois, que le chef d'entreprise ne pousse pas trop loin la négligence parce qu'alors sa responsabilité serait mise en jeu par l'application de l'article 618 du Code civil allemand qui impose l'installation et l'entretien des locaux, dispositifs ou appareils nécessaires à l'exploitation, de façon que la vie et la santé de l'employé soient protégées dans la mesure compatible avec la nature du travail.

Il aurait été plus efficace de copier ce qui existait pour les assurances accidents ou les associations professionnelles formées par région ou pour tout le pays, groupant les mêmes professions ou des professions similaires qui sont divisées en groupe suivant les dangers plus ou moins probables d'accidents. En effet à chaque industrie correspond un coefficient de risque d'accident, et les cotisations à verser s'établissent en multipliant le coefficient du risque par les salaires payés annuellement dans l'établissement.

Cette méthode appliquée aux industries insalubres aurait amené les patrons à diminuer les risques

inhérents à leurs usines, puisqu'en les munissant des installations les plus en accord avec les principes de l'hygiène moderne, leur coefficient de risque aurait diminué sensiblement. Au lieu de cela c'est le système uniforme que nous avons vu.

EN BELGIQUE

La législation belge ne s'est pas occupée de la réparation des dommages causés par la maladie professionnelle. Malgré les amendements qui ont été proposés au cours de la discussion de la loi du 24 décembre 1903 sur les accidents du travail, la protection des travailleurs est seulement assurée par des arrêtés royaux qui obligent les fabriques à certaines précautions pour prévenir les maladies, et qui placent plusieurs industries sous la surveillance des Inspecteurs du travail.

EN ITALIE

Il n'y a pas de loi concernant les maladies professionnelles, la loi du 17 mars 1898 qui régit les accidents du travail a vu ses textes étendus à l'infection charbonneuse par un décret de la cour de Naples en date du 10 avril 1901.

Il est possible que la jurisprudence assimile dans

l'avenir aux accidents du travail certaines maladies professionnelles qui par la rapidité de leur apparition peuvent être regardées comme des accidents ; jusqu'ici ce n'est resté qu'à l'état de tendance.

Un grand ministre italien, le professeur Guido Bocelli, fit nommer en décembre 1901 une commission qui fut chargée d'éluder les rapports entre les maladies professionnelles et les accidents du travail. Cette commission proposa de considérer comme accidents du travail, les intoxications par le plomb, le mercure, l'arsenic, le sulfure de carbone, la benzine, la nitro-benzine, les gaz toxiques et irrespirables, le charbon et la morve. Cette proposition ne fut pas votée. Elle faisait remarquer que les maladies infectieuses devaient plus encore que les accidents être des risques professionnels :

1° Parce que ces affections sont très souvent inévitables, indépendamment de la prudence et de l'attention vigilante de l'ouvrier ;

2° Parce que leur gravité peut être atténuée par les soins de l'industriel qui modifiera la méthode de travail ou prendra d'autres mesures de précaution appropriées.

EN AUTRICHE

Rien de spécial en Autriche, la loi de 1894 prescrit seulement certaines précautions à prendre contre les substances toxiques.

EN SUÈDE

Une loi de 1895 institue l'assurance obligatoire pour les ouvriers et les domestiques. Une pension est accordée aux ouvriers atteints d'une incapacité permanente de travail par suite de maladie physique ou de troubles cérébraux.

CHAPITRE VI

Les différentes propositions. — Breton

Au cours de la discussion de la loi du 9 avril 1898, plusieurs tentatives furent faites pour assimiler aux accidents du travail la responsabilité des maladies professionnelles. Le 3 juin 1901, M. Vaillant déposait un amendement à la tribune de la Chambre qui ne devait pas être couronné de succès. L'amendement était ainsi conçu :

« Les maladies professionnelles sont comprises dans les accidents du travail et visées comme telles par la présente loi. »

La tuberculose de l'ouvrier et de l'employé est tenue pour maladie professionnelle.

Mais les efforts les plus énergiques furent tentés par M. Breton, député du Cher, dans différentes propositions qu'il défendit à la tribune, et dont un certain nombre de dispositions furent reprises par la loi du 25 octobre 1919.

Nous allons examiner successivement ces différentes propositions, pour bien voir les progrès réa-

lisés par le texte qui sera prochainement en vigueur.

C'est le 5 décembre 1901, que M. Breton déposa son premier projet qui étendait aux maladies professionnelles proprement dites l'application de la loi du 9 avril 1898. Il était composé seulement de 3 articles :

ARTICLE PREMIER. — Les maladies d'origine professionnelle seront assimilées aux accidents du travail visés par la loi du 9 avril 1898.

ART. 2. — Seront considérées comme maladies professionnelles, les empoisonnements aigus ou chroniques résultant de la fabrication ou de l'emploi des substances toxiques suivantes :

- 1° Le plomb et ses composés ;
- 2° Le mercure et ses composés ;
- 3° L'arsenic et ses composés ;
- 4° Le cyanogène et ses composés ;
- 5° Le phosphore ;
- 6° Le sulfure de carbone ;
- 7° La nicotine ;
- 8° Les hydrocarbures, benzine, nitrobenzine, aniline, pétrole, goudron, essence de térébenthine, essences odorantes, acide picrique, esprit de bois ;
- 9° Les gaz irrespirables et vénéneux, acide sulfureux, acide hypoazoteux, vapeurs d'acide fluorhydrique, acide carbonique, hydrogène sulfuré, oxyde de carbone ;
- 10° Virus de la variole, du charbon, de la morve ;
- 11° Poussières diverses.

ART. 3. — Des décrets rendus après avis du comité consultatif, les arts et manufactures et du comité d'hygiène publique, pourront au fur et à mesure des faits constatés étendre la limite de ces substances toxiques dont l'usage provoque des maladies professionnelles.

Il est facile de voir que ce n'est pas une assimilation pure et simple à la loi du 9 avril 1898, mais seulement une adaptation qui puise sa source dans la loi fédérale suisse du 19 décembre 1887, sans exiger toutefois une preuve aussi absolue de l'origine de la maladie.

Le reproche que l'on peut faire à cette proposition Breton et qui s'applique par conséquent à la législation suisse, c'est que l'énumération des substances toxiques risque d'être trop courte et il y aura des maladies qui pourront ne pas être indemnisées, quoique l'article 3 donne la possibilité d'augmenter la liste des maladies dites professionnelles. En outre elle ne tient pas compte du partage des responsabilités. Or la détermination du patron responsable est très délicate quand la victime a travaillé dans plusieurs établissements, avant celui où la manifestation est apparue. Est-ce l'employeur chez lequel la maladie de l'ouvrier s'est déclarée qui est responsable, ou est-ce le dernier occupant ? Ou bien n'est-il pas plus équitable d'adopter un système éclectique et de répartir la responsabilité des employeurs suc-

cessifs pendant un certain délai à partir de la reconnaissance de la maladie professionnelle? cette dernière hypothèse adoptée peut entraîner la création d'un registre d'usine où l'état de santé de l'ouvrier et ses différents arrêts dans le travail pour cause de maladie seront mentionnés.

Mais cette première proposition Breton, si l'on en croit l'auteur lui-même, était plutôt destinée à amorcer qu'à résoudre cette grave question. En tous cas elle bénéficia d'un vote d'urgence et la Commission d'hygiène industrielle fut chargée de résoudre « la difficulté de la détermination scientifique des maladies professionnelles, et la liste des professions correspondantes, avec pour chacune d'elles, le coefficient de risque spécial d'invalidité ou de morbidité résultant des dites maladies ».

La Commission d'hygiène industrielle après de laborieuses recherches rédigea ses résultats dans un rapport, résumé de 10 mémoires de techniciens qui fut présenté par M. Leclerc de Pulligny, inspecteur de l'Office du travail. Mais ce n'est que le 16 février 1905 que le gouvernement présentait à la Chambre le premier projet tendant à la réparation des maladies professionnelles. Non adopté, il fut représenté le 14 juin de l'année suivante par MM. Doumergue et Poincaré qui lui avaient fait subir quelques modifications.

La question délicate qu'il faut avant tout résoudre

c'est la relation de cause à effet qui doit exister entre les troubles constatés chez l'ouvrier et la maladie professionnelle. Le patron ne pouvant être tenu responsable que des maladies ayant leur cause certaine dans l'exercice du travail. Or, nous avons vu au début de cette étude, que dans l'état actuel de la science, peu de maladies professionnelles se constatent seulement chez les ouvriers exerçant une profession déterminée.

La seconde proposition Breton, déposée le 3 juillet 1903, tenta de remédier à cet inconvénient en déterminant les maladies professionnelles par une présomption légale.

En voici le texte :

ARTICLE PREMIER. — Les maladies d'origine professionnelle sont assimilées aux accidents du travail visés par la loi du 9 avril 1898, modifiée par la loi du 12 mars 1902.

Pour éviter tout litige (1), toute contestation, pour rendre pour ainsi dire automatique le fonctionnement de la loi, la loi du 9 avril 1898 adopte le principe d'une indemnité transactionnelle et forfaitaire réduite pour tous les accidents quelles qu'en soient les circonstances. S'il y a faute du patron, l'ouvrier reçoit une indemnité inférieure à celle qui en bonne justice lui serait due : mais en revanche

1. Rapport Breton annexé à la séance du 9 juin 1910, p. 196.

s'il est victime de son imprudence, il récupère la perte qu'il a subi dans le premier cas, en touchant néanmoins la même indemnité.

Il en sera de même avec l'application de la loi aux maladies professionnelles. Dans certains cas l'ouvrier recevra une indemnité inférieure à celle qui lui est légitimement due. Mais par mesure de compensation il obtiendra dans d'autres cas une indemnité supérieure.

C'est parce qu'il est matériellement impossible de préciser dans chaque cas particulier la part de responsabilité pouvant revenir à chaque industriel, qu'il est nécessaire d'avoir recours à une évaluation qui doit éviter toute contestation.

ART. 2. — Sont considérées comme maladies professionnelles les affections aiguës ou chroniques mentionnées au tableau annexé à la présente loi, lorsqu'elles atteignent des ouvriers travaillant dans les industries correspondantes indiquées au dit tableau.

Un coup d'œil jeté sur le tableau montre que la différence entre la première proposition et la seconde, ne porte pas tant sur l'extension des maladies professionnelles, que sur le mode de preuve. Primitivement l'ouvrier devait établir que sa maladie était causée par l'exercice de sa profession ; dans la deuxième proposition Breton, une présomption s'en charge, il suffit de se reporter au tableau pour savoir si l'on se trouve dans un cas visé par la loi.

Ce tableau très complet comprend le saturnisme, l'hydrargyrisme, l'arsenicisme le sulfocarconisme, l'hydrocarbonisme professionnel, la septicémie professionnelle, les pneumokonioses professionnelles, les maladies causées par le travail dans l'air comprimé, l'ankilostomiasie et vingt et une maladies contagieuses, susceptibles d'être contractées dans l'exercice des six professions déterminées. Les délais de responsabilité varient de un an à deux jours.

Pour les intoxications causées par le plomb et ses composés, le tableau prévoit trente-cinq industries pouvant occasionner le saturnisme sous 9 formes différentes. Pour l'hydrargyrisme, le tableau prévoit 12 industries et 4 maladies.

« L'accident du travail (1) ne pouvant résulter que d'une cause brutale et soudaine, l'ouvrier s'en met totalement à l'abri en quittant l'usine et par suite le patron se trouve naturellement dégagé de toute responsabilité à son égard par le seul fait de son départ.

« Il n'en est pas de même pour les maladies professionnelles qui se développent lentement, et qui peuvent parfaitement se déclarer plusieurs jours, plusieurs semaines, parfois même plusieurs mois, après que l'ouvrier a quitté l'usine où il s'est lentement intoxiqué. »

1. Rapport de M. Breton, p. 206, annexé à la séance de la Chambre des députés du 9 juin 1910.

Pour remédier à cette difficulté M. Breton propose dans son article 3 les règles suivantes :

ART. 3. — Lorsqu'un ouvrier quitte une des usines assujetties à la présente loi son ancien patron demeure responsable des maladies professionnelles correspondant à son industrie, qui peuvent atteindre cet ouvrier durant un délai spécialement fixé au tableau annexé pour chacune de ces affections.

Toutefois cette responsabilité va en décroissant proportionnellement au temps écoulé entre le départ de l'ouvrier et le moment où se réalise l'incapacité du travail résultant de la maladie.

Si à ce moment l'ouvrier travaille dans une autre usine également classée dans les industries correspondantes à la dite maladie, son nouveau patron n'est responsable que pour le surplus de l'indemnité fixé par les articles 2 et 4 de la loi du 9 avril 1898.

Néanmoins, s'il est établi que l'un des patrons a négligé de prendre toutes les précautions indiquées par les règlements concernant l'hygiène des ateliers, ou s'il a commis une faute quelconque ayant pu avoir une répercussion sur la santé de la victime, le tribunal pourra augmenter sa part de responsabilité.

ART. 4. — Tout industriel qui pourra établir qu'il emploie depuis un temps au moins égal au délai de responsabilité indiqué pour sa profession des procédés de travail ne comportant plus la manipulation

des produits vénéneux visés par la loi, ne sera plus soumis aux obligations de cette loi.

Toute déclaration de ce genre reconnue inexacte entraîne pour l'industriel coupable une condamnation de 500 à 1.000 francs d'amende et de trois jours à un an de prison.

ART. 5. — Des règlements d'administration publique rendus après avis du Comité consultatif des arts et manufactures et de la Commission d'hygiène industrielle instituée auprès du ministre du Commerce pourront au fur et à mesure des nécessités constatées ajouter ou retrancher des maladies ou des professions au tableau annexé et modifier les délais de responsabilité indiqués pour chacune d'elles.

ART. 6. — Sont également considérés comme maladies professionnelles et assimilés aux accidents du travail tout empoisonnement, maladie ou dermatose non mentionnés au tableau annexé lorsque l'origine professionnelle de l'affection pourra être établie.

ART. 7. — Toutes les dispositions prévues dans la loi du 9 avril 1898 modifiée par la loi du 22 mars 1902 sont applicables aux maladies professionnelles, sauf le mode de déclaration indiqué à l'article 11 et qui est modifié en ce qui concerne les maladies de la manière suivante :

Toute maladie professionnelle dont la victime

demande réparation, en vertu de la présente loi, doit être par ses soins déclarée dans les dix jours qui suivront l'interruption du travail au maire de la commune qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé. Un certificat de médecin indiquant la nature de la maladie et ses suites probables doit compléter cette déclaration.

Avis de cette déclaration est donné immédiatement par le maire au chef d'entreprise qui occupait l'ouvrier malade et à l'inspecteur départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des usines chargé de la surveillance de l'entreprise.

ART. 8. — Les opérations de la caisse nationale d'assurance en cas d'accidents créée par la loi du 11 février 1868, sont étendues aux risques prévus par la présente loi pour les maladies professionnelles, ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente absolue ou partielle.

Les tarifs correspondants seront dans les cinq mois qui suivront la promulgation de cette loi, établis par la Caisse nationale d'assurance en cas d'accidents et approuvés par décret rendu sur le rapport du Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et Télégraphes, et le rapport du Ministre des Finances.

ART. 9. — La déclaration à l'autorité publique de tout cas de l'une des maladies visées par la présente loi et semblant présenter une origine profession-

nelle est obligatoire pour tout docteur en médecine et officier de santé qui en constate l'existence.

Cette déclaration qui indiquera la nature de la maladie et la profession du malade est faite à l'aide de cartes-lettres détachées d'un carnet de souche circulant en franchise et gratuitement, mises à la disposition des médecins.

ART. 10. — La présente loi ne sera applicable que six mois après sa promulgation sauf en ce qui concerne les dispositions de l'article 9 qui seront immédiatement en vigueur.

Cette seconde proposition marque un grand progrès sur la précédente en ce sens que la détermination des maladies professionnelles n'est plus laissée à l'appréciation des médecins traitant, la solution est donnée par la loi elle-même : la loi indique en face de chaque genre d'industrie les maladies dont sont susceptibles d'être atteints les ouvriers qui y sont occupés ; il suffit que l'ouvrier soit atteint d'une quelconque de ces maladies pour que l'indemnité ou la pension à ses héritiers soit due en cas d'incapacité partielle de l'ouvrier, ou à son décès. En outre les contestations devant les tribunaux sont presque impossibles puisqu'il n'y a qu'à appliquer la loi automatiquement. Par contre ce système est peut-être trop large en ce qui concerne les maladies contagieuses. Ainsi d'après le tableau de ces maladies, il suffit de s'occuper du blanchissage du linge

ou du cardage des matelas pour être indemnisé si on se trouve atteint d'une des vingt et une maladies professionnelles mentionnées au dixième tableau.

Le 13 juillet 1906 M. Breton déposait sur le bureau de la Chambre une troisième proposition de loi qui n'était que la reproduction de la deuxième, avec deux nouveaux articles intéressant les patrons à prendre toutes les précautions possibles contre les maladies et en particulier contre la tuberculose. Cette addition pure et simple n'entraînait aucune suppression ; les six derniers articles de la proposition de 1903 reculant seulement de deux rangs. L'ancien article 4 devient l'article 6, l'ancien article 10 devient l'article 12. Ces changements opérés donnent la proposition de 1906 *in extenso*.

Voici le texte des deux nouveaux articles :

ART. 4. — Dans chaque département une Commission composée d'un délégué du ministre du Commerce de l'Industrie et du Travail, d'un délégué du préfet d'un délégué des Chambres syndicales patronales intéressées, d'un délégué des syndicats ouvriers intéressés et de l'inspecteur du travail, répartira chaque année les usines assujetties en six classes, en prenant pour base de cette classification l'hygiène générale des ateliers de ces usines et les moyens de prévention des malades qui y sont employés.

La première classe comprendra les usines comportant dans leur aménagement toutes les conditions

d'hygiène et prenant toutes les mesures préventives indiquées par l'état actuel de la science.

La sixième classe contiendra les usines négligeant totalement ces mesures de salubrité. Les classes intermédiaires se partageront les usines se rapprochant plus ou moins de ces deux extrêmes.

Un règlement d'administration publique précisera les détails de fonctionnement de ces Commissions départementales et le mode de nomination des délégués des syndicats patronaux et ouvriers.

ART. 5. — En ce qui concerne exclusivement la tuberculose, l'indemnité due par le patron à l'ouvrier et fixée par les articles 3 et 4 de la loi du 9 avril 1898, ne sera totale que pour les patrons des usines de la sixième classe ; elle sera réduite :

De 10 o/o pour les patrons des usines de la 5 ^e classe			
De 20 o/o	—	—	4 ^e —
De 30 o/o	—	—	3 ^e —
De 40 o/o	—	—	2 ^e —
De 50 o/o	—	—	1 ^{re} —

Les industriels sont donc intéressés à l'assainissement de leurs usines et les ouvriers de leur côté à faire usage des moyens préventifs mis à leur disposition, puisqu'en cas de maladie professionnelle constatée dans les usines les mieux pourvues des moyens prophylactiques, l'indemnité est diminuée.

Cette idée appropriée par M. Breton avait été émise par M. Larchevêque, industriel à Bourges

dont l'industrie était soumise à la loi. M. Larchevesque demandait :

1° De déterminer mathématiquement les parts d'indemnités dues pour les cas où plusieurs patrons se trouvent responsables d'un même cas de maladie professionnelle ;

2° De fixer le tant pour cent de l'indemnité forfaitaire afférente à chaque groupe ou classe pour les maladies dont l'origine professionnelle est indiscutable ou pour les maladies qui peuvent être aggravées par le risque professionnelle, notamment en ce qui concerne les pneumokonioses de la tuberculose.

La classification pourrait du reste être revue et il était facile de faire avancer ou rétrograder d'une classe, les usines où les mesures prophylactiques avaient été changées (art. 7 de la proposition de 1906, art. 5 de la proposition de 1903).

M. Breton ne voulut pas d'une répercussion automatique de la disposition de classement des différentes industries, sur la réparation due aux ouvriers, parce que toute diminution d'indemnité aurait dû être supportée par l'ouvrier ou répartie sur les autres patrons également responsables dont les usines étaient dans une classe inférieure, aussi dit-il dans l'article 3 de sa troisième proposition : « le tribunal pourra tenir compte dans la répartition des responsabilités du classement des usines ».

Pour bien faire comprendre son idée il cite l'exemple d'un ouvrier travaillant dans une usine classée dans la première classe, frappé d'une affection professionnelle la veille du jour où expire le délai de responsabilité de son ancien patron dont l'usine était dans la sixième classe. Dans ce cas, dit-il, la part infime de responsabilité qui incombe à l'ancien patron se verrait considérablement accrue par la loi, au profit du patron actuel. Un jour plus tard l'ancien patron aurait été complètement dégagé. On est vraiment conduit à penser qu'il y aurait là une anomalie inadmissible, d'où le rejet de la répercussion automatique et la latitude laissée au juge.

Cette troisième proposition qui ne fut pas adoptée fut reprise comme projet avec modifications le 9 juin 1910, mais n'eut pas plus de succès.

Projet de loi du 9 juin 1910

ARTICLE PREMIER. — La législation sur les responsabilités des accidents du travail est étendue aux maladies d'origine professionnelles sous réserve des dispositions spéciales de la présente loi.

ARTICLE 2. — Sont considérées comme maladies professionnelles les affections aiguës ou chroniques, mentionnées dans un tableau dressé annuellement par décret, après avis de la Commission supérieure des maladies professionnelles visé à l'article 11,

lorsqu'elles atteignent des ouvriers travaillant dans les exploitations correspondantes indiquées au dit tableau.

ARTICLE 3. — Lorsqu'un ouvrier quitte une des exploitations assujetties à la présente loi, son employeur demeure responsable des maladies professionnelles correspondant à cette exploitation, qui peuvent atteindre cet ouvrier durant un délai spécialement fixé, au tableau mentionné à l'article précédent, pour chacune de ces affections.

Toutefois cette responsabilité va en décroissant en raison du temps écoulé entre le départ de l'ouvrier et le moment où survient une incapacité de travail résultant de la maladie et comportant indemnité.

Si, à ce moment, l'ouvrier travaille dans une autre entreprise également classée dans les exploitations correspondant à ladite maladie, son nouvel employeur n'est responsable que pour le surplus de l'indemnité fixée par les articles 3 et 4 de la loi du 9 avril 1898.

Néanmoins, s'il est établi que l'un des employeurs a commis une faute inexcusable ayant pu avoir une répercussion sur la santé de la victime, le tribunal pourra augmenter sa part de responsabilité.

Le dernier des employeurs responsables sera tenu vis-à-vis de la victime ou de ses ayants droit pour le tout de l'indemnité sauf son recours contre les employeurs précédents.

ARTICLE 4. — Tout industriel ayant fait, dans les conditions prévues par un règlement d'administration publique, la déclaration que ses procédés de travail ne comportent plus l'usage des substances susceptibles de provoquer les maladies professionnelles visées par la loi ne sera plus soumis aux obligations de cette loi.

Il demeure toutefois responsable, durant le délai de responsabilité fixé pour son exploitation et dans les conditions indiquées à l'article précédent, des maladies professionnelles pouvant atteindre les ouvriers qu'il employait avant le dépôt de cette déclaration.

Toute déclaration du chef d'entreprise reconnue intentionnellement inexacte, entraînera à sa charge une condamnation à une amende de 100 à 5.000 fr. d'amende, et à un emprisonnement de trois jours à un mois.

ARTICLE 5. — Au cas où la prolongation de l'exercice de la profession présente un danger certain de maladie professionnelle grave, l'ouvrier ou employé intéressé peut réclamer devant le tribunal compétent l'allocation d'une rente viagère correspondant à la moitié de la réduction de salaire que peut lui occasionner l'abandon définitif de la profession et des professions similaires. Le chef d'entreprise peut, de son côté, provoquer l'allocation d'une rente dans les mêmes conditions.

Si le titulaire de cette rente vient à reprendre le travail dans la profession ainsi abandonnée ou dans une profession similaire, il est déchu de ladite rente. Cette déchéance est prononcée à la requête de tout intéressé par le tribunal qui a connu de l'attribution de la rente.

ARTICLE 6. — Toute maladie professionnelle dont la victime demande réparation en vertu de la présente loi doit être, par ses soins, déclarée dans les quinze jours qui suivront la cessation du travail au maire de la commune, qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé.

Un certificat de médecin indiquant la nature de la maladie et ses suites probables doit compléter cette déclaration, dont la forme sera déterminée par décret.

Copie certifiée de cette déclaration est transmise immédiatement par le maire au chef de l'entreprise qui occupait l'ouvrier malade et à l'inspecteur départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines, chargé de la surveillance de l'entreprise.

Du jour de la déclaration court le délai de prescription prévu par l'article 18 de la loi du 9 avril 1898.

ARTICLE 7. — Les opérations de la Caisse nationale d'assurance en cas d'accidents, créée par la loi du 11 juillet 1868 sont étendues aux risques prévus par la présente loi, pour les maladies profession-

nelles ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente, absolue ou partielle.

Les tarifs correspondants sont établis chaque année, dans les six mois qui suivront la promulgation du décret prévu à l'article 2, par la caisse nationale d'assurances en cas d'accidents et approuvés par décret rendu sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et du Ministre des Finances.

Ces tarifs devront être calculés de manière que les risques et les frais généraux d'administration de la Caisse soient entièrement couverts, sans qu'il soit nécessaire de recourir à la subvention prévue par la loi du 11 juillet 1868.

ART. 8 — Les débiteurs qui désireront se libérer en une fois pourront verser le capital représentatif des pensions allouées en vertu de la présente loi à la Caisse nationale des retraites qui établira à cet effet, dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un tarif tenant compte de la mortalité des victimes de maladies professionnelles et de leurs ayants droit, ce tarif pouvant être modifié ultérieurement suivant les résultats de l'expérience.

ART. 9. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions spéciales dans lesquelles fonctionneront les syndicats de garantie qui, concurremment avec les sociétés d'assurances, pourront

garantir les employeurs contre les risques visés par la présente loi.

ART. 10. — Les chefs d'entreprise assujettis à la présente loi devront contribuer au fonds de garantie prévu par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 dans les conditions respectivement déterminées par ledit article ou par l'art. 4, § 2 de la loi du 12 avril 1906 indépendamment de la contribution dont ils sont déjà redevables en matière d'accidents du travail.

ART. 11. — La commission supérieure des maladies professionnelles, spécialement chargée de dresser le tableau prévu à l'article 2 et d'étudier toutes les questions d'ordre médical et technique qui lui sont déférées par le Ministre du Travail relativement au fonctionnement de la présente loi, est composée : 1° de trois Députés et de deux Sénateurs élus par leurs collègues ; 2° du Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales ; 3° du Directeur du travail ; 4° du Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ; 5° de deux membres du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail ; 6° de quatre médecins membres de la commission d'hygiène industrielle ; 7° d'un conseiller prud'homme patron et d'un conseiller prud'homme ouvrier désignés par le Conseil supérieur du travail parmi ses membres ; 8° d'un professeur de faculté de médecine ; 9° de cinq personnes spé-

cialement compétentes en matière de maladies professionnelles.

Un décret détermine le mode de nomination et de renouvellement des membres, ainsi que la désignation du président, du vice-président et du secrétaire.

ART. 12. — En vue de la prévention des maladies professionnelles et de l'extension ultérieure de la présente loi, la déclaration de toute maladie ayant un caractère professionnel est comprise dans une liste établie par décret, après avis de la Commission supérieure, et obligatoire pour tout docteur en médecine ou officier de santé qui en peut reconnaître l'existence.

Cette déclaration est adressée au Ministre du Travail par l'intermédiaire de l'inspecteur du travail et de l'ingénieur ordinaire des mines, et indique la nature de la maladie et la profession du malade ; elle est faite à l'aide de cartes-lettres détachées d'un carnet à souches, circulant en franchise et gratuitement mises à la disposition des médecins.

ART. 13. — La présente loi ne sera applicable que six mois après la publication des décrets prévus pour son exécution, sauf en ce qui concerne les dispositions de l'article 12 qui entreront en vigueur un mois après la publication du décret prévu à cet article.

Une des principales différences entre la proposition de la loi de 1906 et le projet de 1910 réside dans

les articles 2. Alors qu'en 1906 un tableau très complet visant dix maladies précisait toutes les affections aiguës ou chroniques soumises à la loi, en 1910 le tableau dressé annuellement ne vise plus que le saturnisme et l'hydrargyrisme. Mais il peut être étendu par décret après avis de la Commission supérieure des maladies professionnelles dont la composition est fixée par l'article 11. Toutefois l'article 7 de la proposition de 1906 prévoyait que des règlements d'administration publique rendus après avis du Comité consultatif des arts et manufactures et de la Commission d'hygiène industrielle pourraient ajouter ou retrancher des maladies ou des professions au tableau annexé et modifier les délais de responsabilité indiqués pour chacune d'elles.

La responsabilité des anciens patrons demeure la même dans les textes à peu près identiques des deux articles 3.

Par contre l'article 4 de la proposition de 1906 ayant trait à la classification des usines assujetties en six classes, en prenant pour base l'hygiène générale de ces usines et l'article 5 relatif à la tuberculose de l'ouvrier sont supprimés.

L'abandon des procédés de travail ne comportant plus la manipulation des produits vénéneux, visé dans les textes, entraîne naturellement la libération aux obligations de la loi. Cette idée est exprimée à peu près dans les mêmes termes à l'article 6 de la

proposition de 1906 et à l'article 4 du projet de 1910.

La procédure employée pour la déclaration de maladie et les formalités consécutives sont à peu près les mêmes : article 9 proposition de 1906, article 6 projet de 1910. Toutefois le délai de déclaration de maladie est de quinze jours dans le projet au lieu de 10 dans la proposition.

Les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents sont étendus aux risques prévus pour les maladies professionnelles, mais les paragraphes 3 et 4 de l'article 10 qui visent ces opérations dans la proposition de 1906 ne se retrouvent pas dans l'article 7 correspondant du projet puisqu'ils sont relatifs aux articles 4 et 5 supprimés de la proposition de 1906.

La déclaration des maladies professionnelles est obligatoire dans les deux textes, article 11 de la proposition de 1906, article 12 du projet de 1910. La différence de rédaction vient de ce qu'en 1906 toutes les maladies professionnelles alors connues étaient soumises à la loi, tandis qu'en 1910 il n'y a plus que le saturnisme et l'hydrargyrisme.

L'application de la loi est reportée à six mois après sa promulgation, article 12 proposition de 1906, tandis qu'en 1910 l'application est reportée à six mois après la publication des décrets annuels prévus, article 13. Cette dernière différence est la conséquence de la nouvelle rédaction de l'article 2.

Nous venons de considérer la proposition de 1906 en regard du projet de 1910 ; considérons maintenant le projet en regard de la proposition pour faire encore mieux ressortir les différences.

Les articles 8,9,10 sont entièrement nouveaux dans le projet de 1910. L'article 11 également nouveau est la conséquence du changement de rédaction de l'article 2 dont nous avons parlé.

CHAPITRE VII

Le rapport de M. Paulet et le projet du comité consultatif des assurances

Nous avons examiné successivement les différentes propositions Breton en laissant volontairement de côté les autres initiatives, pour mieux mettre en relief l'œuvre particulièrement remarquable du député du Cher, que sa compétence spéciale en questions ouvrières vient de placer à la tête du ministère nouvellement créé de l'Hygiène et de la prévoyance sociale.

Mais entre les différentes propositions que nous avons examinées s'intercalent les rapports des commissions qui avaient été chargées d'étudier la question des maladies professionnelles, auxquels viennent s'ajouter plusieurs projets du gouvernement. Bien qu'en fin de compte ce fût les conceptions de M. Breton qui prévalurent il importe de connaître les autres tentatives qui pour n'être pas la législation positive, n'en présentent pas moins une grande valeur.

Le 5 décembre 1901, après la première proposi-

tion Breton, la Chambre, sur l'initiative de M. Mirman, invitait le gouvernement à constituer une commission extra-parlementaire composée de membres du Parlement, de savants, de représentants des patrons et des ouvriers, chargés de dresser la liste des maladies professionnelles dont l'exercice continu des professions est la cause organique exclusive ou essentielle, et la liste des professions correspondantes, avec pour chacune d'elles, le coefficient de risque spécial d'invalidité ou de morbidité résultant des dites maladies.

Deux commissions fonctionnaient déjà auprès du ministère du Commerce qui étaient particulièrement préparées par leurs travaux antérieurs à l'entreprise de ce genre d'études. La question pressant, la Direction de l'assurance et de la prévoyance sociale proposa d'utiliser d'une part la Commission d'hygiène industrielle fonctionnant auprès de la Direction du travail, et d'autre part le Comité consultatif des assurances fonctionnant auprès de la Direction de l'assurance et de la prévoyance sociale.

Le 29 janvier 1902 cette dernière commission fut chargée par le ministre du Commerce d'étudier la motion de M. Mirman. Elle rédigea dix rapports qui furent successivement adoptés et qui furent résumés dans un rapport général par M. Leclerc de Pulligny, inspecteur à l'Office du Travail.

En voici la teneur :

Dans chacun des rapports les quatre points suivants furent traités :

- 1° Diagnostic des accidents ;
- 2° Conséquence des accidents ;
- 3° Délais de revision et de prescription ;
- 4° Liste des professions correspondantes.

Pour le délai de déclaration des maladies la commission distingue 2 cas. Les maladies aiguës qui peuvent être déclarées dans un délai très court ; les maladies chroniques beaucoup plus délicates et jouissant d'un délai plus long.

La commission estima qu'un délai de trois mois à compter du jour où commence l'incapacité du travail était suffisant pour que le diagnostic soit établi d'une façon certaine. Elle concluait en outre à la nécessité de créer dans chaque usine un registre sanitaire où serait inscrit l'histoire pathologique professionnelle de chaque ouvrier.

Quelques mois après le dépôt du second projet de M. Breton, M. Paulet présenta au Comité consultatif des assurances un rapport préparatoire dont les conclusions ont inspiré le premier projet gouvernemental du 18 mai 1905.

M. Paulet pensait qu'il était impossible d'appliquer aux maladies professionnelles un régime complètement différent de la législation des accidents du travail parce que les rapports entre la maladie et les accidents sont trop étroits. Mais par contre il ne

croyait pas possible l'application pure et simple de la législation des accidents du travail aux maladies professionnelles parce qu'il y a des différences profondes quant à la constatation de l'origine et à la détermination des responsabilités qu'elles entraînent.

Ce qu'il faut, dit-il, c'est un système nouveau qui, s'inspirant le plus possible de la loi du 9 avril 1898, pare cependant aux difficultés soulevées par la nature du même risque.

Dans les maladies professionnelles les principales difficultés consistent dans le discernement de l'origine de la maladie et la détermination des responsabilités des différents patrons qui ont occupé l'ouvrier malade.

Pour établir l'origine de la maladie M. Paulet préconise l'éclaircissement du diagnostic par « l'état civil médical » du sujet, au moyen du livret individuel sanitaire et d'un registre sanitaire d'usine. Quant à la répartition des responsabilités patronales M. Paulet s'éloigne du système des présomptions légales de M. Breton : parce qu'il est difficile de déterminer la part de responsabilité de chacun et qu'il vaut mieux solutionner la question par une responsabilité solidaire, sorte de société de secours mutuels réalisée au moyen d'un syndicat de garantie, plutôt que d'établir des déterminations arbitraires. Ce syndicat de garantie substituerait la responsabilité commune des industries insalubres aux responsabilités

individuelles du chef d'entreprise et il aurait en outre le gros avantage d'éviter le renvoi prématuré des ouvriers atteints de maladies professionnelles, quand les patrons veulent prévenir leur responsabilité individuelles.

Le Comité consultatif des assurances, tout en s'inspirant du rapport de M. Paulet, le modifia largement.

La responsabilité couverte par une assurance obligatoire comporte une organisation spéciale. Les groupements professionnels sont centralisés, ils ont des sous-organisations locales pour la surveillance et le paiement des petites indemnités, l'incapacité permanente en matière de maladies est assimilée à l'incapacité permanente en matière d'accidents. Une juridiction arbitrale est préconisée qui évite que le médecin soit l'arbitre irresponsable de l'exécution de la loi.

Les intoxications causées par le plomb et par le mercure sont seules prises en considération parce que ce sont les plus graves et aussi parce qu'il faut restreindre les débuts d'une expérimentation qui doit être prudente.

Il y a pour les industries similaires des mutualités locales d'arrondissement qui englobent pour toute la France tous les patrons des industries du groupe ; le syndicat fait annuellement la répartition des charges entre ses membres pour la réparation des

maladies professionnelles graves, c'est-à-dire celles qui entraînent la mort ou l'incapacité permanente. L'incapacité temporaire qui entraîne un arrêt de plus de trente jours dans le travail est également réparé par le syndicat. Les charges incombent seulement aux patrons à condition qu'elles soient réellement professionnelles. Le caractère est relativement facile à établir à raison de la durée, de la maladie.

Les maladies de courte durée c'est-à-dire celles qui entraînent une incapacité de moins de trente jours et qui sont de beaucoup les plus nombreuses sont réparées par une contribution patronale et ouvrière parce que l'on ne veut pas déterminer l'origine de la maladie pour éviter des conflits. Professionnelle ou non la maladie est réparée, les patrons supportent leur part présumée de responsabilité, et les ouvriers le risque qui résulte des maladies ordinaires.

Malgré les précautions prises pour éviter les contestations, on ne pouvait admettre qu'elles seraient réduites à néant. Des comités locaux et un comité central d'arbitrage sont prévus, qui sont sous l'autorité de la Cour de cassation pour ne pas faire brèche à l'unité de jurisprudence.

Le système a voulu éviter :

1° Qu'il y ait un litige à l'occasion de chaque maladie ;

2° Prévenir les renvois d'ouvriers qui tendraient

à se produire en l'absence d'une organisation corporative obligatoire ;

3° Ecarter la nécessité de livrets ou registres sanitaires qui en dernière analyse n'échappaient que difficilement aux inconvénients et aux griefs auxquels a entendu mettre un terme la législation de 1890 en abolissant les anciens livrets ouvriers.

CHAPITRE VIII

L'assurance obligatoire Le projet du gouvernement

Le projet élaboré par le comité consultatif des assurances, basé sur le rapport de M. Paulet, fut légèrement modifié par M. Dubief, ministre du Commerce, qui déposa le nouveau texte le 18 mai 1905 à la tribune de la Chambre ; il fut repris avec de très légères modifications de détails par M. Doumergue, le 14 juin 1906. En voici l'analyse :

TITRE I^{er}

La loi est restreinte aux maladies causées par le plomb et le mercure ou leurs composés causant des affections aiguës ou chroniques.

Il faut que l'incapacité de travail ne dépasse pas trente jours pour que la preuve de l'origine professionnelle ne soit pas exigée. Pour celles dépassant trente jours comme pour les incapacités permanente

et le cas de mort, il faut la preuve certaine de l'origine de la maladie.

Si l'on se bornait à la réparation des maladies causées par le plomb ou le mercure, ce n'est pas que l'on croyait à l'origine douteuse de certaines autres maladies, dites professionnelles mais parce qu'on craignait qu'en étendant le nombre des matières pouvant causer des intoxications du fait de leur manipulation, on se heurtât à des difficultés d'exécution et que l'on compromît la réalisation du projet.

Des décrets doivent établir la liste des industries et des travaux assujettis et opérer entre eux des classifications pour grouper les industries présentant des degrés de risques voisins.

Les chefs d'entreprises ainsi groupés constituent de plein droit les syndicats centraux de garantie et les mutualités locales organisées par les titres II et III. Les chefs d'entreprises exerçant une des professions visées dans les décrets font de plein droit partie du syndicat central de garantie ; ils sont solidairement responsables du paiement des indemnités mises à la charge de l'entrepreneur.

Les décrets qui peuvent être modifiés tous les trois ans permettent aux industries nouvellement créées et faisant usage du plomb, du mercure ou de leurs composés, d'être assujetties à la loi. En même temps, l'on peut faire changer de groupe certaines industries

déjà soumises à la loi mais dont les conditions de fabrications ou d'exercices ont changé.

Les ouvriers qui travaillent seuls d'ordinaire ou n'emploient qu'accidentellement un ou plusieurs de leurs camarades sont exclus du bénéfice de la loi. Les ouvriers qui peuvent s'en prévaloir, s'ils ont un traitement supérieur à 2.400 francs n'en bénéficient que jusqu'à concurrence de cette mesure ; pour le surplus, ils n'ont droit qu'au quart des rentes accordées à ceux qui ont un salaire de 2.400 francs.

En ce qui concerne les indemnités allouées aux ouvriers, la loi distingue les maladies qui durent moins de trente jours et celles qui durent plus de trente jours. Alors que pour les premières le caractère bénin ou professionnel est indifférent, pour les autres au contraire la preuve certaine de l'origine professionnelle de la maladie est exigée. Pour les maladies qui durent moins de trente jours, se basant sur l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 la loi alloue une indemnité journalière égale à la moitié du salaire moyen des journées de travail pendant le mois précédent. Quant aux maladies qui durent plus de trente jours, si l'origine professionnelle est établie, la même indemnité est allouée jusqu'au complet rétablissement du malade. Quand la maladie est reconnue avoir un caractère permanent, l'ouvrier a seulement droit à une rente.

Il faut avouer que ce système est assez complexe

et que malgré les précautions prises pour éviter les contestations un certain nombre ne pourront être évitées, ce qui sera la cause de retard apportés dans le règlement des indemnités.

Les soins médicaux et pharmaceutiques, les frais d'hospitalisation et les frais funéraires sont payés à part. En cas d'incapacité permanente ou de mort, l'ouvrier ou ses représentants ont droit aux rentes prévues par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898.

Les indemnités sont insaisissables.

Un ouvrier qui a dû abandonner sa profession à la suite de lésions causées par les maladies reconnues par la loi, pourra réclamer devant le comité local d'arbitrage visé à l'article 32 du projet, une rente viagère égale à la moitié de la réduction de salaire que peut lui occasionner ce changement d'occupation, (article 8). Mais si après un certain temps l'ouvrier revient au métier cause de sa maladie professionnelle, il perd de ce fait le bénéfice de sa rente viagère. De son côté le patron peut se dégager des charges correspondant aux menaces d'incapacités graves en renvoyant de son industrie les ouvriers menacés, mais en leur allouant par contre la rente viagère dont il vient d'être parlé.

La situation des ouvriers étrangers est réglée par l'article 7 du projet. Ils sont traités comme les ouvriers français pour les incapacités n'excédant pas trente jours ; pour les incapacités supérieures à trente

jours les dispositions de la loi du 9 avril 1898 sont également applicables, sous réserve de conventions internationales intervenues en conformité de cette législation.

TITRE II

Il règle les rouages administratifs. Les assurances contre les maladies sont de deux sortes : les mutualités locales et les syndicats centraux de garantie.

Les mutualités locales comprennent de plein droit tous les chefs d'entreprise faisant partie du groupe ainsi que les ouvriers et employés occupés par ces entrepreneurs.

Le groupe peut s'étendre sur plusieurs cantons et par exception sur plusieurs arrondissements. Chacune des unités constituantes est créée par un arrêté du ministre du Commerce après avis de la Commission supérieure des maladies professionnelles. Les chefs d'entreprises faisant partie des mutualités locales doivent faire la déclaration de leur personnel pour permettre l'établissement de la liste électorale patronale et ouvrière.

Le Comité directeur de ces mutualités locales est composé de trois patrons et de trois ouvriers élus dans les mêmes formes que les conseillers prud'hommes pour trois années et renouvelables par moitié. Le président est désigné à la suite de chaque élec-

tions triennale par les membres présents ou à défaut d'entente entre eux par le président du tribunal civil (article 12).

Ce Comité directeur administre la mutualité locale, il choisit les médecins et pharmaciens chargés de donner les soins aux malades, et règle les indemnités journalières n'excédant pas trente jours ainsi que les frais de maladie ou les frais funéraires, sans rechercher si l'incapacité est d'origine professionnelle ou non. Il acquitte encore d'autres charges mais pour le compte du syndicat central, telles que les indemnités pour incapacité de plus de trente jours et les arrérages en cas de décès ou d'incapacité permanente.

Les frais à la charge de la mutualité locale sont payés par des versements des patrons et des retenues opérées sur le salaire de leurs ouvriers. Le taux de ces primes est établi chaque année pour l'année suivante par un décret après avis du Comité directeur du Conseil d'administration du Syndicat de garantie et de la Commission supérieure des maladies professionnelles. La recette est calculée de façon que la contribution patronale représente le plus exactement possible, la part que le patron aurait eu à payer si la maladie professionnelle avait été purement et simplement assimilée à la loi du 9 avril 1898. La contribution ouvrière représente le risque des maladies banales. Le Comité directeur des mutualités locales dispose encore d'une latitude destinée à encou-

rager les mesures préventives pour enrayer les maladies professionnelles : il peut réduire dans les limites d'un décret les contributions patronales afférentes aux entreprises dont l'installation et le fonctionnement ont pour effet d'amoindrir le risque de maladie (art. 17). En ce qui concerne les incapacités de travail de plus de trente jours, le projet prévoit l'établissement des contributions patronales, en se basant sur les contributions que paient les patrons aux mutualités locales. Les primes des chefs d'entreprises, dues alors au syndicat central, sont fixées à la fin de chaque année en répartissant au prorata des risques, le total des charges annuelles incombant au syndicat.

En cas d'insolvabilité des chefs d'entreprises les primes non recouvrées ne sont pas seulement à la charge des patrons solvables du groupe, parce qu'il serait peut-être excessif de faire peser sur eux les dettes des patrons insolvables et aussi parce qu'il existe entre tous les industriels un lien de solidarité économique. Dans ces conditions l'article 27 du projet dispose qu'un état des contributions non recouvrées dues aux mutualités locales et de la répartition faite au sein des syndicats centraux fera l'objet d'un état fourni par chaque syndicat central au ministère du Commerce. Le total en est réparti entre les syndicats centraux au prorata du chiffre de leurs répartitions respectives. La part incombant

ainsi à chaque syndicat central est répartie ensuite par des soins entre chaque chef d'entreprise qui le compose.

La loi prévoit la constitution d'un fonds de réserve au moins égal au montant des dépenses moyennes d'un exercice, elle laisse dans son article 19 une certaine liberté d'action aux Comités directeurs, sous réserve du consentement des ouvriers, pour la majoration de leurs cotisations, destinée à réparer les premiers jours de maladie non indemnisés en vertu du projet, ou au delà du trentième, des maladies non professionnelles.

Le comité peut aussi décider qu'il effectuera pour le compte des chefs d'entreprises inscrits à la mutualité locale le service des indemnités en cas d'accidents de travail pour les incapacités n'excédant pas trois mois. L'avantage de cette extension est très net pour les ouvriers parce qu'ils n'ont devant eux qu'une seule organisation pour le règlement des divers sinistres ; elle ne lèse pas les patrons parce qu'ils sont responsables des accidents de travail. En ce qui concerne l'indemnité versée dès les premiers jours de maladie et au delà du trentième, les patrons ne sont pas non plus lésés parce que ces services sont couverts par les ouvriers.

TITRE III

Il est consacré aux syndicats centraux de garantie, composés des patrons de chaque groupe d'industries similaires. Ils s'étendent à toute la France et ont leur siège à Paris.

La réparation de toutes les incapacités graves d'origine professionnelle qui ne sont pas à la charge des mutualités locales leur incombe.

A la tête de chaque syndicat central de garantie est placé un Conseil d'administration composé de sept membres patrons élus pour trois ans par tous les chefs d'entreprises faisant partie des Comités directeurs des mutualités locales ressortissant au syndicat. Il centralise la comptabilité des mutualités locales en ce qui concerne les dépenses faites pour son compte. Il règle les indemnités pour les incapacités dépassant trente jours ainsi que les arrérages des rentes ; les frais sont répartis par ses soins à la fin de chaque année entre tous les chefs d'entreprises inscrits aux mutualités locales. Les syndicats peuvent gérer eux-mêmes les capitaux représentatifs des rentes dont ils sont les débiteurs ou les déposer à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

TITRE IV

Elle emprunte certaines dispositions de la loi du 9 avril 1898.

Dès qu'une maladie paraît être d'origine professionnelle et devoir entraîner une incapacité de plus de trente jours, une incapacité permanente ou la mort, le projet de loi en impose la déclaration par le chef d'entreprise, la victime ou ses représentants avec certificat médical à l'appui, au juge de paix qui doit transmettre son enquête au président du comité local d'arbitrage. La demande d'indemnité s'éteint par la prescription annale (art. 30 et 31 du projet).

C'est encore le fond de la loi du 9 avril 1898 qui est employé pour le règlement nécessairement judiciaires des incapacités comportant attribution de rentes, de l'appel possible contre ces décisions et des révisions triennales.

Par contre, le comité local d'arbitrage créé près de la mutualité locale, est une innovation du projet. Il écarte la compétence du Juge de paix et du tribunal civil pour les contestations entre les intéressés relativement aux maladies professionnelles pour la donner au comité local d'arbitrage. La cour d'appel elle-même, est remplacée par un comité central d'arbitrage.

La raison de la création de ces nouvelles juridictions, c'est la nécessité de solutionner rapidement la liquidation des indemnités et la nature même des contestations soulevées par l'application du projet. L'établissement certain de la cause professionnelle de la maladie a paru une condition essentielle à la réalisation pratique d'une législation sur les maladies professionnelles et on a voulu que les comités d'arbitrage soient des techniciens en même temps que des juges.

Les tribunaux arbitraux sont composés de deux membres patrons et de deux membres ouvriers du comité directeur. Le président et le médecin sont élus par ces quatre membres. Le président a voix prépondérante. Tous deux doivent être pris en dehors du comité directeur de la mutualité locale.

Les comités locaux d'arbitrage statuent en dernier ressort sur les contestations relatives aux indemnités journalières pour les incapacités ne dépassant pas trente jours et sur les contestations relatives aux frais médicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation et de dernière maladie. Ils statuent également en dernier ressort pour l'établissement des listes électorales des mutualités locales et aux élections de ces mutualités.

Le recours en cassation n'est possible que pour incompétence ou excès de pouvoir. Les décisions rendues en matière électorales peuvent toutefois

être l'objet d'un recours pour violation de la loi.

Ils statuent à charge d'appel sur les rentes à allouer en cas d'incapacité permanente ou de mort, pour les incapacités de plus de trente jours et les frais médicaux ou pharmaceutiques.

Un délai d'un mois est laissé aux intéressés pour en appeler devant le comité central d'arbitrage composé de :

1° Deux conseillers à la Cour de cassation nommés par décret ;

2° Deux conseillers d'Etat, également nommés par décret ;

3° Deux membres du comité consultatif des assurances contre les accidents du travail ;

4° Deux médecins membres de la commission d'hygiène industrielle ;

5° Un conseiller prud'homme patron et un conseiller prud'homme ouvrier ;

6° Un professeur de la Faculté de Droit.

Le comité central d'arbitrage élit son président et son vice-président, il ne peut statuer que si la moitié au moins de ses membres sont présents.

Pour arriver le plus rapidement possible à une unité de jurisprudence, il n'est créé qu'un seul tribunal d'appel pour toute la France qui a son siège à Paris ; mais comme en matière d'accident de travail il appartient à la Cour de cassation de dire et de fixer le droit. Le projet ne prévoyant qu'un tribunal

d'appel il ne peut être question de renvoyer l'affaire après la cassation du jugement, devant une autre cour d'appel ; aussi le projet dit qu'en cas d'infirmités par la Cour de cassation, la Commission supérieure des maladies professionnelles statuera comme juridiction de renvoi et que, sur les points jugés par la Cour de cassation elle devra se conformer à ses décisions.

Cette Commission supérieure des maladies professionnelles comprend :

1° Trois députés et deux sénateurs élus par leurs collègues ;

2° Le directeur de l'Assurance et de la Prévoyance sociale ;

3° Le Directeur du Travail ;

4° Le Directeur général de la caisse des dépôts et consignations ;

5° Un professeur de la Faculté de Médecine ;

6° Quatre personnes spécialement compétentes en matière de maladies professionnelles.

La réunion de ces éléments semble être une garantie d'une juridiction impartiale et compétente.

TITRE V

Il parle de l'obligation du médecin de faire une déclaration en deux exemplaires au maire de la résidence du malade qui doit transmettre l'un d'eux au

Ministre du Commerce et l'autre à l'Inspecteur départemental du Travail. Le projet accorde au médecin des émoluments dont le montant fixé par décret est pris sur les frais de contrôle et de surveillance.

Le projet prévoit une amende de 1 à 15 francs et en cas de récidive de 16 à 500 francs contre les chefs d'entreprise qui ne font pas la déclaration d'ouverture d'exploitation dans le délai prescrit ; contre le médecin traitant qui n'a pas fait la déclaration de maladie comme il y est obligé ; contre les chefs d'entreprises qui ne procèdent pas régulièrement aux retenues sur le salaire de leurs ouvriers ; contre les administrateurs des mutualités locales ou des syndicats centraux qui, par leur fait ou leur négligence font obstacle à l'application des dispositions de la loi. Les mêmes peines sont édictées contre le trésorier de la mutualité locale qui conserve en caisse une somme supérieure au quart de la dépense totale de l'année précédente, parce que le surplus doit être placé à la Caisse d'Epargne ou à la Caisse des dépôts et consignations.

En cas d'inexécution du règlement intérieur le Ministre du Commerce peut dissoudre le comité directeur de la mutualité locale après avis de la Commission supérieure des maladies professionnelles, sans préjudice de la responsabilité civile ou pénale, encourue par les administrateurs.

En vue de la prévention des maladies profession-

nelles et de l'extension ultérieure du régime qu'il organise, le projet prévoit la déclaration de ces maladies même dans les entreprises non soumises à la loi. La liste des maladies à déclarer est fixée par décret.

CHAPITRE IX

Le nouveau projet de loi

Il fut déposé le 23 décembre 1910 et élaboré par la Commission d'assurance et de prévoyance sociale. Le rapport volumineux rédigé par le docteur Gilbert Laurent reprend la proposition Breton que l'éminent Ministre avait fait à la Commission d'hygiène et de prévoyance sociale alors qu'il était rapporteur de la dite commission. Les deux rapports de MM. Breton et Gilbert Laurent constituent la monographie la plus complète que l'on puisse consulter sur cette question.

M. Gilbert Laurent abandonne la réparation de toutes les maladies professionnelles ou non dont la durée n'excède pas trente jours parce que cela avait paru dépasser les limites des contributions pécuniaires alors possibles.

Projet de loi du 23 décembre 1910

ARTICLE PREMIER. — La législation sur les responsabilités des accidents du travail est étendue aux

maladies d'origine professionnelle sous réserve des dispositions spéciales de la présente loi.

ART. 2. — Sont considérées comme maladies professionnelles les affections aiguës ou chroniques, mentionnées dans un tableau, dressé annuellement par décret, après avis de la Commission supérieure des maladies professionnelles visé à l'article 10, lorsqu'elles atteignent des ouvriers travaillant dans les exploitations correspondantes indiquées audit tableau.

ART. 3. — Lorsqu'un ouvrier quitte une des exploitations assujetties à la présente loi, son employeur demeure responsable des maladies professionnelles correspondant à cette exploitation, qui peuvent atteindre cet ouvrier durant un délai spécialement fixé, au tableau mentionné à l'article précédent, pour chacune de ces affections.

Toutefois cette responsabilité va en décroissant en raison du temps écoulé entre le départ de l'ouvrier et le moment où survient une incapacité de travail résultant de la maladie et comportant indemnité.

Si, à ce moment, l'ouvrier travaille dans une autre entreprise également classée dans les exploitations correspondant à ladite maladie, son nouvel employeur n'est responsable que pour le surplus de l'indemnité fixée par les articles 3 et 4 de la loi du 9 avril 1898.

Néanmoins, s'il est établi qu'un des employeurs a

commis une faute inexcusable ayant pu avoir une répercussion sur la santé de la victime, le tribunal pourra augmenter sa part de responsabilité.

Le dernier des employeurs responsables sera tenu vis-à-vis de la victime ou de ses ayants droit pour le tout de l'indemnité, sauf son recours contre les employeurs précédents.

ART. 4. — Tout industriel ayant fait, dans les conditions prévues par un règlement d'administration publique, la déclaration que ses procédés de travail ne comportent plus l'usage des substances susceptibles de provoquer les maladies professionnelles visées par la présente loi ne sera plus soumis aux obligations de cette loi.

Il demeure toutefois responsable, durant le délai de responsabilité fixé pour son exploitation et dans les conditions indiquées à l'article précédent, des maladies professionnelles pouvant atteindre les ouvriers qu'il employait avant le dépôt de cette déclaration.

Toute déclaration du chef d'entreprise reconnue sciemment fausse entraînera à sa charge une condamnation à une amende de 100 à 5.000 francs d'amende et à un emprisonnement de trois jours à un mois.

ART. 5. — Toute maladie professionnelle dont la victime demande réparation en vertu de la présente loi doit être, par ses soins, déclarée dans les quinze

jours qui suivront la cessation du travail, au maire de la commune qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé.

Un certificat de médecin indiquant la nature de la maladie et ses suites probables doit compléter cette déclaration, dont la forme sera déterminée par décret.

Copie certifiée de cette déclaration est transmise immédiatement par le maire au chef d'entreprise qui occupait l'ouvrier malade et à l'inspecteur départemental du travail, ou à l'ingénieur ordinaire des mines, chargé de la surveillance de l'entreprise.

Du jour de la déclaration court le délai de prescription prévu par l'article 18 de la loi du 9 avril 198.

ART. 6. — Les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, créée par la loi du 11 juillet 1868, sont étendues aux risques prévus par la présente loi, pour les maladies professionnelles ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente, absolue ou partielle.

Les tarifs correspondants sont établis chaque année dans les six mois qui suivront la promulgation du décret prévu à l'article 2, par la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents et approuvés par décret rendu sur le rapport du Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et du Ministre des Finances.

Ces tarifs devront être calculés de manière que les risques et les frais généraux d'administration de la caisse soient entièrement couverts, sans qu'il soit nécessaire de recourir à la subvention prévue par la loi du 11 juillet 1868.

ART. 7. — Les débiteurs qui désireront se libérer en une fois pourront verser le capital représentatif des pensions allouées en vertu de la présente loi à la Caisse nationale des retraites, qui établira à cet effet dans les six mois de la promulgation de la présente loi, un tarif tenant compte de la mortalité des victimes de maladies professionnelles et de leurs ayants droit, ce tarif pouvant être modifié ultérieurement suivant les résultats de l'expérience.

ART. 8. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions spéciales dans lesquelles fonctionneront les syndicats de garantie qui, concurremment avec les sociétés d'assurances, pourront garantir les employeurs contre les risques visés par la présente loi.

ART. 9. — Les chefs d'entreprise assujettis à la présente loi devront contribuer au fonds de garantie prévu par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 dans les conditions respectivement déterminées par ledit article ou par l'article 4, paragraphe 2 de la loi du 12 avril 1906, indépendamment de la contribution dont ils sont déjà redevables en matière d'accidents du travail.

ART. 10. — La commission supérieure des maladies professionnelles, spécialement chargée de dresser le tableau prévu à l'article 2 et d'étudier toutes les questions d'ordre médical et technique qui lui sont déférées par le ministre du Travail relativement au fonctionnement de la présente loi, est composée de 26 membres :

1° De trois députés et de deux sénateurs élus par leurs collègues ;

2° Du directeur de l'assurance et de la prévoyance sociales ;

3° Du directeur du travail ;

4° Du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ;

5° De deux membres du Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail ;

6° De quatre médecins membres de la Commission d'hygiène industrielle ;

7° D'un conseiller prud'homme patron et d'un conseiller prud'homme ouvrier, de deux patrons et de deux ouvriers désignés par le Conseil supérieur du travail ;

8° D'un professeur de faculté de médecine ;

9° De cinq personnes spécialement compétentes en matière de maladies professionnelles.

Un décret détermine le mode de nomination et de renouvellement des membres, ainsi que la désignation du président, du vice-président et du secrétaire.

ART. 11. — En vue de la prévention des maladies professionnelles et de l'extension ultérieure de la présente loi, la déclaration de toute maladie ayant un caractère professionnel et comprise dans une liste établie par décret, après avis de la Commission supérieure est obligatoire pour tout docteur en médecine ou officier de santé qui en peut reconnaître l'existence.

Cette déclaration est adressée au ministre du Travail, par l'intermédiaire de l'inspecteur du travail et de l'ingénieur ordinaire des mines, et indique la nature de la maladie et la profession du malade ; elle est faite à l'aide de cartes-lettres détachées d'un carnet à souches, circulant en franchise et gratuitement mises à la disposition des médecins.

ART. 12. — En ce qui concerne chacune des affections et maladies professionnelles prévues à l'art. 2 ci-dessus, les dispositions de la présente loi n'entreront en vigueur que dans un délai de trois mois, supputé à partir de la publication des décrets qu'elle prévoit et augmenté de la durée de responsabilité spécifiée au tableau visé par l'article 2 et le premier alinéa de l'article 3.

Toutefois, les dispositions de l'article 11 seront applicables un mois après la publication du décret prévu à cet article.

Ce texte est très voisin de la proposition Breton du 9 juin 1910.

A l'article 4 § 3 la Commission d'assurance et de prévoyance sociale, parlant de la déclaration du chef d'entreprise, a remplacé les mots *intentionnellement inexacte* par *sciemment fausse* ; parce qu'il lui semblait qu'ainsi rédigé le texte aurait une puissance plus grande.

L'article 5 fut supprimé parce que tiré du projet du gouvernement, il était difficile à interpréter et s'adaptait moins bien au projet de la loi Breton.

Quatre nouveaux membres, deux patrons et deux ouvriers sont adjoints à la commission des maladies professionnelles qui est chargée de dresser le tableau prévu à l'article 2 ; ils forment avec le conseiller prud'homme patron et le conseiller prud'homme ouvrier, les six membres nommés par la Commission supérieure du travail.

Quant à l'article 13 (article 12 du projet Gilbert Laurent) il est transformé complètement. M. Mouchel, député de la Seine-Inférieure, fit remarquer qu'un ouvrier atteint d'arsénisme demandant d'après l'article 13 du projet Breton réparation du dommage qui lui a été causé au lendemain de l'admission de l'arsénisme parmi les maladies professionnelles, avec le délai de responsabilité de un an, se verrait lésé de moitié dans son indemnité, si le principe de la rétroactivité de la loi n'était pas appliqué ; mais que d'autre part, le patron devrait supporter une charge double, si la rétroactivité jouait. Il faisait encore

remarquer qu'il fallait donner un certain délai aux industriels pour améliorer les conditions de travail de leurs usines, en outre du délai de responsabilité attaché à la nouvelle maladie professionnelle reconnue.

A la suite de ces observations il a été décidé qu'il y avait lieu de faire précéder le délai de responsabilité, d'un délai fixe de trois mois supputé à partir de la publication des décrets prévus à l'article 2 et augmenté de la durée de responsabilité spécifiée au tableau.

D'où la rédaction du nouvel article 12.

CHAPITRE X

Les différentes modifications apportées au projet de loi du 23 décembre 1910, jusqu'au texte définitif adopté le 25 octobre 1919

Le rapport si parfaitement documenté de M. Gilbert Laurent, resta en instance à la Chambre pendant près de trois ans. La proposition de loi ayant pour objet l'extension aux maladies professionnelles de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail fut seulement reprise par M. J.-L. Breton, président de la Commission d'assurance et de prévoyance sociale et plusieurs de ses collègues à la séance du 12 juin 1913 ; elle ne fut plus dès lors abandonnée par la Chambre jusqu'à son adoption, le 3 juillet 1913.

Depuis le dépôt du premier rapport de M. Gilbert Laurent, le 23 décembre 1910, jusqu'à l'adoption du texte définitif, des Chambres de Commerce, des syndicats patronaux et ouvriers avaient présenté au président et au rapporteur de la Commission d'assurance et de prévoyance sociale des observations en sens divers et parfois contradictoires. En outre,

quelques députés parmi lesquels MM. Lairolle, Seyroux et Mauger avaient déposé des amendements au texte de la commission qui, voulant donner satisfaction aux intéressés retint un certain nombre d'observations et de modifications ; elle fut toutefois obligée d'en rejeter certaines autres obscures, peu pratiques, inacceptables ou contraires à l'esprit de la loi.

Des syndicats patronaux tout en admettant le principe du forfait pour servir de base de règlement des maladies professionnelles demandaient pour le patron le droit de faire la preuve de l'origine non professionnelle de la maladie. Volontairement ou involontairement ces syndicats oublièrent que le droit pour le patron de faire la preuve de l'origine non professionnelle d'une maladie comporte pour l'ouvrier, par réciprocité, le droit de faire la preuve de l'origine professionnelle d'une maladie quelconque et alors la loi au lieu de s'appliquer seulement au saturnisme et à l'hydrargyrisme, devrait s'appliquer à toutes les maladies dont l'origine professionnelle pourrait être certifiée. M. Lairolle abondant dans le sens des syndicats patronaux avait déposé l'amendement suivant qui fut repoussé par la commission. « Dans les actions auxquelles donnera lieu l'application de la présente loi, la preuve contraire est réservée aux chefs d'industrie. »

Un amendement de M. Mauger, dans le même sens

que le précédent, fut également repoussé. Cette brèche, si elle avait été admise, en même temps qu'elle aurait été la source de conflits sans nombre, elle aurait modifié l'esprit de la loi de fond en comble.

Par contre la commission accepta la partie de l'amendement Lairolle demandant l'incorporation à la loi de deux tableaux sur le plomb et le mercure, où les maladies engendrées par l'intoxication saturnine ou l'intoxication mercurielle sont en regard des travaux industriels susceptibles de les provoquer. Elle accepta également les précisions demandées pour l'extension éventuelle de la loi par la modification des tableaux de maladie.

Dans un rapport supplémentaire annexé au procès-verbal de la séance du 6 juin 1913 l'article 2 devenait :

« Sont considérés comme maladies professionnelles les affections aiguës ou chroniques mentionnées aux tableaux annexés à la présente loi, lorsqu'elles atteignent des ouvriers occupés aux travaux industriels correspondants. »

« La nomenclature des maladies professionnelles auxquelles s'appliquera la présente loi pourra être augmentée et les tableaux annexés à la dite loi pourront être révisés et complétés par décrets rendus dans la forme des règlements d'administration publique, après avis conforme de la Commission

supérieure des maladies professionnelles visées à l'article 10. »

L'article 3 subit de très légères modifications de détail au point de vue grammatical du fait de la nouvelle rédaction de l'article 2.

A l'article 6 alinéa 2, au lieu de :

Les tarifs correspondants sont établis *chaque année* dans les six mois qui suivront la promulgation du décret prévu à l'article 2.

Le nouveau texte dit :

Les tarifs correspondants sont établis dans les six mois qui suivront la promulgation *de la présente loi ou des décrets prévus à l'article 2.*

La Commission supérieure des maladies professionnelles qui était spécialement chargée *de dresser le tableau* prévu à l'article 2, voit ses pouvoirs diminuer.

D'après le nouvel article 10, elle n'est plus appelée qu'à donner son avis sur les modifications à apporter aux tableaux prévus à l'article 2.

La composition de la dite commission subit aussi quelques changements :

2 médecins membres de la Commission d'hygiène industrielle, au lieu de 4 ;

2 professeurs de la Faculté de médecine au lieu de 1 ;

Le chef de service du contrôle des assurances privées ;

2 membres de l'Académie des sciences désignés par leurs collègues ;

2 membres de l'Académie de médecine désignés par leurs collègues ;

2 directeurs ou administrateurs de sociétés mutuelles d'assurances ou de syndicats de garantie contre les maladies professionnelles ;

2 directeurs ou administrateurs de sociétés anonymes ou en commandite, d'assurances contre les maladies professionnelles ;

2 patrons et 2 ouvriers représentant les industries, objet de la délibération.

Ces membres viennent s'ajouter aux membres désignés par le projet de 1910.

L'article 11, souleva également des difficultés. M. Lairolle en demandait la suppression pure et simple, disant que les médecins se prêteraient de mauvaise grâce à la déclaration de maladie qui leur était imposée. Cette observation paraissait d'autant plus juste, que le corps médical montrait à l'époque une grande hostilité à toutes les tentatives de violation du secret professionnel que le législateur ou le juge semblait vouloir lui imposer.

M. Peyroux dans un sens diamétralement opposé demandait que la déclaration de la maladie professionnelle fût rétribuée comme cela existe en Angleterre suivant le vieux proverbe français « toute peine mérite salaire » et il ajoutait que l'article serait

utile même s'il était incomplètement appliqué.

Cette idée bien moderne de la rétribution de l'effort aurait peut-être eu quelques chances de succès si le budget déjà bien chargé à l'époque n'avait dressé son image. Dans le sens de la non rétribution on invoquait un précédent : la loi sur la santé publique, disait-on, impose la déclaration des maladies contagieuses par le médecin traitant sans que cette déclaration soit rétribuée.

La grève des médecins ou leur agitation syndicale ne paraissant pas imminente, il fut passé outre à cette proposition de rémunération pour augmentation de travail.

Enfin les modifications apportées à l'article 12 ne sont que la conséquence de celles apportées à l'article 2 et de l'adjonction à la loi des 2 tableaux dont nous avons parlé. Toutefois les dispositions de la loi entrent en vigueur quinze mois après la promulgation au lieu de trois mois, comme il avait été précédemment établi.

Quelques jours plus tard, le 26 juin, M. Gilbert Laurent proposait quelques modifications à l'article 7 sur la demande du Ministre des Finances à raison des observations et considérations qui lui avaient été adressées par la Caisse des dépôts et consignations.

Aux termes de l'article 7 du projet du 23 décembre 1910, la Caisse nationale des retraites qui devait recevoir le capital représentatif des rentes

constituées par les débiteurs devait établir « dans les six mois de la promulgation de la loi » un tarif tenant compte de la mortalité des victimes de maladies professionnelles et de leurs ayants droit ; ce tarif pouvant du reste être modifié ultérieurement suivant les résultats de l'expérience.

Or il n'y avait pas, à cette époque, de statistiques sur la mortalité des invalides appelés à bénéficier de la loi et les tarifs qui auraient été établis n'auraient reposé sur rien de précis. La Caisse nationale des retraites ne pouvait élaborer immédiatement un tarif pour les débiteurs de rentes qui désiraient se libérer en une fois, elle se souvenait de l'expérience malheureuse qui avait été faite par la Caisse nationale d'assurances en cas d'accident à la suite de la loi du 24 mai 1899. Ou alors pour se couvrir d'une façon certaine elle devait établir des tarifs très élevés, ce qu'elle voulait à tout prix éviter.

La Caisse nationale des retraites jugeant qu'un délai de cinq années était nécessaire pour l'établissement des tarifs en question, la Commission d'assurance et de prévoyance sociale accorda ce délai. Durant ce laps de temps, à la demande de la Caisse des dépôts et consignations, qui a la gérance de la Caisse nationale des retraites, la Caisse nationale des retraites est autorisée à se servir de ses propres tarifs pour la détermination des capitaux constitutifs à verser.

L'article 7 devint alors :

« Les débiteurs qui désireront se libérer en une fois, pourront verser le capital représentatif des pensions allouées en vertu de la présente loi à la Caisse Nationale des retraites qui établira à cet effet, un tarif tenant compte de la mortalité des victimes de maladies professionnelles et de leurs ayants droit, ce tarif pouvant être modifié ultérieurement, suivant les résultats de l'expérience.

Toutefois, jusqu'à l'établissement de ce tarif, la détermination des capitaux à verser sera faite d'après les tarifs en usage pour les rentes régies par la loi du 20 juillet 1886.

La période transitoire pendant laquelle il pourra être fait application de ces tarifs, ne devra pas excéder un délai de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

La Caisse des dépôts et consignations fit une autre observation au sujet de l'article 6, § 2 qui découle de la rectification de texte apportée à l'article 2, rectification dont nous avons parlé précédemment. Les tarifs dont il était question à l'article 6 § 2, devaient être établis *chaque année* dans les six mois qui suivraient la promulgation du décret prévu à l'article 2. D'après la nouvelle rédaction les tarifs doivent être établis dans les six mois qui suivront la promulgation du décret prévu à l'article 2. Toutefois la suppression des mots *chaque année* n'enlève pas à

la Caisse nationale la faculté de modifier ses tarifs suivant les résultats de l'expérience.

Sur la remarque du Gouvernement, l'article 9 du projet soumis à la Chambre, le 23 décembre 1910, fut modifié en conséquence de la loi du 29 mai 1909. Avant l'apparition de cette loi, la quotité des taxes était fixée d'une façon invariable par l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 en ajoutant au principal de la contribution des patentes des industriels visés, 4 centimes additionnels et un centime et demi pour les exploitations exclusivement commerciales, y compris les chantiers de manutention ou de dépôt: article 4, § 2 de la loi du 12 avril 1906.

Or, avec la loi du 29 mai 1909, la quotité des taxes est modifiée chaque année pour l'année suivante. Le coefficient de modification à appliquer à la quotité des taxes imposées pendant la dernière année est égal au rapport existant entre le montant des dites dépenses et le produit total des taxes encaissées pour l'alimentation du fonds de garantie pendant la même année.

Cette disposition assure la péréquation des recettes et des dépenses et il aurait fallu créer un fonds de garantie spécial pour les victimes de maladies professionnelles si l'on n'avait pas voulu exiger des chefs d'entreprises une taxe égale à celle appliquée à l'ensemble des assujettis. La Commission d'assurance et de prévoyance sociale et le Gouvernement

n'ayant pas voulu créer un fonds spécial, l'article 9 du projet de 1910 était devenu le suivant en 1913.

« Les dispositions de l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 et de l'article 4, § 2 de la loi du 12 avril 1906, modifiés par la loi du 29 mai 1909 sont étendues aux chefs d'entreprises assujettis à la présente loi. »

Au cours de la séance du 19 juin 1913, une vive discussion s'était élevée au sujet de l'exploitation des compagnies d'assurances par certains médecins « marrons ». Pour remédier à cet abus un nouvel article, qui devint l'article 11, fut ajouté au projet déposé quelques jours auparavant :

ART. 11. — Sera puni d'une amende de 100 à 500 francs et d'un emprisonnement de trois jours à trois mois, quiconque, par menace, don, promesse d'argent, ristourne sur les honoraires médicaux ou fournitures pharmaceutiques faits à des accidentés du travail, à des syndicats ou associations, à des chefs d'entreprises, à des assureurs ou à toute autre personne, aura attiré ou tenté d'attirer les victimes d'accidents du travail ou des maladies professionnelles dans une clinique ou cabinet médical ou officine de pharmacie et aura ainsi porté atteinte ou tenté de porter atteinte à la liberté de l'ouvrier de choisir son médecin ou son pharmacien.

L'ancien article 11 devint l'article 12 et l'ancien article 12 prit le n° 13.

Les 6 et 20 juin 1913, pour donner satisfaction à

divers auteurs d'amendements, afin de faire aboutir le projet, le texte que nous venons d'étudier reçut encore quelques modifications.

Se rendant aux observations — très justes — de M. de Villebois-Mareuil, le Gouvernement, d'accord avec la Commission d'assurance et de prévoyance sociale, accepta que la nomenclature des maladies professionnelles auxquelles s'appliquait la loi ne pût être étendue que par des lois et non par de simples décrets ; l'article 2, § 2, *in fine* devint... « les tableaux annexés à la dite loi pourront être révisés et complétés par des lois ultérieures ».

La rectification des tableaux réclamée par M. Beau-regard fut également accordée et l'on précisa qu'il s'agissait bien de maladies d'un caractère professionnel en ajoutant le mot saturnine aux trois dernières intoxications de la colonne maladie : Hystérie, néphrite et goutte. De même les maladies mercurielles furent précisées en ajoutant dans la colonne maladie, le mot mercuriel, aux intoxications suivantes causées par le mercure : Stomatite, tremblement, troubles nutritifs et cachexie.

Enfin pour donner satisfaction à M. Ceccaldi, il fut précisé à l'article 2 que les maladies mentionnées au tableau annexe devaient atteindre les ouvriers « *habituellement* » occupés aux travaux industriels correspondants.

Nous terminons ces observations en faisant remar-

quer que lors du vote du projet de loi par la Chambre des Députés, le 3 juillet 1913, une cinquième affection, *la paralysie*, fut ajoutée dans la colonne des maladies causées par le mercure à la demande de M. Peyroux.

Voilà ce que devint le projet de M. J.-L. Breton, déposé le 9 juin 1910, repris par M. Gilbert Laurent le 23 décembre de la même année, modifié les 6 et 20 juin 1913 et enfin adopté par la Chambre des Députés le 3 juillet.

Ce projet fut transmis au Sénat le 8 août. Renvoyé aussitôt son arrivée à la Commission du Travail, il y resta pendant six ans. Ce ne fut, en effet, que le 7 août 1919 que le projet vint en discussion au Sénat.

Le rapporteur de la Commission, M. Henry Boucher, ancien ministre du Commerce, expliqua dans son rapport que la Commission avait cru devoir, retenir aussi longtemps le projet de loi adopté par la Chambre, parce que les procédés industriels nécessités par la guerre avaient interrompu l'étude des industries anormales et que malgré les sollicitations dont elle avait été l'objet, elle n'avait pas voulu couvrir par une extension de la loi préparée sur les maladies professionnelles les risques nouveaux nés de la préparation des gaz nocifs et du développement d'une artillerie spéciale.

La commission, disait le rapporteur, aurait pro-

posé au Sénat de modifier certains articles trop laconiques à son gré si le renouvellement des Chambres, qui était proche, n'avait obligé à hâter le vote définitif de la loi.

Le texte de l'article 3 par exemple, lui semblait trop imprécis, lorsque l'ouvrier atteint d'une maladie professionnelle reconnue, avait travaillé pendant le délai de responsabilité dans des usines non soumises à la loi, ou lorsqu'il n'avait pas travaillé au compte d'un patron pendant les quelques mois qui avaient précédé sa maladie.

Les articles 4, 5 et 8 prévoient, chacun en ce qui les concerne, un règlement d'administration publique ; il est permis de penser que, s'appliquant à trois points spéciaux, il doit s'étendre à la loi dans son ensemble, mais rien dans le texte ne peut en donner l'assurance. La Commission du Sénat aurait aimé préciser ce point si les circonstances n'avaient pas réclamé la célérité.

Toutefois le Sénat n'a pas voulu sanctionner le vote de la Chambre en approuvant les tableaux des travaux industriels assujettis à la loi et des maladies professionnelles qu'ils engendrent, parce que ces tableaux étaient plutôt une nomenclature étendue des travaux où l'ouvrier peut être en contact avec le plomb et le mercure, qu'un état mûrement contrôlé des professions définies par l'article 2.

En conséquence la Commission proposa et le

Sénat ratifia la radiation des maladies qui ne lui semblaient pas d'une façon certaine et absolue être la conséquence de l'exercice de la profession et d'autre part, elle écarta les professions susceptibles de provoquer l'intoxication saturnine ou mercurielle, quand ces professions n'occasionnent que des rencontres accidentelles entre l'ouvrier et les substances nocives visées par la loi.

Aussi furent écartées parmi les maladies du premier tableau : l'encéphalopathie et l'anémie progressive saturnine et parmi les professions :

1° Le cintrage des tubes d'instruments de musique à l'aide du plomb ;

2° Le montage des canalisations et des revêtements en plomb ;

3° La taille des limes sur enclume revêtu d'une feuille de plomb ;

4° Le travail des métaux dans des étaux à mâchoires garnies de plomb ;

5° La conduite des métiers Jacquard munis de contre-poids en plomb ;

6° La fabrication et la manipulation des mastics plombifères ;

8° Le montage des canalisations comportant des joints en mastics plombiques ;

8° La fabrication du cristal ;

9° La fabrication des toiles cirées et des cuirs vernis ;

10° Le report de dessins sur étoffes à l'aide de poncifs à la céruse ;

11° Le blanchissage de dentelles à l'aide de céruse ;

12° La fabrication des fleurs en papier teint à l'aide de couleurs plombiques ;

13° Les travaux comportant l'usage d'appareils divers en plomb ;

Parmi les maladies engendrées par l'intoxication mercurielle, le Sénat ne changea rien, jugeant que l'énumération était scientifiquement limitée par le texte de la Chambre. Par contre deux travaux industriels furent rayés, parce qu'ils ne mettaient l'ouvrier en présence du poison que d'une façon intermittente. Ce sont :

1° La fabrication des chapeaux de feutre ;

2° La désinfection des locaux par une solution de bichlorure de mercure.

En outre, le Sénat rectifia deux erreurs matérielles qui s'étaient glissées dans les article 6 et 13 résultant de la modification de l'article 2, qui décidait que la nomenclature des maladies professionnelles et les listes des professions susceptibles de les provoquer seraient modifiées par des lois et non par des décrets.

Ce texte voté sans autre observation revint devant la Chambre le 18 octobre 1919 qui accepta les modifications du Sénat et vota le projet dans sa première séance.

CHAPITRE XI

La loi du 25 octobre 1919

étendant aux maladies d'origine professionnelle
la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail

ARTICLE PREMIER. — La législation sur les responsabilités des accidents du travail est étendue aux maladies d'origines professionnelles sous réserve des dispositions spéciales de la présente loi.

ART. 2. — Sont considérées comme maladies professionnelles les affections aiguës ou chroniques, mentionnées aux tableaux annexés à la présente loi lorsqu'elles atteignent des ouvriers habituellement occupés aux travaux industriels correspondants.

La nomenclature des maladies professionnelles auxquelles s'applique la présente loi pourra être augmentée et les tableaux annexés à ladite loi pourront être révisés et complétés par des lois ultérieures.

ART. 3. — Lorsqu'un ouvrier quitte une des exploitations assujetties à la présente loi, son employeur demeure responsable des maladies professionnelles correspondant à cette exploitation, qui

peuvent atteindre cet ouvrier durant un délai spécialement fixé, au tableau mentionné à l'article précédent, pour chacune de ces affections.

Toutefois, cette responsabilité va en décroissant en raison du temps écoulé entre le départ de l'ouvrier et le moment où survient une incapacité de travail résultant de la maladie et comportant indemnité.

Si, à ce moment, l'ouvrier travaille dans une autre entreprise également classée dans les exploitations correspondant à ladite maladie, son nouvel employeur n'est responsable que pour le surplus de l'indemnité fixée par les articles 3 et 4 de la loi du 9 avril 1898.

Néanmoins s'il est établi que l'un des employeurs a commis une faute inexcusable ayant pu avoir une répercussion sur la santé de la victime, le tribunal pourra augmenter sa part de responsabilité.

Le dernier des employeurs responsables sera tenu vis-à-vis de la victime ou de ses ayants droit pour le tout de l'indemnité sauf son recours contre les employeurs précédents.

ART. 4. — Tout industriel ayant fait, dans les conditions prévues par un règlement d'administration publique, la déclaration que ses procédés de travail ne comportent plus l'usage des substances susceptibles de provoquer les maladies professionnelles visées par la présente loi, ne sera plus soumis aux obligations de cette loi.

Il demeure toutefois responsable, durant le délai de responsabilité fixé pour son exploitation et dans les conditions indiquées à l'article précédent, les maladies professionnelles pouvant atteindre les ouvriers qu'il employait avant le dépôt de cette déclaration.

Toute déclaration du chef d'entreprise reconnue sciemment fausse, entraînera à sa charge une condamnation à une amende de cent à cinq mille francs, et à un emprisonnement de trois jours à un mois.

ART. 5. — Toute maladie professionnelle dont la victime demande réparation en vertu de la présente loi doit être par ses soins déclarée, dans les quinze jours qui suivront la cessation du travail, au maire de la commune qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé.

Un certificat de médecin indiquant la nature de la maladie et ses suites probables, doit compléter cette déclaration dont la forme sera déterminée par décret.

Copie certifiée de cette déclaration est transmise immédiatement par le maire au chef de l'entreprise qui occupait l'ouvrier malade et à l'inspecteur départemental du travail, ou à l'ingénieur ordinaire des mines, chargé de la surveillance de l'entreprise.

Du jour de la déclaration court le délai de prescription prévu par l'article 18 de la loi du 6 avril 1898.

ART. 6. — Les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, créée par la loi du 11 juillet 1868, sont étendues aux risques prévus par la présente loi, pour les maladies professionnelles ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente, absolue ou partielle. Les tarifs correspondants seront établis dans les six mois qui suivront la promulgation de la présente loi ou des lois ultérieures prévues à l'article 2, par la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents et approuvés par décret rendu sur le rapport du ministre du Travail et de la Prévoyance sociale et du ministère des Finances.

Ces tarifs devront être calculés de manière que les risques et les frais généraux d'administration de la Caisse soient entièrement couverts sans qu'il soit nécessaire de recourir à la subvention prévue par la loi du 11 juillet 1868.

ART. 7. — Les débiteurs qui désireront se libérer en une fois pourront verser le capital représentatif des pensions allouées en vertu de la présente loi à la Caisse nationale des retraites, qui établira à cet effet un tarif tenant compte de la mortalité des victimes de maladies professionnelles et de leurs ayants droit, ce tarif pouvant être modifié ultérieurement, suivant les résultats de l'expérience.

Toutefois, jusqu'à l'établissement de ce tarif, la détermination des capitaux à verser sera faite d'a-

près les tarifs en usage pour les rentes réglés par la loi du 20 juillet 1886. La période transitoire pendant laquelle il pourra être fait application de ces tarifs ne devra pas excéder un délai de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la présente loi.

ART. 8. — Un règlement d'administration publique déterminera les conditions spéciales dans lesquelles fonctionneront les syndicats de garantie, qui concurremment avec les sociétés d'assurances, pourront garantir les employeurs contre les risques visés par la présente loi.

ART. 9. — Les dispositions de l'article 25 de la loi du 9 avril 1898 et de l'article 4, § 2 de la loi du 12 avril 1906, modifiées par la loi du 29 mai 1909, sont étendues aux chefs d'entreprises assujetties à la présente loi.

ART. 10. — La Commission supérieure des maladies professionnelles est spécialement chargée de donner son avis sur les modifications à apporter aux tableaux prévus à l'article 2, sur les extensions à donner à la présente loi et sur toutes les questions d'ordre médical et technique qui lui sont renvoyées par le ministre du Travail.

Elle est composée :

1^o De deux sénateurs et de trois députés élus par leurs collègues ;

2^o Du directeur général de la Caisse des dépôts et consignations ;

3° Du directeur du travail ;

4° Du directeur de l'assurance et de la prévoyance sociale ;

5° Du directeur des affaires commerciales et industrielles au ministère du Commerce ;

6° Du chef de service du Contrôle des assurances privées ;

7° De deux membres de l'Académie des sciences désignés par leurs collègues ;

8° De deux membres de l'Académie de médecine désignés par leurs collègues ;

9° De deux professeurs à la Faculté de médecine désignés par la faculté ;

10° De deux médecins membres de la Commission d'hygiène industrielle désignés par celle-ci ;

11° De deux membres de Comité consultatif des assurances contre les accidents du travail désignés par le comité ;

12° De deux membres élus par les Chambres de commerce ;

13° D'un conseiller prud'homme patron et d'un conseiller prud'homme ouvrier, de deux patrons et de deux ouvriers désignés par le Conseil supérieur du travail ;

14° De cinq personnes spécialement compétentes en matière de maladies professionnelles ;

15° De deux directeurs ou administrateurs de sociétés mutuelles d'assurances ou de syndicats de garantie contre les maladies professionnelles ;

16° De deux directeurs ou administrateurs de sociétés anonymes ou en commandite d'assurances contre les maladies professionnelles.

Seront en outre spécialement adjoints à la commission pour chaque affaire, deux patrons et deux ouvriers représentant les industries, objet de la délibération.

Un décret détermine le mode de nomination et de renouvellement des membres, ainsi que la désignation du président et du secrétaire.

ART. 11.— Sera puni d'une amende de 100 à 500 fr. et d'un emprisonnement de trois jours à trois mois quiconque, par menaces, don, promesse d'argent, ristourne sur les honoraires médicaux ou fournitures pharmaceutiques faits à des accidentés du travail, à des syndicats ou associations, à des chefs d'entreprise, à des assureurs, ou à toute autre personne, aura attiré ou tenté d'attirer les victimes d'accidents du travail, ou des maladies professionnelles, dans une clinique ou cabinet médical, ou officine de pharmacie et aura ainsi porté atteinte ou tenté de porter

atteinte à la liberté de l'ouvrier de choisir son médecin ou son pharmacien.

ART. 12. — En vue de la prévention des maladies professionnelles et de l'extension ultérieure de la présente loi, la déclaration de toute maladie ayant un caractère professionnel et comprise dans une liste établie par décret, après avis de la commission supérieure est obligatoire pour tout docteur en médecine ou officier de santé qui en peut reconnaître l'existence.

Cette déclaration est adressée au ministre du Travail, par l'intermédiaire de l'inspecteur du travail et de l'ingénieur ordinaire des mines, et indique la nature de la maladie et de la profession du malade ; elle est faite à l'aide de cartes-lettres détachées d'un carnet à souche circulant en franchise et gratuitement mises à la disposition des médecins.

ART. 13. — Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur quinze mois après sa promulgation.

Toutefois, les dispositions de l'article 12 seront applicables un mois après la promulgation du décret prévu à cet article.

Les modifications et adjonctions ultérieures prévues à l'article 2 seront exécutoires dans un délai de trois mois, supputé à partir de la promulgation des lois ultérieures visées à cet article et augmenté de la

durée de responsabilité afférente à chacune des maladies.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris le 25 octobre 1919.

R. POINCARÉ

Par le Président de la République

Le ministre du Travail
et de la Prévoyance sociale

COLLIARD

Le ministre des Finances

L.-L. KLOTZ

Tableau des travaux industriels assujettis à la présente loi et des maladies professionnelles qu'elles engendrent
1° Saturnisme professionnel
2° Hydragryisme professionnel

Maladies engendrées par l'intoxication saturnine	Travaux industriels susceptibles de provoquer l'intoxication saturnine des ouvriers	Maladies engendrées par l'intoxication mercurielle	Travaux industriels susceptibles de provoquer l'intoxication mercurielle des ouvriers
Coliques de plomb Myalgies-Arthralgies. Paralysies des extenseurs. Hystérie saturnine. Néphrite. Goutte saturnine.	1° Métallurgie et raffinage du plomb ; 2° Fonte, laminage et ajustage du plomb et de ses alliages ; 3° Fonte de caractères d'imprimerie en alliage de plomb ; 4° Fabrication de poteries dites d'étain en alliage de plomb ; 5° Soudure à l'aide d'alliage de plomb ; 6° Conduite de machines à composer utilisant un alliage de plomb ; 7° Étamage à l'aide d'alliage de plomb ; 8° Fabrication de capsules métalliques pour bouteilles en alliage de plomb ; 9° Fonte des jouets en alliage de plomb ; 10° Dessoudure professionnelle de vieilles boîtes de conserves ; 11° Manipulation des caractères d'imprimerie en alliage de plomb ; 12° Fabrication de sels de plomb (céruse, minium, litharge, chromate de plomb) ; 13° Broyage des couleurs à base de plomb ; 14° Peinture de toute nature comportant l'emploi de couleurs plombifères ; 15° Fabrication des accumulateurs en plomb ; 16° Fabrication des huiles siccatives et des vernis plombifères ; 17° Fabrication de la poterie et de la faïence avec des émaux plombifères ; 18° Décoration de la porcelaine à l'aide de produits plombifères ; 19° Émaillage des métaux à l'aide d'émaux plombifères ; 20° Vernissage et laquage à l'aide de produits plombifères ; 21° Teinture à l'aide de couleurs à base de plomb ; 22° Polissage des glaces à l'aide de « potée d'étain ».	Stomatite mercurielle. Tremblements mercuriels. Troubles nutritifs mercuriels. Cachexie mercurielle. Paralysies mercurielles.	1° Distillation du mercure ; 2° Fabrication des lampes à incandescence et des ampoules radiographiques à l'aide de trompes à mercure ; 3° Fabrication des baromètres, manomètres et thermomètres à mercure. 4° Dorure, argenture, étamage au mercure ; 5° Fabrication de sels de mercure (azotate, chlorures, cyanure, etc.) ; 6° Secrétage des peaux par le nitrate acide de mercure ; 7° Travail des fourrures et pelletteries à l'aide de sels de mercure ; 8° Bronzage et damasquinage à l'aide de sels de mercure ; 9° Empaillage d'animaux à l'aide de sels de mercure ; 10° Fabrication des amorces au fulminate de mercure.

I

Indemnité transactionnelle et forfaitaire

Le législation sur les responsabilités des accidents du travail est étendue aux maladies d'origine professionnelle.

La loi du 9 avril 1898 qui régit la responsabilité des accidents du travail, n'accorde pas à l'ouvrier accidenté une indemnité égale au préjudice qui résulte pour lui de l'accident, parce qu'elle protège l'ouvrier victime de sa propre faute même lourde. La faute de l'ouvrier a seulement pour effet d'autoriser si elle est inexcusable, une réduction de la rente ; la privation de toute indemnité ne pouvant être admise que dans le cas où il aurait intentionnellement provoqué l'accident.

L'indemnité est transactionnelle et forfaitaire, elle a pour but d'éviter tout litige, toute contestation, toute difficulté d'application de la loi. Elle écarte la question de faute, elle arbitre à l'avance.

Il en est absolument de même pour l'application de la loi sur les maladies professionnelles, l'idée de forfait préside. Dans certains cas l'ouvrier recevra une indemnité inférieure à celle qui lui serait légitimement due, si le patron a par exemple négligé les

moyens de prophylaxie qui s'imposaient, mais par compensation, il obtiendra parfois une indemnité supérieure à celle qu'il aurait reçue dans les termes ordinaires du droit commun, s'il a par exemple négligé de prendre les précautions usuelles à l'exercice de sa profession.

Bien que de savants statisticiens aient démontré avec les chiffres, lors de la discussion de la loi sur les accidents du travail, que le forfait mettait le sacrifice le plus lourd du côté des ouvriers, que l'expropriation du capital travail devait être indemnisée d'une façon intégrale, comme l'expropriation du capital immeuble, la loi sur les maladies professionnelles impose ce nouveau sacrifice aux ouvriers, parce que cela a paru être le moyen le plus pratique et le plus rapide, pour faire aboutir une réforme que réclamaient la raison, la morale, et le droit.

Mais l'extension de la loi du 9 avril 1898 aux maladies professionnelles n'a lieu que sous réserve de certaines modifications dont nous allons parler.

Alors que la loi du 9 avril 1898 s'étend à tous les accidents survenus par le fait du travail ou à l'occasion du travail, la loi du 25 octobre 1919 ne s'étend pas à toutes les maladies professionnelles. La raison c'est que dans l'état actuel de la science, on ne peut affirmer d'une façon certaine, l'origine et le caractère de la plupart des maladies professionnelles. M. Breton dans son rapport de 1910 avait établi une

série de tableaux qui comprenaient presque toutes les maladies connues, et il caractérisait leur nature professionnelle, en mettant en regard les professions ou occupations susceptibles de les provoquer. Il faut reconnaître que cette longue énumération avait quelque chance de réparer un très grand nombre de maladies professionnelles mais elle avait le grave défaut de faire supporter au patron, des risques dont son industrie pouvait être totalement étrangère.

La Commission d'assurance et de prévoyance sociale, à laquelle M. Breton soumit son rapport, fut unanime à penser, et M. Breton se rangea à son avis, qu'au lieu d'englober dès le début toutes les affections professionnelles connues, la loi devait se restreindre aux plus fréquentes et aux plus nettement caractérisées. C'est pourquoi la loi du 25 octobre 1919, ne répare que les maladies occasionnées par le plomb et par le mercure.

Pour que la loi joue, il faut que l'ouvrier soit habituellement occupé aux travaux industriels susceptibles d'occasionner l'intoxication dont la victime réclame indemnité. Sont donc exclus du bénéfice de la loi, les ouvriers qui ne sont qu'accidentellement employés aux travaux industriels assujettis à la loi ou ceux qui ne sont pas des professionnels.

La nomenclature des maladies pouvant causer l'intoxication saturnine et mercurielle, et la nomen-

clature des industries pouvant provoquer ces intoxications, est donnée dans la deuxième colonne des tableaux annexés à la loi.

Le deuxième paragraphe de l'article 2 parlant de l'extension possible des maladies professionnelles précise que cette extension ne sera possible que par une loi. Cette rédaction paraît bizarre, parce qu'il est de toute évidence que ce qu'une loi a pu faire, une autre loi pourra le défaire ou le modifier. Dès lors il était inutile de prévoir l'extension des maladies professionnelles ou des industries soumises à la loi par le mode normal de légiférer. L'explication de cette rédaction est historique : la Chambre avait d'abord admis que la nomenclature pourrait être modifiée par décret ; ayant ensuite décidé autrement, le mot décret fut remplacé par le mot loi, sans que ce truisme ait frappé nos législateurs.

La maladie professionnelle étant le résultat d'une intoxication lente, son origine ne peut être, comme pour l'accident de travail, une cause brusque et soudaine, et le patron ne se trouve pas dégagé de sa responsabilité par le départ de l'ouvrier.

II

Responsabilité des patrons et des anciens patrons

Pour que la responsabilité du patron soit admise il faut, avons-nous vu, que l'industrie toxique soit

déterminée dans les tableaux annexés à la loi et que le délai d'incubation de la maladie ne soit pas écoulé. Pour le saturnisme et l'hydrargyrisme, la période d'incubation, c'est-à-dire le délai de responsabilité des patrons est fixé à un an.

Mais si l'ouvrier saturnin, par exemple, n'a pas travaillé pendant un an chez le patron qui l'occupait lors de la déclaration de son affection, cet employeur est seulement tenu de compléter le surplus de l'indemnité fixée par la loi ; le reste est payé par les précédents patrons s'ils employaient les matières toxiques visées par la loi. Mais leur responsabilité va en décroissant en raison du temps écoulé depuis le départ de l'ouvrier, et le moment où survient l'incapacité de travail ; elle est en outre proportionnelle au temps de l'emploi dans les usines responsables.

Ainsi un ouvrier ayant travaillé dans une usine de raffinage du plomb et se reposant ensuite est atteint de coliques de plomb six mois après son départ de l'usine ; la responsabilité de son ancien patron se trouve réduite de moitié, et par suite l'indemnité due à la victime est égale à la moitié de l'indemnité fixée par la loi du 9 avril 1898. Si l'ouvrier, au lieu de se reposer s'était embauché dans une usine de laminage du plomb, également classée dans les usines pouvant provoquer la maladie dont il est atteint, ce nouveau patron sera responsable du complément de

l'indemnité. L'ouvrier touchera alors ce qu'il aurait reçu s'il avait été victime d'un accident, c'est-à-dire d'un événement brusque.

En compliquant les choses, on peut supposer un ouvrier quittant une usine de raffinage du plomb pour travailler pendant cinq mois dans une usine où on lamine le même métal, qu'il quitte à nouveau pour entrer dans une usine où l'on fabrique des caractères d'imprimerie en plomb, où il est atteint de coliques de plomb quatre mois après.

Son indemnité de demi-salaire, ou la rente fixée, par l'article 3 de la loi du 9 avril 1898; les frais médicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation ou de dernière maladie visés par l'article 4 de la même loi, se montent à 200 francs par exemple. Le délai de responsabilité pour les accidents saturnins étant d'un an, il s'ensuit que le premier patron qu'il a quitté depuis neuf mois sera redevable du quart de la somme due, soit 50 francs. L'ouvrier ayant quitté son deuxième patron depuis quatre mois, la responsabilité de ce patron se trouve réduite d'un tiers; il devra donc les deux tiers de la somme restant due, soit 100 francs. Enfin le troisième patron sera responsable du reste, soit 50 francs. On voit les complications que ce mode de réparation va faire naître.

Nous avons vu dans le projet Breton de 1906 que son auteur avait établi six classes d'usines en pre-

nant pour base l'hygiène générale des ateliers et les moyens de prévention des maladies qui y étaient employés. En ce qui concernait exclusivement la tuberculose, l'indemnité fixée par le projet était seulement totale pour les usines classées dans la sixième classe ; réduite de 10, 20, 30, 40 ou 50 o/o au fur et à mesure que l'on passait dans la cinquième, quatrième, troisième, deuxième ou première classe.

Cette disposition n'a pas été maintenue dans la présente loi. Les industriels ne sont pas encouragés à l'assainissement de leurs usines par une réduction d'indemnité en cas de maladie professionnelle. Toutefois dans le cas d'une faute inexcusable bien établie d'un employeur, le tribunal pourra augmenter sa part de responsabilité si cette faute a pu avoir une répercussion sur la santé de la victime.

Le système de règlement des indemnités ou des rentes dont nous venons de parler aurait été très défavorable à l'ouvrier, si la loi n'avait décidé que le dernier employeur serait responsable pour le tout de l'indemnité ou de la rente, sauf son recours contre les employeurs précédents. L'article 3 paragraphe 5 a paré à cet inconvénient de la façon que nous venons de dire.

Il n'est pas douteux que la fixation mathématique de l'indemnité ou de la rente telle que nous venons de l'exposer ne sera pas l'expression de la justice

pure. Certains patrons n'ayant occupé l'ouvrier devenu malade que pendant quelques jours seulement, se verront responsables d'une indemnité qui pourra être assez lourde. Ce vice est inhérent au système forfaitaire posé par la loi. Mais s'il désavantage parfois un patron, il peut dans d'autres cas l'avantager, ce qui établira une compensation. Du reste, les compagnies d'assurances vont se charger des risques des maladies professionnelles comme elles se sont chargées des risques des accidents du travail et la prime d'assurance rentrera dans le coût de production.

III

Abandon des professions dangereuses

Il est naturel que dès l'instant où un industriel ne fait plus usage des substances susceptibles de provoquer les maladies professionnelles visées par la loi, il n'est plus soumis aux obligations de cette loi.

L'article 4 qui prévoit ce cas, dit que l'abandon de l'usage des substances susceptibles de provoquer les maladies professionnelles devra être faite dans les conditions prévues par un règlement d'administration publique. Renseignement pris auprès de M. Sumien, Chef de service au Ministère de l'hygiène et de la prévoyance sociale, ce règlement est en préparation.

La cessation de manipulation des substances toxiques, ou la fermeture de l'usine qui les fabriquait ou les employait ne met pas le patron à l'abri des réclamations du jour au lendemain. La loi dit que l'industriel demeurera responsable des maladies professionnelles pouvant atteindre les ouvriers qu'il employait avant le dépôt de sa déclaration. Cette responsabilité sera comme celle de l'article 3 dégressive et proportionnelle au temps écoulé entre le départ de l'ouvrier et le moment où survient son incapacité de travail. Elle sera nulle, si les délais de responsabilité fixés par les tableaux annexés à la loi sont écoulés.

IV

La déclaration des maladies par la victime et par le médecin traitant

1° *Par la victime.* — La loi du 9 avril 1898, article 11, modifiée par la loi du 22 mars 1902, dit que « tout accident de travail doit être déclaré dans les quarante-huit heures — non compris le dimanche et jours fériés — par le chef d'entreprise ou ses préposés, au maire de la commune qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé ».

« La déclaration et le procès-verbal doivent indiquer dans la forme réglée par décret, le nom, qualité et adresse du chef d'entreprise, le lieu précis, l'heure

et la nature de l'accident, les circonstances dans lesquelles il s'est produit, la nature des blessures, les noms et adresses des témoins. »

« Dans les quatre jours qui suivent l'accident, si la victime n'a pas repris son travail, le chef d'entreprise doit enfin déposer à la mairie qui lui en délivre immédiatement récépissé un certificat de médecin indiquant l'état de la victime, les suites probables de l'accident et l'époque à laquelle il sera possible d'en connaître le résultat définitif. »

Ces dispositions ne peuvent être appliquées aux maladies professionnelles.

Il serait inadmissible d'obliger le patron à déclarer dans les quarante-huit heures la maladie de son ouvrier, parce qu'il peut bien ne pas la connaître, s'il n'en a pas été averti par exemple. Il ne peut non plus indiquer le lieu précis, l'heure, la nature, les circonstances et les témoins, parce que la maladie résulte non pas d'un fait brutal et soudain, mais d'une intoxication lente et continue.

En conséquence la loi modifie la procédure employée pour la déclaration des accidents du travail et impose à la victime la déclaration de sa maladie. Mais comme l'ouvrier peut être alité ou empêché de sortir, elle allonge le délai de déclaration et lui donne quinze jours au lieu de deux pour informer le maire de la commune.

Un certificat médical dont la forme sera réglée

par décret, doit compléter la déclaration de la victime ; il doit contenir la nature de la maladie et ses suites probables.

Il importe que la rédaction de ce certificat médical soit nette et précise, qu'elle définisse bien la nature et le caractère de la maladie, car c'est sur ce certificat médical que la maladie sera déclarée professionnelle ou non.

Dès la réception de la déclaration le maire en dresse deux exemplaires qu'il certifie. L'un est envoyé au chef d'entreprise de l'ouvrier victime, afin qu'il puisse faire examiner le malade par le médecin de l'usine s'il le juge à propos ; l'autre est envoyé à l'Inspecteur départemental du travail ou à l'Ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise, pour lui permettre de prescrire les mesures nécessaires, afin d'éviter si possible le retour de l'intoxication. En outre cette enquête est indispensable aux juges pour leur permettre d'apprécier si le patron a commis une faute inexcusable, susceptible d'augmenter sa part de responsabilité.

L'ouvrier doit faire sa déclaration de maladie dans les quinze jours de sa cessation de travail, mais s'il a négligé de la faire dans ce délai, il ne perd pas son droit à indemnité il se trouve seulement en moins bonne posture pour revendiquer une réparation devant les tribunaux.

La prescription extinctive est la même que celle

de l'article 18, de la loi du 9 avril 1898: un an, à compter du jour de la déclaration. Si la déclaration fait défaut, il faudra que l'ouvrier prouve qu'il était dans l'impossibilité matérielle de la faire, ou qu'il se trouvait dans un cas de force majeure.

*
* *

2° *Par le médecin traitant.* — Contrairement aux règles admises pour les accidents du travail, la déclaration, des maladies professionnelles est obligatoire pour le médecin ou l'officier de santé qui en peut reconnaître l'existence, si cette maladie est comprise dans la liste établie par décret, après avis de la Commission supérieure des maladies professionnelles. La publication de ce décret est prévue à l'article 12, mais la commission ne s'est pas encore réunie jusqu'à ce jour.

Le but de cette disposition est de prévenir les maladies professionnelles et de permettre l'extension future de la loi. En effet, les maladies non soumises à la loi et dont on aura constaté l'existence fréquente dans les déclarations des médecins ne tarderont pas à attirer l'attention du législateur. Et alors au lieu de légiférer sur des statistiques spéciales à certaines classes de la société, il légifèrera sur les données précises de ses propres médecins.

Cette déclaration faite sur un carnet à souche,

remis gratuitement au médecin et circulant en franchise, sera envoyée à l'Inspecteur du travail ou à l'Ingénieur spécial des mines pour leur documentation personnelle ; ils doivent la faire parvenir ensuite au Ministre du Travail.

La loi du 25 octobre 1919 n'a rien innové en prescrivant la déclaration dont il vient d'être question.

La loi du 30 mai 1892 sur l'exercice de la médecine, puis celle du 15 février 1902 sur l'hygiène publique, imposent aux médecins l'obligation de déclarer toutes les maladies contagieuses qu'ils sont appelés à constater dans l'exercice de leur profession. Toutefois ces prescriptions sont sans sanction précise, et l'on ne peut dire quelle peine serait applicable contre les médecins qui passeraient outre aux ordres de la loi. Comme dit M. Gilbert Laurent dans son rapport annexé à la séance du 23 décembre 1910, « il faut compter sur l'inépuisable dévouement des médecins praticiens français, pour qu'ils se prêtent à la déclaration demandée pour les maladies professionnelles... Ils se feront les auxiliaires bénévoles du législateur mus uniquement par cette pensée que leur collaboration assidue créera enfin la pathologie professionnelle exacte et complète, restée imparfaite jusqu'à ce jour ».

V

*La Commission supérieure des maladies
professionnelles*

La Commission supérieure des maladies professionnelles qui est une création de la loi, est non seulement chargée de donner son avis sur le décret visé à l'article 2, établissant la liste des maladies professionnelles dont la déclaration est obligatoire pour le médecin qui en reconnaît l'existence, elle doit également donner son avis sur les modifications à apporter aux tableaux prévus à l'article, 2 qui énumère les intoxications soumises à la loi et les travaux industriels susceptibles de les provoquer.

Cette commission composée de 41 membres est formée de techniciens et de personnes particulièrement compétentes en matière de maladies professionnelles. L'énumération de ces membres se trouve dans l'article 10.

Ils sont nommés de quatre façons différentes :

1° Cinq membres de droit : le Directeur général de la Caisse des dépôts et consignations, le Directeur du travail, le Directeur de l'assurance et de la prévoyance sociale, le Directeur des affaires commerciales et industrielles au ministère du Commerce, le

Chef de service du contrôle des assurances privées.

2° Dix-sept membres désignés par les assemblées dont ils font partie.

2 sénateurs et 3 députés, 2 membres de l'Académie des sciences, 2 membres de l'Académie de médecine 2 professeurs de la Faculté de médecine, 2 médecins membres de la Commission d'hygiène industrielle, 2 membres du Comité consultatif des assurances contre les accidents de travail, 2 membres des Chambres de commerce ;

3° Six membres nommés par le Conseil supérieur du travail :

1 conseiller prud'homme patron, 1 conseiller prud'homme ouvrier, 2 patrons et 2 ouvriers ;

4° Treize membres nommés par le ministre de l'Hygiène et de la Prévoyance sociale :

5 personnes spécialement compétentes en matière professionnelles, 2 directeurs ou administrateurs de sociétés anonymes ou en commandites, d'assurances contre les maladies professionnelles, 2 directeurs ou administrateurs de sociétés mutuelles d'assurances ou de syndicats de garantie contre les maladies professionnelles, 2 patrons et 2 ouvriers représentant les industries objet de la délibération.

Dans une audience que nous a donné M. Breton nous avons appris que les membres de la Commission supérieure autre que les membres de droit étaient

nommés pour quatre ans et se renouvelleraient par moitié tous les deux ans. — Décret du 19 novembre 1919.

Le secrétariat de la Commission supérieure est assuré par le service de l'inspection du travail et par le service du contrôle des assurances privées. Le président est nommé par le ministre. Même décret.

Le Dr Quénu, membre de l'Académie des sciences a été nommé par arrêté ministériel, en date du 14 février 1920, président de la Commission supérieures des maladies professionnelles.

VI

Etablissement des primes d'assurances

L'établissement des primes d'assurances est toujours le point délicat consécutif aux lois sociales qui indemnisent des dommages autrefois laissés sans réparation. Les compagnies d'assurances qui prennent à leur charge des risques nouveaux, marchent parfois dans l'inconnu quand elles n'ont pas à leur disposition des statistiques établissant les variations de ces risques. L'absence de statistiques a été invoquée pour combattre la loi sur les maladies professionnelles. On n'a pas manqué de rappeler lors de la discussion, que pour l'application de la loi sur les accidents du travail, de graves difficultés avaient

surgi pour l'établissement des primes d'assurances, malgré les statistiques étrangères que l'on possédait.

Les craintes de voir les compagnies d'assurances émettre des prétentions excessives pour retirer le maximum de profit de la nouvelle loi, furent calmées par l'article 6 qui étend les opérations de la Caisse nationale d'assurances en cas d'accidents, aux risques prévus par la loi sur les maladies professionnelles. Cette concurrence doit amener les compagnies d'assurances, qui couvriront les risques de la loi du 25 octobre 1919, à fixer leur tarif à un niveau voisin de celui de la Caisse nationale en cas d'accidents. Il est à prévoir toutefois, que la Caisse nationale d'assurances n'aura pas beaucoup plus d'adhérents pour les risques des maladies professionnelles, qu'elle n'en a pour les risques des accidents du travail, parce qu'elle se substitue au patron seulement pour les indemnités résultant de la mort de l'ouvrier, de son incapacité absolue ou partielle.

Le tarif de la Caisse nationale d'assurances non encore établi aujourd'hui devra l'être sous peu puisqu'aux termes de l'article 6 il doit être établi dans les six mois de la promulgation de la loi. Ce délai de six mois sera applicable également pour l'établissement du nouveau tarif consécutif à l'extension de la loi, cas prévu à l'article 2.

Comme pour la loi du 9 avril 1898 le tarif devra

être approuvé par décret rendu sur le rapport du ministre du Travail et du ministre des Finances et devra être calculé de manière que les frais de gestion et d'administration soient couverts sans qu'il soit nécessaire de recourir à la subvention annuellement inscrite au budget pour la Caisse nationale d'assurances.

Du reste après les tâtonnements du début, si le compte présente un déficit il sera facile de le combler grâce à l'excédent de la Caisse qui se chiffre à plusieurs millions, en attendant que le tarif soit relevé.

VII

Indemnités et rentes

La loi du 25 octobre 1919 ayant un caractère forfaitaire, il s'ensuit que les ouvriers et employés qui en bénéficient ne peuvent se prévaloir à raison des maladies dont ils sont victimes dans leurs travaux, d'aucune autre disposition que celle de la loi.

Le bénéfice de la loi s'étend seulement aux ouvriers dont le salaire ne dépasse pas 2.400 francs par an. Ceux dont le salaire dépasse cette somme n'en bénéficient que jusqu'à concurrence de la dite somme. Pour le surplus ils n'ont droit qu'au quart des rentes dont nous parlerons dans la suite à moins de conventions particulières les élevant.

Ainsi pour un salaire de 3.000 francs la rente en cas d'incapacité permanente absolue donne lieu à une double opération :

1° calcul de la rente afférente à 2.400 francs ;

2° calcul de la rente de 600 francs divisée ensuite par 4.

La rente allouée est le total de ces deux sommes. Ces dispositions sont l'application pure et simple de l'article 2 de la loi du 9 avril 1898.

Toutefois, il est fort probable que lors de l'application de la loi, les chiffres que nous venons de donner auront été révisés, du fait de la hausse constante des salaires, et que le salaire maximum sera porté de 2.400 francs à 4.500 francs comme il en est question actuellement.

En cas de mort de la victime ou en cas d'incapacité permanente absolue ou partielle, l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 s'applique encore sans réserve.

Pour l'incapacité partielle permanente la rente calculée sur le salaire des douze mois ayant précédé la maladie, est égale à la moitié de la réduction que la maladie professionnelle aura fait subir au salaire.

En cas d'aggravation ou d'atténuation de l'infirmité de la victime la demande en révision de la rente est ouverte pendant trois ans à compter des époques prévues à l'article 19 de la loi du 9 avril 1898.

Après le délai de révision, la victime peut deman-

der le quart au plus du capital nécessaire à l'établissement de cette rente calculé d'après le tarif dressé pour les victimes des accidents par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse. Elle peut aussi demander que le capital ou le capital réduit du quart, serve à constituer sur sa tête une rente viagère réversible par moitié au plus sur la tête de son conjoint. Dans ce cas la rente est calculée pourqu'il ne résulte de la reversibilité, aucune augmentation de charge pour le chef d'entreprise : application de l'article 9 de la loi du 9 avril 1898.

Pour l'incapacité temporaire il y a lieu de distinguer si l'incapacité a duré moins ou plus de quatre jours. Moins de quatre jours, aucune indemnité n'est due. Plus de quatre jours, sans déduction des jours ouvrables et des jours fériés, l'indemnité est égale à la moitié du salaire touché au moment de l'accident, s'il s'agit de salaire fixe ; elle est égale à la moitié du salaire moyen des journées de travail du mois ayant précédé l'accident, s'il s'agit de salaire variable.

L'indemnité n'est due qu'à partir du cinquième jour ou à partir du premier, suivant que la maladie a duré moins ou plus de dix jours. Cette indemnité est payable aux époques et lieux de paye usités dans l'entreprise, sans que les intervalles puissent excéder seize jours.

L'indemnité temporaire est due jusqu'à la guérison

de la victime, jusqu'à son décès ou l'attribution de sa rente.

Lorsque l'accident est suivi de mort la pension varie suivant les charges de famille de la victime.

20 o/o du salaire sont alloués au conjoint survivant, non divorcé ou séparé de corps, à la condition que le mariage ait été contracté antérieurement à l'accident. En cas de remariage cette rente cesse d'être due et le bénéficiaire touche trois annuités à titre d'indemnité totale.

Aux orphelins de père ou de mère sont alloués :

15 o/o du salaire pour un enfant ;

25 o/o s'il y en a deux ;

35 o/o s'il y en a trois ;

40 o/o s'il y en a quatre ou un plus grand nombre, qu'ils soient légitimes ou naturels reconnus avant l'accident et âgés de moins de seize ans. Pour les enfants orphelins de père et de mère la rente est portée pour chaque enfant à 20 o/o du salaire sans pouvoir excéder 60 o/o.

10 o/o du salaire est accordé à chaque ascendant ou descendant autre que ceux dont nous venons de parler, quand la victime n'a ni conjoint ni enfant direct. Le total de ces rentes ne peut dépasser 30 o/o.

Ces rentes sont payables par trimestre échu au domicile du titulaire ou au chef-lieu de canton de ce domicile. Elles sont incessibles et insaisissables.

Les familles des ouvriers étrangers bénéficient des dispositions précédentes si elles sont domiciliées en territoire français au moment de l'accident. Les ouvriers étrangers victimes d'accidents qui cessent de résider sur le territoire français reçoivent à titre d'indemnité totale, un capital égal à trois fois le montant de la rente qui leur a été allouée. Il en est de même pour les ayants droit étrangers cessant de résider sur le territoire français ; mais le capital versé ne peut dépasser celui que la Caisse nationale des retraites exige pour la contribution de la même rente.

Les dispositions concernant les ouvriers étrangers peuvent être modifiées par traité dans la limite des indemnités dont nous venons de parler, pour les ouvriers dont les pays d'origine garantissent à nos nationaux des avantages équivalents.

VIII

Frais médicaux , pharmaceutiques, d'hospitalisation et de dernière maladie.

Le chef d'entreprise supporte les frais médicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation et de dernière maladie. Ces derniers sont évalués à la somme de cent francs au maximum. Les frais d'hospitalisation ne peuvent dépasser, tout compris, le tarif établi par

l'application de l'article 24 de la loi du 15 juillet 1893, majoré de 50 o/o. Ces frais ne peuvent jamais excéder 5 fr. 75 par jour pour Paris et 5 francs partout ailleurs. Nous croyons savoir que ces chiffres seront prochainement révisés et que la journée d'hospitalisation en particulier sera portée à plus de 10 francs.

La victime a le libre choix de son médecin, mais le chef d'entreprise peut la faire visiter chaque semaine en présence du médecin traitant par le médecin de l'usine. En cas de contestation sur l'état de guérison de la victime, le chef d'entreprise requiert du juge de paix une expertise, quand il s'agit d'une incapacité temporaire. Application de l'article 4 de la loi du 9 avril 1898.

IX

Règlement des petites indemnités et des rentes Contentieux

Les petites indemnités comprennent les frais funéraires, les frais médicaux ou pharmaceutiques ainsi que l'indemnité temporaire de demi-salaire. Elles peuvent être réglées à l'amiable sans l'intervention de la justice.

Lorsqu'il y a contestation entre le patron et l'ouvrier ou le patron et le médecin ou le pharma-

cien, à propos des frais, ou enfin entre le patron et les ayants cause de l'ouvrier, elle est toujours de la compétence du juge de paix.

La procédure devant le juge de paix applique les règles ordinaires avec certaines particularités : le juge de paix est obligé de statuer dans les quinze jours, il juge en dernier ressort les contestations relatives, aux frais funéraires et les indemnités temporaires. Les contestations sur les frais médicaux et pharmaceutiques ne sont jugées en dernier ressort que jusqu'à 300 francs. Les jugements fixant l'indemnité temporaire sont exécutoires, nonobstant opposition. Application de l'article 15 de la loi du 9 avril 1898.

Pour la fixation des rentes l'intervention de la justice est toujours nécessaire même lorsque les intéressés sont d'accord pour fixer le chiffre de la rente. Le magistrat compétent pour homologuer leur accord est le Président du Tribunal Civil.

En cas de désaccord il cherche à concilier les parties. Si la conciliation est impossible, il renvoie les parties devant le Tribunal de Première Instance.

L'appel est possible si le taux de la condamnation le permet, d'après les règles du droit commun.

X

Syndicats de garantie

Outre les compagnies d'assurances et la Caisse nationale d'assurances en cas d'accident qui prendront à leur charge les risques des maladies professionnelles, les employeurs pourront s'affilier à un syndicat de garantie d'après les dispositions de l'article 9 de la loi du 25 octobre 1919.

Ce syndicat de garantie est la réunion des chefs d'entreprises assujettis qui s'obligent solidairement au paiement des rentes dues par l'un d'eux à la suite de maladies ayant entraîné la mort ou une incapacité permanente de travail d'un ouvrier.

Les syndicats de garantie déjà prévus par la loi du 9 avril 1898 n'ont pas donné de grands résultats parce qu'ils ne s'occupent que du paiement des rentes. Aussi les grands industriels auxquels ils devaient convenir spécialement, les ont-ils délaissés pour s'organiser en types voisins des mutuelles.

Le fonctionnement des syndicats de garantie prévu par la loi sur les maladies professionnelles, sera déterminé ultérieurement par un règlement d'administration publique. Il est probable qu'il sera calqué sur le décret du 28 février 1899 qui organise le fonctionnement des syndicats de garantie visés par la loi sur les accidents du travail.

XI

Garanties de paiement accordées aux créanciers d'indemnités

Il faut distinguer deux cas : les petites indemnités et les rentes.

La créance de la victime relative aux frais médicaux, pharmaceutiques ou de dernière maladie, ainsi que celle relative à la suite de l'incapacité de travail est garantie par le privilège de l'article 2101 du Code civil, et inscrite au paragraphe 6.

Pour la garantie des rentes il n'y a pas de privilège général parce que cela aurait obligé le patron à verser des sommes parfois importantes dont il a besoin journellement. De ce fait, le capital représentatif des pensions allouées en vertu de la loi ne peut être exigé des débiteurs. Interprétation de l'article 28 de la loi du 9 avril 1898.

Il y a deux exceptions à cette règle. Le capital devient immédiatement exigible :

1° Quand le patron cesse son entreprise pour une cause ou pour une autre ;

2° Quand le patron veut se décharger une fois pour toutes de la rente.

Dans le premier cas le patron peut se soustraire au versement immédiat en donnant un cautionne-

ment. Dans le second cas le patron verse à fonds perdu le capital de la rente à la Caisse nationale des retraites, qui doit établir à cet effet un tarif en tenant compte de la mortalité des maladies professionnelles. Jusqu'à l'établissement de ce tarif, la loi du 25 octobre 1919 dispose dans son article 7 que le capital à verser à la Caisse nationale des retraites sera réglé par le tarif de la loi du 20 juillet 1886. Ce tarif transitoire ne pourra être en vigueur pendant plus de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur de la loi.

Le fonds de garantie dont il a été parlé est alimenté par les cotisations patronales des chefs d'entreprises assujettis à la loi. La quotité des taxes est modifiée chaque année pour l'année suivante, d'après les dépenses de toute nature effectuées par les fonds de garantie dans la dernière année écoulée. C'est une sorte d'échelle mobile des taxes à percevoir. Le fonds de garantie est géré par la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse.

Si le patron ne paye pas les arrérages qu'il doit, l'ouvrier s'adresse à la Caisse nationale des retraites qui paye à la place du patron, sauf son recours contre ce dernier.

Le fonds de garantie assure uniquement le service des rentes.

XII

Sanctions législatives assurant l'observation de la loi

Toutes conventions contraires à la loi sont nulles de plein droit antérieurement ou postérieurement passées à la maladie. Cette nullité étant d'ordre public peut être invoquée par tout intéressé.

Est nulle par exemple la convention par laquelle l'ouvrier s'engage à payer une partie des primes.

Par application de l'article 29 de la loi du 9 avril 1898, des immunités fiscales sont accordées afin que les frais d'exécution ne soient pas un obstacle pour l'ouvrier.

Les différentes pièces, procès-verbaux, certificats, significations, jugements, ordonnances rédigées en exécution de la loi sont délivrés gratuitement, visés gratis pour timbre et enregistrés également gratuitement.

L'affichage de la loi et des règlements d'administration publique relatifs à son exécution est obligatoire dans toutes les entreprises assujetties à la loi, sous peine d'une amende de 1 à 15 francs et de 16 à 100 francs en cas de récidive.

Est passible d'une amende de 100 à 5.000 francs et d'un emprisonnement de trois jours à un mois, le

chef d'entreprise qui pour se soustraire aux obligations de la loi fait une déclaration sciemment fausse, disant que ses procédés de travail ne comportent plus l'usage des substances toxiques susceptibles de provoquer les maladies professionnelles.

Est puni d'une amende de 100 à 500 francs et d'un emprisonnement de trois jours à trois mois qui-conque par menace, don, promesse d'argent, ristourne sur les honoraires médicaux et fournitures pharmaceutiques faits à des accidentés du travail, à des syndicats ou association, à des chefs d'entreprises, à des assureurs ou à toute autre personne, aura attiré ou tenté d'attirer les victimes d'accidents du travail ou des maladies professionnelles dans une clinique ou cabinet médical ou officine de pharmacie et aura ainsi porté atteinte à la liberté de l'ouvrier de choisir son médecin ou son pharmacien : article 11 de la loi du 25 octobre 1919.

CONCLUSION

Après de longues discussions, de nombreuses hésitations et de volumineux rapports, il semble que notre législation industrielle vient de faire un pas en avant ; désormais les ouvriers atteints de saturnisme ou d'hydrargyrisme ne seront plus exposés au milieu de leur carrière à se voir à la charge de l'Assistance publique parce qu'ils ont porté leur activité dans une profession dangereuse.

Le système employé supprime la difficulté relative à l'origine de la maladie, qui a si longtemps retardé le vote de la loi au moyen d'une présomption légale ; il déclare de plein droit professionnelles les maladies figurant au tableau en regard de la liste des industries assujetties. Il est certain pourtant que de nombreux ouvriers se trouveront dans certains cas sans protection !

En effet le calcul de la responsabilité décroissante, proportionnelle au temps écoulé depuis que l'ouvrier a quitté l'usine a une limite. Il est d'une année pour les intoxications saturnines et mercurielles. Passé

ce délai l'employeur n'est plus tenu d'indemniser la maladie professionnelle qui se déclarera dans la suite.

Il faut bien reconnaître que malgré le soin que l'on a apporté à fixer le délai de responsabilité, ce sera un délai moyen, parfois insuffisant. Le Dr Thoinot qui a longuement étudié les maladies professionnelles déclare que les manifestations saturnines ou mercurielles peuvent apparaître plus d'un an après que l'ouvrier a quitté l'usine où il a contracté sa maladie. Or, passé ce délai d'un an l'ouvrier n'a plus droit à aucune indemnité. C'est regrettable.

Une autre critique que l'on peut adresser à la loi c'est qu'elle ne réalise pas suffisamment la prévention. L'article 4 permet bien de faire supporter à l'industriel qui a commis une faute inexcusable une part plus forte de responsabilité, mais c'est là quelque chose de tout à fait insuffisant. Les décrets du 1^{er} octobre 1913 qui obligent les industriels à munir leurs usines de moyens de prophylaxie nécessaires, peuvent bien dans une certaine mesure donner un résultat, mais il faut avouer que la vigilance patronale n'ira pas jusqu'à contrôler l'usage des moyens préventifs, si l'intérêt personnel des patrons n'y est pas engagé. Le système d'assurances à primes fixes, qui suivra la mise en application de la loi, est à cet égard un peu choquant pour tout esprit tant soit peu épris d'idéal et de justice. En effet, des employeurs

sans conscience n'hésiteront pas à conserver leurs anciennes installations, si elles sont en règles avec la loi, plutôt que de faire les transformations en harmonie avec l'hygiène moderne, qui seraient pour eux une dépense improductive.

Il faut du reste reconnaître que le législateur s'est prêté à cette insouciance en rejetant le système de classification des usines proposé par M. Breton, qui prenait pour base l'hygiène générale des ateliers et augmentait ou diminuait les responsabilités suivant que les règles de l'hygiène étaient suivies ou mises de côté. Toutefois, cette classification, si elle avait été admise, n'en aurait pas moins laissé subsister la prime d'assurance qui est antisociale si elle n'intéresse pas les patrons à la surveillance sanitaire de leurs usines.

La véritable solution de la question des maladies professionnelles est, à notre avis, comprise dans la question plus large de l'assurance obligatoire, dont les caisses seraient alimentées par les cotisations patronales et ouvrières. Il paraît nécessaire d'intéresser les ouvriers à leur propre cause parce qu'elle établit entre eux un contrôle réciproque qui évite les simulations et a, par cela même, un effet moralisateur. De leur côté les industriels seraient intéressés à la prévention des maladies professionnelles classées et à la protection du personnel de leur entreprise, parce que leurs cotisations seraient établies

suivant un coefficient de risque spécial à chaque industrie et même à chaque établissement industriel.

Toutefois il ne peut être question à l'heure actuelle de proposer pour tous les ouvriers français un système d'assurances obligatoire visant toutes les maladies. Une telle proposition soulèverait les protestations de toutes parts. Les patrons la considéreraient comme une spoliation déguisée, les ouvriers comme une diminution de salaires et les compagnies d'assurances et les sociétés de secours mutuels verraient là une menace de suppression ou de ruine.

Mais ceux qui jugent la loi sur les maladies professionnelles ne doivent pas oublier qu'il fallait faire aboutir un projet qui avait été en instance pendant de nombreuses législatures. La Commission d'assurance en écartant l'idée de responsabilité collective, à laquelle on avait un moment semblé vouloir se rallier, a fait montre d'une grande perspicacité, parce que cette idée aurait conduit à l'assurance obligatoire, vouée d'avance à l'insuccès devant le Sénat.

Vu : le Président de la thèse

JAY

Vu : le Doyen

F. LARNAUDE

Vu et permis d'imprimer,

Le Recteur de l'Académie de Paris

P. APPELL

BIBLIOGRAPHIE

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

- Breton*. — Rapport n° 19, annexé à la séance du 9 juin 1910.
Gilbert Laurent. — Rapport n° 644, annexé à la séance du 23 décembre 1910.
— Rapport supplémentaire n° 2822, annexé à la séance du 6 juin 1913.
— 2° rapport supplémentaire n° 2895, annexé à la séance du 20 juin 1913.

SÉNAT

- Boucher*. — Rapport n° 409, annexé à la séance du 7 août 1919.
— Journal officiel, 20 juin, 26 juin, 3 juillet 1913, 8 août 1913, 15 octobre 1919, 18 octobre 1919.
Thèse Jubien, Paris.
Thèse de Paoli, Paris.
Thèse Bartholi, Paris.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
Introduction.....	5
CHAPITRE PREMIER. — De la nécessité d'une législation indemnisant les lésions causées par les maladies dites professionnelles.....	11
CHAPITRE II. — Pourquoi la maladie professionnelle n'a-t-elle pas été assimilée en 1898 aux accidents du travail.....	18
CHAPITRE III. — Sur quoi doit reposer la responsabilité de la maladie professionnelle.....	29
CHAPITRE IV. — De la réglementation générale et spéciale de certaines industries insalubres.....	42
CHAPITRE V. — Les législations étrangères.....	54
CHAPITRE VI. — Les différentes propositions Breton .	69
CHAPITRE VII. — Le rapport de M. Paulet et le projet du Comité consultatif des assurances.....	93
CHAPITRE VIII. — L'assurance obligatoire. Le projet de loi du gouvernement.	100
CHAPITRE IX. — Le nouveau projet de loi.....	115
CHAPITRE X. — Les différentes modifications apportées au projet de loi du 23 décembre 1910 jusqu'au texte définitif adopté le 25 octobre 1919.....	124
CHAPITRE XI. — La loi du 25 octobre 1919. Son commentaire.....	139
1° Indemnité transactionnelle et forfaitaire.....	149
2° Responsabilité des patrons et des anciens patrons.....	152
3° Abandon des professions dangereuses.....	156

4° La déclaration des maladies.....	157
a) Par la victime.....	157
b) Par le médecin traitant.....	160
5° La Commission supérieure des maladies profes- sionnelles.....	162
6° Etablissement des primes d'assurances.....	164
7° Indemnités et rentes.....	166
8° Frais médicaux, pharmaceutiques d'hospitalisa- tion et de dernière maladie.....	170
9° Règlement des petites indemnités et des rentes. Contentieux.....	171
10° Syndicats de garantie.....	173
11° Garanties de paiement accordées aux créanciers d'indemnité.....	174
12° Sanctions législatives assurant l'observation de la loi.....	176
CONCLUSION.....	178

